

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

« AS INTERNATIONAL AS DIAPERS » ?
CONFLITS ET INTERNATIONALISME FÉMINISTE AU CANADA (1960-1971)

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
À LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR
SANDRINE LABELLE

JUIN 2022

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de recherche, Martin Petitclerc. Nos échanges ont toujours fait naître des idées et des pistes inspirantes ; ils ont été essentiels pour amener ma réflexion toujours un peu plus loin. Tes conseils éclairants et généreux m'ont souvent permis de surmonter mes blocages et de retourner au travail avec une motivation renouvelée. Merci également à l'équipe du Centre d'histoire des régulations sociales. Nos échanges ont été trop rares en raison des restrictions sanitaires, mais ils ont toujours été empreints de bienveillance et de solidarité. Ce fût un plaisir d'être à vos côtés pour faire mes débuts dans le monde de la recherche.

Ce mémoire a été pensé et rédigé en pleine pandémie de covid-19. Ce fut par conséquent un processus difficile marqué par l'incertitude, l'isolement et l'angoisse. J'ai eu l'immense privilège d'être entourée de personnes rassurantes et solidaires qui ont su, malgré le contexte difficile, me concocter un quotidien propice à la complétion de ce projet. À Marielle, Simon, Antoine et Émile, avec qui j'étais confinée alors que ce mémoire en était à ses premiers balbutiements : merci pour les logiciels créés sur mesure pour gérer mes archives, pour les interminables parties de cartes, pour tous ces repas partagés, et pour vos encouragements insatiables. Merci d'avoir créé une bulle douce et sécurisante dans laquelle j'ai eu la chance de pouvoir continuer à lire, réfléchir et écrire. À Félix, Jean-David et Brigitte, qui m'ont accompagné dans un très long hiver de rédaction confiné : merci pour les « brainstormings » dans l'auto ou dans la salle de lavage, pour les bières au bord du fjord, pour les sorties en canot et pour les mille projets qui ont rempli la dernière année de vie et de joie. Merci d'avoir pris au sérieux mes petites victoires et mes grandes insécurités, d'avoir célébré les premières

avec fébrilité et accueilli les secondes avec bienveillance. Mon mémoire est le fruit de votre travail collectif de soin et d'entraide, sans lequel aucune des idées présentées ici n'aurait pu voir le jour.

Merci finalement à toutes les personnes militantes, du présent comme du passé, qui ont inspiré et nourri ce projet. Merci à mes « pestes », mes complices depuis toujours. C'est à vos côtés, bien avant mes débuts à la maîtrise, que ma réflexion féministe s'est formée. Merci également à toutes celles que j'ai croisées dans les archives et qui sont devenues les personnages de ce mémoire : merci pour vos luttes. Vous m'avez donné une immense leçon de solidarité.

Cette recherche a bénéficié du soutien financier du Fonds de recherche du Québec en science humaine (FRQSC) et du Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH).

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	I
TABLE DES MATIÈRES	III
LISTE DES ABRÉVIATIONS	VI
RÉSUMÉ.....	VII
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. PENSER L'INTERNATIONALISME FÉMINISTE : ÉTAT DES LIEUX ET PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE.....	8
1.1. Penser les féminismes des années 1960	8
1.1.1. La Voix des Femmes et la « seconde vague » : maternalisme et féminisme dans les années 1960	10
1.1.2. Diversité et persistance des féminismes : une histoire inclusive hors de la « vague ».....	16
1.1.3. Historiciser les trajectoires féministes : quelle spécificité pour les années 1960 ?	16
1.2. Penser l'internationalisme	25
1.2.1. Perspectives transnationales sur l'histoire des mouvements sociaux	26
1.2.2. Critiques afro-féministes et postcoloniales : une histoire de la domination.	29
1.2.3. L'internationalisme « par le bas ».....	32
1.3. Penser l'internationalisme féministe	34
1.3.1. Problématique du mémoire	34
1.3.2. Sources	36
1.3.3. Sélection des cas à l'étude	40

CHAPITRE II. AMITIÉS : LA CONFÉRENCE DES FEMMES POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE (1962)	42
2.1. Un « Sommet de Paris » au féminin : aux origines du projet de conférence	43
2.2. Anatomie d'un réseau de solidarité.....	48
2.3. La paix par l'amitié : fondements d'un internationalisme féministe	54
2.3.1. Amitié entre les peuples : pacifisme éducatif et internationalisme culturel .	54
2.3.2. Amitié entre les gouvernements : féminiser l'État pour le moraliser	56
2.4. L'amitié en pratique : le « Women's International Liaison Committee »....	59
2.4.1. Vers une Année de la coopération internationale	60
2.4.2. La Voix des femmes en « mission de paix » : amitiés et voyage internationaux	62
2.4.3. VDF face à sa base militante : les limites d'un internationalisme de l'élite	66
Conclusion.....	70
CHAPITRE III. SOLIDARITÉ : LA DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES FEMMES POUR LA PAIX (1967)	73
3.1. Un « système-monde » féminin en mutation ?	75
3.1.1. La « Deuxième conférence » et l'EXPO 67	75
3.1.2. Diplomatie et États africains : l'EXPO et la décolonisation.....	77
3.1.3. Les réseaux d'amitiés : entre reproduction et renouvellement	80
3.2. Vers une solidarité anti-impérialiste : débats à la « Deuxième Conférence »	83
3.2.1. De la violence des armes à la violence de l'Empire.....	85
3.2.2. De l'amitié à la solidarité.....	90
3.2.3. La solidarité en pratique : pression ou contestation ?	92
3.3. « Perhaps ours is not the way to do it »: rompre avec la politique de l'amitié	95
Conclusion.....	98
CHAPITRE IV. SORORITÉ : LES CONFÉRENCES INDOCHINOISES (1971). 101	
4.1. Unies contre la guerre : féminismes et internationalisme populaire	102
4.1.1. « Diplomates du peuple » vietnamiennes et pacifistes canadiennes : naissance d'une solidarité	104
4.1.2. Le MLF et les Conférences : en quête d'une solidarité à inventer	108

4.1.3. Antiracisme et féminisme : le mouvement des « femmes tiers-mondistes »	111
4.2. Sœurs en guerre : conflit et sororité autour des Conférences indochinoises	116
4.2.1. Sororité anti-impérialiste	117
4.2.2. Sororité et libération des « colonisées de l'intérieur »	120
4.2.3. Sororité face au patriarcat: féminisme autonome et « Quatrième monde »	124
4.3. « Unify, unify, unify » : rencontre avec les « sœurs » indochinoises	128
Conclusion	128
CONCLUSION	133
BIBLIOGRAPHIE	141

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACI/ICY : Année de la coopération internationale / International Cooperation Year
BPP : Black Panther Party
CPC : Canadian Peace Congress
FIDF : Fédération internationale démocratique des femmes
FIFDU : Fédération internationale des femmes diplômées des universités
FLF : Front de libération des femmes du Québec
FLN : Front de libération nationale (Vietnam du Sud)
MLF : Mouvement de libération des femmes
OMEP : Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire
PCC : Parti Communiste du Canada
TWWA : Third World Women Alliance
UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNFA : Union nationale des femmes algériennes
USSA : Union des Sociétés Soviétiques d'amitié
VOW/VDF : Voice of Women / La Voix des Femmes
WILC: Women's International Liaison Committee
WILPF : Women's International League for Peace and Freedom
WSP : Women Strike for Peace

RÉSUMÉ

Ce mémoire s'intéresse au développement d'une conscience internationaliste au sein des mouvements féministes canadiens durant la décennie 1960, ainsi qu'aux différents réseaux de solidarité construits dans l'espoir de mettre en pratique ces idéaux. À travers l'étude des principales conférences féminines internationales organisées au Canada durant la période, nous cherchons à comprendre comment et pourquoi les féministes canadiennes ont construit des coalitions féministes par-delà les frontières culturelles, politiques ou géographiques.

Cette démarche permet d'identifier trois grandes phases du développement de l'internationalisme féministe. Au début des années 1960, l'idéal internationaliste se construit autour de la thématique de l'*amitié*. Cette politique s'incarne dans le déploiement d'un contingent international de femmes chargées de faire la promotion d'un « esprit de paix » auprès des États masculins et belliqueux ; on espère que les femmes puissent œuvrer à titre de médiatrices pour éviter l'éclatement d'un conflit nucléaire. Au milieu de la décennie, le projet est reformulé dans les termes de la *solidarité*. L'internationalisme féministe se donne pour mission de soutenir les luttes pour la libération des peuples colonisés et prend la forme d'un mouvement social de femmes anti-impérialistes. Finalement, au tournant des années 1970, de nouveaux projets internationalistes sont formulés autour du thème de la *sororité*. Évoquant la recherche d'un lien qui permettrait d'unir les femmes dans un mouvement de résistance et d'émancipation efficace, les discours sur la sororité globale reflètent les tiraillements d'un mouvement mué par l'urgence d'articuler les différentes subjectivités des femmes pour organiser une opposition massive à l'impérialisme américain.

L'étude de ces trois phases permet de dresser le portrait d'un mouvement féministe hautement préoccupé par les enjeux géopolitiques propres à la décennie 1960 : ses structures et ses discours s'adaptent, tout au long de la période, pour faire face aux problèmes urgents que posent la Guerre froide, la décolonisation et la guerre du Vietnam. Notre démarche propose également de repenser le rôle des conflits dans la construction des solidarités féministes : l'enjeu des nombreux axes de divisions entre femmes est au cœur des préoccupations du mouvement. Nous soutenons que c'est justement pour répondre aux défis d'un monde profondément divisé que l'idée d'une solidarité féministe émerge comme moyen de construire des coalitions efficaces à même la différence.

MOTS CLÉS : féminisme, pacifisme, histoire transnationale, amitiés internationales, solidarité, sororité, Guerre froide, décolonisation, Guerre du Vietnam, Voix des femmes (VDF), Voice of Women (VOW), Mouvement de libération des femmes, Women's Liberation Movement

INTRODUCTION

Durant l'été 1963, en pleine Guerre froide, vingt-huit membres de l'organisation pacifiste canadienne la « Voix des femmes » reviennent au Canada au terme d'une mission d'amitié en URSS. Face aux attaques d'un journaliste qui accuse les militantes de fraterniser avec l'ennemi soviétique, l'une d'entre elles rétorque : « Je ne vois pas de différence entre laver une couche communiste ou une couche capitaliste¹ ! » Par cette boutade, la voyageuse résume le projet internationaliste qui anime alors de nombreuses Canadiennes : à leurs yeux, les femmes partagent des expériences qui les unissent, par-delà les divisions géopolitiques liées à la Guerre froide. Au nom de leurs préoccupations partagées, plusieurs pacifistes canadiennes multiplient les déclarations d'amitiés et les échanges transnationaux avec leurs consœurs de l'étranger et entendent œuvrer de concert pour construire un mouvement de paix transnational.

Près d'une décennie plus tard, lors d'une conférence de femmes opposées à la guerre du Vietnam, une délégation nord-vietnamienne fait référence à ces militantes de la Voix des Femmes comme à leurs « vieilles amies² », reconnaissant ainsi l'importance des liens de solidarité établis par les Canadiennes avec des femmes de l'étranger tout au long de la décennie. L'événement est l'occasion pour les participantes de réitérer la valeur de ces alliances. Dans la déclaration d'ouverture de la conférence, la militante

¹ Citation tirée du documentaire: *The Voice of Women: The First Thirty Years*, Pineau Production, 1992.

² Judy Wu, « Rethinking Global Sisterhood. Peace Activism and Women's Orientalism », dans Nancy Hewitt (dir.), *No Permanent Waves. Recasting Histories of U.S. Feminism*, Nouveau Brunswick, Rutgers University Press, 2010, p. 200.

afroféministe Angela Davis souligne la force des liens l'unissant à ses « sœurs » vietnamiennes, canadiennes, afro-américaines, mexicaines et autochtones :

As we continue in our fight against racism, exploitation, the war in Indochina, male supremacy and all the other evils which flow from American capitalism, [...] the thread which tie our fight become increasingly clear. We are fighting a common enemy³.

Davis fait ainsi état d'un projet ambitieux porté par de nombreuses militantes au tournant des années 1970 : unir les femmes du monde entier pour lutter sur tous les fronts contre la domination « capitaliste-impérialiste » américaine.

Ces idéaux internationalistes animent le mouvement féministe canadien tout au long de la décennie 1960. Partout au pays, des femmes se mobilisent autour d'une multitude d'enjeux : elles luttent pour le désarmement nucléaire ou encore contre la guerre du Vietnam, l'impérialisme ou la domination masculine. La plupart d'entre elles mènent ces combats non seulement en tant que militantes, mais surtout en tant que féministes : elles placent leur identité de genre au cœur de leur lutte et s'organisent sur cette base. Ce faisant, elles en viennent à se percevoir comme partie prenante d'un vaste mouvement féministe international. Elles ne se contentent pas d'imaginer cette communauté politique ; elles s'attachent à l'édifier en s'alliant par-delà les frontières culturelles, politiques ou géographiques.

Les féministes canadiennes déploient ces efforts dans le contexte d'un monde profondément divisé. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis et leurs alliés sont engagés dans une Guerre froide contre l'Union soviétique et le monde communiste. Le conflit, caractérisé par une course aux armements et par la menace d'une attaque nucléaire, se double d'une féroce compétition dans les domaines culturels, idéologiques, politiques et économiques. La carte géopolitique se divise en deux camps principaux. Le « bloc de l'Ouest », qui comprend le Canada, se présente

³ Angela Davis, « Revolutionary Greetings to the Women of Indochina and to all Women Attending the Solidarity Conference », 31 mars 1971. Women's Movement Collection, F166, do. 3. Simon Fraser University Archives.

comme le promoteur des valeurs de liberté, d'individualisme et de démocratie ; le « bloc de l'Est », composé de l'URSS et de ses alliés, se positionne comme le défenseur du communisme et de la paix⁴. Alors que la tension entre les deux blocs atteint des sommets au tournant des années 1960, tout ce qui a trait au communisme ou au monde soviétique devient suspect, voire tabou au Canada.

En parallèle de cette confrontation, un mouvement d'opposition au colonialisme prend forme dans les anciennes colonies du Sud global. En Afrique, plusieurs Nations obtiennent leur indépendance et s'allient avec des États d'Asie et d'Amérique latine pour former les mouvements « Tiers-Mondistes » : unis au sein d'une nébuleuse d'alliances politiques et économiques, les ex-colonies se constituent en force politique fédérée, revendiquent leur autonomie et dénoncent le néocolonialisme et l'impérialisme⁵. L'émergence de ce mouvement rend saillant un autre axe de division à l'échelle globale : la question des inégalités entre les puissances colonisatrices du Nord et les peuples colonisés du Sud vient se superposer à la fracture entre l'Est et l'Ouest. Finalement, inspirés par les combats tiers-mondistes, de nouveaux mouvements sociaux émergent au Canada et aux États-Unis. Les luttes antiracistes et celles d'une nouvelle gauche anti-impérialiste et anticapitaliste prennent de l'expansion et formulent des critiques complexes des rapports sociaux de race et de classe. Ces mouvements mettent ainsi en évidence les nombreux axes de différence qui divisent les femmes à l'intérieur même de leur propre société.

Face à ce monde quadrillé par les divisions politiques et économiques, l'idée d'une communauté féministe internationale surprend : pourquoi et comment les Canadiennes en sont-elles venues à défier les rigides frontières d'un monde en pleine Guerre froide pour construire des coalitions entre femmes « capitalistes » et « communistes », entre

⁴ E.P. Thompson, «Beyond the Cold War», *European Nuclear Disarmament and the Merlin Press*, Worchester, 1982, p. 6. History and Public Policy Program Digital Archive, [en ligne] <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/113717> ; Gary Marcuse et Reginald Whitaker, *Cold War Canada: The Making of a National Insecurity State, 1945-1957*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, p. 365.

⁵ Vijay Prashad, et Howard Zinn, *Loc. Cit.*

représentantes des « puissances impérialistes » et des « peuples colonisés », ou encore entre féministes blanches et militantes racisées ? Quels espoirs se cachent derrière l'idéal d'un internationalisme féministe et rendent possible son édification à même les profondes divisions qui déchirent alors le monde ? En explorant ces questions, notre mémoire cherche à mettre en lumière la logique au cœur de ces surprenantes, mais puissantes aspirations à la solidarité.

Le projet d'un internationalisme féministe se développe d'abord, au début des années 1960, autour de la thématique de l'*amitié*. De nombreuses femmes canadiennes, organisées au sein du mouvement de la « Voix des femmes » (VDF) sont alors particulièrement préoccupées par un enjeu : celui des tensions grandissantes entre l'Est et l'Ouest. À leurs yeux, une culture masculine de compétition et de confrontation imprègne les structures de la diplomatie internationale et menace de faire dégénérer ces tensions en conflit nucléaire mondialisé. Traquant cet « esprit de guerre » masculin partout où il s'est infiltré – dans les institutions étatiques, mais également dans la conscience de tous et toutes –, les pacifistes canadiennes proposent une alternative : une culture dite « féminine » de compréhension mutuelle, d'entraide et de conciliation. Cette politique d'amitié s'incarne dans le déploiement d'un contingent international de femmes chargées de faire la promotion de cet « esprit de paix » auprès des États masculins et belliqueux ; on espère que les femmes puissent œuvrer à titre de médiatrices afin de favoriser la coexistence pacifique des deux blocs.

Durant la seconde moitié de la décennie, le paradigme de l'*amitié* est remis en question ; l'idéal internationaliste est reformulé dans les termes de la *solidarité* dans une lutte commune. Dans la foulée de la décolonisation et de la montée en puissance des mouvements anti-impérialistes, les femmes canadiennes sont initiées aux théories tiers-mondistes sur les inégalités nord-sud. L'idée d'une amitié fondée sur une expérience féminine transcendant les divisions politiques est alors mise à mal. On lui préfère une solidarité bâtie dans la reconnaissance et la contestation des hiérarchies qui divisent les femmes. Les femmes canadiennes sont également introduites à des discours

de plus en plus critiques sur la responsabilité des États libéraux occidentaux dans la reproduction de la violence dans les anciennes colonies. Face à ces nouvelles préoccupations, leur conception de l'action politique s'adapte. À un internationalisme de l'élite cherchant à promouvoir les valeurs cosmopolites auprès des États, se substitue un internationalisme de la société civile, organisé en opposition au gouvernement canadien et à sa complicité dans le maintien du « système impérialiste ».

Finalement, au tournant des années 1970, dans le contexte d'une décentralisation de l'action politique et d'une reconnaissance croissante des divisions entre femmes, l'internationalisme féministe se cherche : comment construire un mouvement efficace pour attaquer de l'intérieur l'impérialisme américain ? Pour tenter de résoudre les problèmes d'un mouvement fragmenté aux objectifs nébuleux, de nouveaux projets internationalistes sont formulés dans les termes de la *sororité*. Évoquant la recherche d'un lien qui permettrait d'unir les femmes dans un mouvement de résistance et d'émancipation efficace, l'idéal de la « sororité globale » reflète les tiraillements d'une gauche déchirée entre le désir d'organiser une solidarité massive et la volonté de reconnaître la spécificité de l'expérience et l'autonomie de diverses catégories de femmes.

Par l'étude de ces trois grandes phases du développement de l'internationalisme, ce mémoire met en lumière l'action de nombreuses femmes mobilisées autour d'enjeux qui structurent leur existence : le sexisme et le patriarcat, mais également la guerre, le racisme, le capitalisme, ou l'impérialisme. Étudier leurs mobilisations permet d'enrichir notre compréhension du féminisme des années 1960 et de nuancer une vision incomplète de ce dernier : l'effervescence politique de la période est souvent réduite à l'action de quelques collectifs de féministes radicales composés de femmes blanches et éduquées. Tournées vers la contestation du patriarcat, ces féministes auraient négligé les autres formes d'oppression⁶. À la différence de cette tendance, notre étude cherche

⁶ Pour un résumé des critiques généralement adressées à la « seconde vague » féministe, voir Diane Lamoureux, « Y a-t-il une troisième vague féministe ? », *Cahiers du Genre*, vol. 1, n° 3, 2006, pp. 57-74.

à écrire une histoire « multidimensionnelle⁷ » des féminismes. Pour reprendre les mots de Diane Lamoureux, nous cherchons à « [...] dégager le féminisme de l'image d'une " politique à l'usage des femmes " qui le condamne à être perçu comme un mouvement spécifique alors que d'autres sont d'emblée perçus comme des mouvements généraux⁸. » L'étude de l'internationalisme permet en effet de faire le récit d'un engagement féministe qui va bien au-delà de la question spécifiquement « féminine ». L'évolution du mouvement est indissociable des débats globaux portant sur la guerre, le système de relations internationales, l'oppression nationale et culturelle ainsi que la justice sociale ; les mouvements féministes sont profondément influencés par ces discussions tout en y contribuant activement.

L'étude de l'internationalisme permet toutefois de faire ressortir, derrière la cacophonie de ces diverses luttes, une certaine logique : elle permet de comprendre comment un ensemble hétérogène de féministes s'est engagé collectivement pour imaginer un monde différent. Les militantes de l'époque construisent ainsi une « formation » féministe plurielle et globale : elles contribuent à l'émergence d'un mouvement complexe, composé de groupes d'actrices aux intérêts variés et parfois contradictoires, mais néanmoins fédérés par une volonté de s'allier pour faire face aux bouleversements géopolitiques qui secouent alors l'ordre mondial⁹. Tout en reconnaissant la complexité du phénomène, notre mémoire s'intéresse à cette trajectoire globale et tente d'identifier les enjeux fondamentaux au cœur de l'action des mouvements féministes durant les années 1960. Par ce récit, nous entendons mettre en lumière les forces centrifuges qui

⁷ Nous nous inspirons ici du projet, mis de l'avant par Françoise Vergès, d'une « [...] analyse qui entend prendre en compte la totalité des rapports sociaux ». L'approche multidimensionnelle propose d'analyser les féminismes en s'intéressant non seulement à leur réaction face au patriarcat, mais en étudiant également la relation complexe que ces mouvements entretiennent, avec l'État, le capitalisme, le racisme et le colonialisme. Françoise Vergès, *Un féminisme décolonial*, Paris, La Fabrique, 2019, p. 34.

⁸ Diane Lamoureux, *Op. cit.*, p. 70.

⁹ Je m'inspire ici du concept de « formation de gauche » proposé par l'historien Ian McKay et défini dans ces termes : « [...] a new historical agent, a complex unity made up of unique individuals amidst contrasting and even contradictory social forces, but united by an over-riding political objective—that of reasoning and living otherwise. » Ian McKay, *Rebels, Reds, Radicals: Rethinking Canada's Left History*, Toronto, Between The Lines, 2005, p. 113.

donnent au mouvement, malgré les divisions qui le traversent, une cohérence politique et historique.

CHAPITRE I

PENSER L'INTERNATIONALISME FÉMINISTE : ÉTAT DES LIEUX ET PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE

Ce premier chapitre présente un bilan d'un certain nombre de publications en études féministes et en histoire, afin de mettre en lumière le contexte théorique et historiographique qui a inspiré cette réflexion sur l'internationalisme féministe. La première partie de ce chapitre explore un corpus interdisciplinaire tiré du champ des études féministes. Elle présente les enjeux épistémologiques et méthodologiques que soulève l'écriture d'une histoire du mouvement féministe dans les années 1960 et pose cette question : est-ce possible d'écrire une histoire multidimensionnelle du féminisme des années 1960, qui rendrait compte à la fois de la complexité des courants qui le traversent et de sa spécificité historique ? La seconde section a pour but d'ouvrir de nouveaux horizons de recherche. Elle mobilise des travaux en histoire de l'internationalisme et des mouvements sociaux. Ces études inspirent une approche visant à repenser l'histoire des mouvements féministes des années 1960, en observant ces derniers à partir de leur dimension internationaliste.

1.1. Penser les féminismes des années 1960

Au Canada, la décennie 1960 marque le début d'une période de bouillonnement et d'effervescence des mouvements féministes. Partout au pays, des femmes se mobilisent contre les violences sexistes et en faveur de leur autonomie et libération. À

partir du milieu de la décennie, elles en viennent à revendiquer des droits reproductifs¹, l'égalité juridique², la reconnaissance du travail ménager gratuit³ et, plus largement, la fin de la domination masculine. Ces mouvements en viennent à revendiquer leur appartenance à une « seconde vague » féministe⁴. Ils revendiquent ainsi l'héritage d'une « première vague », dominée par les mouvements suffragistes du tournant du XXe siècle, tout en annonçant la dépasser : la « seconde vague » entend se distinguer des mouvements antérieurs en proposant une transformation profonde et radicale des rapports sociaux de sexe non seulement dans la sphère publique, mais également dans la sphère privée.

Une vaste littérature s'interroge sur cette effervescence féministe, sur sa nature, son origine et son importance historique. Nous reviendrons ici sur trois éléments qui ont particulièrement nourri notre réflexion sur le sujet. Un premier corpus réfléchit à l'histoire du maternalisme et à sa contribution à l'émergence de cette vague féministe. Cette discussion nous permet notamment de dresser un état des connaissances au sujet d'une organisation centrale pour quiconque souhaite faire l'histoire de l'internationalisme féministe : l'association la « Voix des femmes » du Canada (VDF). Nous nous tournerons ensuite vers un débat, central au sein des études féministes, au sujet de la conceptualisation de l'histoire des féminismes en termes de « vagues ». Nous présenterons les nombreuses critiques qui en appellent à rejeter cette métaphore. Celles-ci soulèvent d'importantes questions pour l'écriture d'une histoire des féminismes des années 1960 : alors que la tendance est à la reconnaissance de la

¹ Shannon Stettner, « We Are Forced to Declare War': Linkages between the 1970 Abortion Caravan and Women's Anti-Vietnam War Activism », *Histoire sociale/Social History*, vol. 46, no. 92, 2013, pp. 423-441.

² Marjolaine Péloquin, *En prison pour la cause des femmes : Conquête du banc des jurées*, Montréal, Remue-ménage, 2007, 312 p.

³ Camille Robert, « "Toutes les femmes sont d'abord ménagères" : discours et mobilisations des féministes québécoises autour du travail ménager (1968-1985) », (Mémoire de maîtrise), Montréal, Université du Québec à Montréal, 2017, 164 p.

⁴ Le concept est popularisé par un article de la journaliste féministe Martha Weinman Lear dans les pages du *New York Times* en 1968. Il est par la suite adopté par les militantes féministes canadiennes et états-uniennes. Nancy Hewitt (dir.), *No Permanent Waves: Recasting Histories of U.S. Feminism*, Rutgers University Press, 2010, p. 2.

diversité des luttes féministes et de leur persistance dans le temps, comment définir le féminisme des années 1960 ? Comment le réfléchir dans sa spécificité historique ? Nous étudierons finalement des travaux sur l'histoire de la Nouvelle Gauche des années 1960 pour nous aider à approfondir cette question.

1.1.1. La Voix des Femmes et la « seconde vague » : maternalisme et féminisme dans les années 1960

Les principales associations féminines étudiées dans ce mémoire ont déjà attiré l'attention des historiennes des féminismes. Bien que son action en matière de solidarité internationale demeure peu étudiée, le groupe pacifiste et maternaliste VDF a notamment fait couler beaucoup d'encre : depuis les années 1990, la réflexion historiographique sur cette organisation s'est surtout articulée autour de la question de sa contribution à l'émergence de la « seconde vague » féministe et, plus largement, des liens entre maternalisme et féminisme. Il importe donc de revenir rapidement sur ces discussions, afin de mieux situer la nature de notre apport.

Durant les années 1980, l'histoire des femmes est marquée par un triple mouvement : une volonté de redécouvrir l'action des femmes au-delà de la politique formelle⁵, un intérêt pour le travail des mères et des femmes mariées⁶ et la popularisation des concepts de « stratégie » et d'« agentivité », qui rendent compte de la manière dont les femmes négocient avec les contraintes liées à leur genre pour acquérir du pouvoir⁷.

⁵ Voir par exemple: Linda Kealey et Joan Sangster (dirs), *Beyond the Vote: Canadian Women and Politics*, Toronto, University of Toronto Press, 1989, 349 p.

⁶ Par exemple, au Québec, Denyse Baillargeon interroge une trentaine de femmes sur leur expérience de jeunes ménagères de la classe ouvrière durant les années 1930. Par ce recours à l'histoire orale, elle démontre le caractère essentiel du travail effectué par les femmes pour la survie des familles durant la Crise. Dans la même lignée, le livre *Familles ouvrières à Montréal* de Bettina Bradbury met en lumière la valeur économique et sociale du travail effectué par les femmes mariées à la fin du XIXe siècle. Ces apports témoignent d'un intérêt croissant pour la figure de la mère de famille, désormais considérée comme un sujet historique digne d'intérêt. Denyse Baillargeon, *Ménagères au temps de la crise*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1991, 311 p. ; Bettina Bradbury, *Working Families. Age, Gender, and Daily Survival in Industrializing Montreal*, Toronto, McClelland and Stewart, 1993, 310 p.

⁷ L'ouvrage *Sex and Class in Women's History*, qui regroupe les travaux des historiennes des femmes britanniques et états-uniennes les plus en vue de la décennie 1980, incarne tout à fait cette approche. Judith Newton, Mary P. Ryan et Judith R. Walkowitz (dirs), *Sex and Class in Women's History*, Londres, Routledge & Kegan Paul, History Workshop Series, 1983, 270 p. Pour un exemple de cette approche au

C'est dans ce contexte qu'est forgée la notion de « maternalisme ». Le concept, popularisé par Seth Koven et Sonya Michel dans l'ouvrage collectif *Mothers of a New World*, est défini ainsi :

L'idéologie et les discours qui exaltent la capacité des femmes d'être mères et qui entendent appliquer à la société tout entière les valeurs rattachées au rôle de mère, soit les valeurs morales, nourricières et de bien-être⁸.

Le concept de maternalisme désigne une stratégie mise de l'avant par certains groupes de femmes afin de tirer profit d'une idéologie qui les assigne à la sphère privée. S'emparant du culte de la domesticité pour mieux le dépasser, ces femmes se font reconnaître des rôles publics au nom de leurs qualités de mères. À la fin du XIXe siècle et durant la première moitié du XXe siècle, la politique maternaliste permet de former des coalitions politiques de femmes qui mettent de l'avant leurs préoccupations pour le bien-être de leur famille afin de revendiquer des réformes progressistes et des politiques sociales⁹.

Les travaux sur le maternalisme nourrissent un débat traversant l'histoire des femmes au tournant des années 1990 qui porte sur ce qui doit être inclus dans la définition du « féminisme¹⁰ ». Certaines proposent une définition large qui englobe un vaste éventail d'activités publiques féminines. D'autres réservent quant à elles le qualificatif « féministe » aux mouvements égalitaristes ; elles excluent donc les mouvements qui

Québec, voir : Yolande Cohen, *Femmes de parole. L'histoire des cercles de fermières du Québec, 1915-1990*, Montréal, Le Jour, 1990, 315 p.

⁸ Seth Koven et Sonya Michel (dirs), *Mothers of a New World: Maternalist Politics and the Origins of Welfare States*, New York, Routledge, 1993, p. 4. Traduction tirée de: Camille Robert, *Op. cit.*, pp. 13-14.

⁹ Voir par exemple : Magda Fahrni, « Chapter 5 : A Politics of Prices: Married Women and Economic Citizenship », dans *Household Politics: Montreal Families and Postwar Reconstruction*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, pp. 108-123; Yolande Cohen, *Femmes philanthropes: catholiques, protestantes et juives dans les organisations caritatives au Québec, 1880-1945*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2014, 253 p. ; Yolande Cohen et Hubert Villeneuve, « La Fédération Nationale Saint-Jean Baptiste, Le Droit de Vote et l'avancement Du Statut Civique et Politique Des Femmes Au Québec », *Histoire Sociale / Social History*, vol. 46, n° 93, 2013, pp. 121-144.

¹⁰ Louise Toupin, « Une histoire du féminisme est-elle possible ? », *Recherches féministes*, vol. 6, no. 1, 1993, p. 39.

mettent de l'avant une « différence » sexuelle¹¹. Dans la foulée de ce débat, plusieurs autrices se demandent si le maternalisme peut être considéré comme féministe. Amy Swerdlow résume habilement ce dilemme :

Est-ce qu'une association fondée sur les principes d'une « culture féminine traditionnelle » peut contribuer à une transformation féministe considérant que, en s'appuyant sur l'image des qualités et devoirs des mères, cette rhétorique renforce la marginalisation des femmes¹²?

Certaines répondent « non » à cette question. Au Québec, Karine Hébert considère le féminisme et le maternalisme comme deux catégories antinomiques. Elle les distingue en affirmant que le maternalisme « [...] a encouragé les femmes à mettre leur nature maternelle au service de la société, alors que les féministes ont revendiqué des droits démocratiques pour les femmes au nom de leur citoyenneté¹³ ». Elle refuse donc de qualifier de « féministe » la lutte menée par la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste pour l'obtention du droit de vote.

Les spécialistes des années 1960 tendent pour leur part à proposer des interprétations beaucoup plus optimistes au sujet de la contribution du maternalisme au féminisme. Constatant que de nombreux mouvements maternalistes demeurent en activité au début de la décennie, elles se demandent : pourrait-on trouver, dans l'action de ces groupes, les germes de la « seconde vague » féministe ? C'est ce que suggère Amy Swerdlow dans sa monographie sur l'organisation Women Strike for Peace (WSP), fondée en 1961 aux États-Unis. L'historienne refuse de voir la rhétorique maternaliste du groupe

¹¹ Aux États-Unis, Karen Offen, qui se qualifie d'« incluser », apparaît comme cheffe de file de la première tendance. Nancy Cott, qualifiée par Offen d'« excluser », incarne quant-à-elle la seconde tendance, qui s'appuie sur une définition plus restrictive du féminisme. Pour suivre leur échange: Nancy Cott, « Comment on Karen Offen's "Defining Feminism: A Comparative Historical Approach" », *Signs*, vol. 15, no. 1, 1989, p. 203-205; Karen Offen, « Reply to Cott », *Signs*, vol. 15, no. 1, p. 206-209. Pour un résumé de la polémique, voir : Louise Toupin, *Op. cit.* p. 40.

¹² Amy Swerdlow, *Women Strike for Peace: Traditional Motherhood and Radical Politics in the 1960s*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 1993, p. 234. Notre traduction.

¹³ Karine Hébert, « Une organisation maternaliste au Québec : la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et la bataille pour le vote des femmes », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, n° 3, hiver 1999, p. 344.

comme une soumission à l'idéologie patriarcale ; il s'agit plutôt d'une stratégie de mobilisation qui peut être efficace¹⁴. L'usage de l'identité respectable de mère permet aux militantes d'éviter les attaques antiféministes ou anticommunistes. Il légitime leur intervention dans le domaine de la politique internationale. WSP est un tremplin à partir duquel des femmes « ordinaires » développent une conscience politique et affirment leur capacité à transformer la société. Il contribue ainsi à l'essor de la « deuxième vague » féministe. Dans son essai sur les rapports de genre au sein des mouvements antinucléaires, Lawrence Wittner abonde dans le même sens. Il affirme que, bien que les discours des organisations maternalistes soient en apparence conservateurs, les pratiques de ces groupes permettent de subvertir les rapports de genre :

Despite their conventional motives, however, large numbers of women were leaving hearth and home to become involved in a previously males-only realm: the national security debate. [...] Consequently, they began to undermine "the feminine mystique" and to develop a sense of women's empowerment¹⁵.

Wittner et Swerdlow établissent donc une continuité historique entre maternalisme et féminisme : en tant qu'espace d'« empowerment » des femmes, le premier aurait été l'incubateur du second dans les années 1960.

Au Canada, c'est le mouvement de la Voix des Femmes (VDF) qui retient l'attention des historiennes. L'organisation, fondée en 1960 par des mères souhaitant lutter contre la menace nucléaire, est décrite comme un tremplin à partir duquel des femmes « ordinaires » sont initiées à l'action collective. La plupart des travaux portant sur VDF insistent sur les importantes capacités de mobilisation du groupe –l'organisation

¹⁴ Amy Swerdlow, *Op. cit.*, p. 326. En 2008, Andrea Estepa poursuit cette réflexion dans son analyse d'un sondage adressé aux militantes de WSP en 1962. Estepa démontre que les militantes n'ont généralement pas identifié la maternité comme élément central de leur identité politique. Le recours à l'identité maternelle dans les discours publics de l'organisation serait donc, pour Estepa, exclusivement stratégique. Andrea Estepa, « Taking the White Gloves off. Women Strike for Peace and "The Movement" », dans Stephanie Gilmore (dir.), *Feminist Coalitions: Historical Perspectives on Second-Wave Feminism in the United States*, Urbana, University of Illinois Press, 2008, p. 88.

¹⁵ Lawrence S. Wittner, « Gender Roles and Nuclear Disarmament Activism, 1954-1965 », *Gender and History*, vol. 12, no. 1, avril 2000, p. 206.

compte, en 1967, 3000 membres actives et 10 000 abonnées à son infolettre¹⁶- et soulignent sa contribution à la formation d'un mouvement social féminin, puis féministe¹⁷ :

However, by virtue of grouping together women to change or eliminate male-dominant structures such as militarism and war making that they deemed to be oppressive to all women, Voices prefigured, at the time as they set in motion, the development of theories and practices consistent with second-wave feminism(s)¹⁸.

D'abord mobilisées grâce à des discours faisant appel à leurs préoccupations en tant que mères, les militantes en seraient venues à développer une analyse féministe du militarisme. Cette construction d'une conscience de genre à travers l'action collective aurait amené le mouvement à développer une critique radicale des rapports sociaux de sexes et à adopter des méthodes de contestation plus subversives, lançant ainsi le bal de la « seconde vague ». Ainsi, aux yeux de plusieurs historiennes, l'organisation sert de « pont¹⁹ » entre les mouvements maternalistes du début du XXe siècle et les mouvements féministes plus radicaux de la fin des années 1960 : c'est d'ailleurs à ce titre que l'organisation est mentionnée dans de nombreuses synthèses d'histoire des femmes²⁰.

¹⁶ Marilyn Selma Sweet, « Purls for Peace: The Voice of Women, Maternal Feminism, and the Knitting Project for Vietnamese Children », (mémoire de maîtrise), University of Ottawa, 2007, p. 49.

¹⁷ *Ibid.* ; Tarah Brookfield, « In the Name of Children: the Disarmament Movement », dans *Cold War Comforts. Canadian Women, Child Safety, and Global Insecurity*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2012, pp. 71-97; Christine Ball, « The history of The Voice of Women/ La Voix des Femmes: The Early Years », (Thèse de doctorat), Toronto, University of Toronto, 1994; Frances Early, « “A Grandly Subversive Time”: The Halifax Branch of the Voice of Women in the 1960s » dans Judith Fingard et Janet Guildford (dirs), *Mothers of the Municipality: Women, Work, and Social Policy in Post-1945 Halifax*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 254-255.

¹⁸ Frances Early, *Op. cit.*, p. 254.

¹⁹ Joan Sangster, *Demanding Equality: one Hundred Years of Canadian Feminism*, Vancouver, UBC Press, 2021, p. 230.

²⁰ Voir par exemple : Gail Cuthbert Brandt, Naomi Black, Paula Bourne et Magda Fahrni, *Canadian Women: A History*, Toronto, Nelson, 2010, p. 520-522; Barbara Roberts, « Women's Peace Activism in Canada » dans *Beyond the Vote: Canadian Women and Politics*, *Loc. cit.*, p. 276-286; Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes au Québec*, Montréal, Boréal, 2012, p. 178; Micheline Dumont, *Pas d'histoire les femmes! : réflexions d'une historienne indignée*, Montréal, Éditions Remue-Ménage, 2013, pp. 189-190; Collectif Clio, *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Hurtubise, 1992 [1982], pp. 432-433.

Ces contributions ont l'avantage de proposer une analyse fine des dynamiques internes de l'organisation et des processus de politisation des membres de VDF. Elles accordent toutefois peu d'importance aux facteurs externes et aux contextes sociaux et géopolitiques qui auraient pu influencer la trajectoire politique de l'organisation. Les développements liés à la Guerre froide servent de trame de fond au récit, mais ils ne sont pas présentés comme des éléments fondamentaux pour comprendre l'évolution de la posture politique du mouvement. En raison de l'importance limitée qu'elles accordent au contexte historique plus large, ces contributions tendent donc à dépeindre le développement d'une conscience féministe comme la conséquence directe de toute action collective des femmes au sein d'un mouvement maternaliste.

Pourtant, de nombreuses recherches sur des groupes maternalistes conservateurs nous rappellent que cette évolution n'a rien de linéaire²¹. Critiquant l'historiographie féministe qui « célèbre » l'action politique des groupes maternalistes, ces travaux rappellent que l'« empowerment » des femmes n'est pas toujours émancipateur, ni progressiste. Ainsi, à travers les concepts de « female imperialism » et de « maternal nationalism », Shauna Wilton et Katie Pickles démontrent que certaines femmes blanches du début du siècle utilisent la stratégie maternaliste pour se forger un rôle central dans le projet impérial britannique. Dans le contexte d'un nationalisme canadien infusé des idéologies impérialistes, la politique maternaliste, loin de déboucher sur un projet de transformation féministe des sociétés, est utilisée pour construire un mouvement social conservateur et parfois raciste. À la lumière de ces importantes nuances, la question de la contribution du maternalisme au féminisme apparaît quelque peu simpliste. Le maternalisme est une stratégie de mobilisation

²¹ Shauna Wilton, « Manitoba women nurturing the nation: the Manitoba IODE and maternal nationalism, 1913–1920 », *Journal of Canadian Studies*, vol. 35, no. 2, 2000, p. 149–165; Katie Pickles, *Female Imperialism and National Identity: Imperial Order Daughters of the Empire (IODE)*, Manchester and New York, Manchester University Press, 2009, 209 p. Pour une perspective similaire en histoire états-unienne: Glen Jeansonne, *Women of the Far Right: The Mothers' Movement and World War II*, Urbana, University of Illinois Press, 284 p; Michelle M. Nickerson, *Mothers of Conservatism: Women and the Postwar Right*, Princeton, Princeton University Press, 2012, 264 p.

utilisée par une multitude d'actrices, dans une multitude de contextes, et au service de divers projets politiques²². Il semble donc vain de chercher à formuler une théorie générale sur son caractère émancipateur ou conservateur.

Ces réflexions nous amènent à poser un regard nouveau sur l'histoire de VDF. Les nombreuses contributions sur le sujet nous ont convaincues de la pertinence d'étudier cette organisation pour documenter le développement d'un mouvement féministe au Canada durant les années 1960. Nous lui accordons donc une place centrale au sein de nos réflexions. Toutefois, tout en abordant les dynamiques internes et la politique maternaliste de VDF, nous cherchons également à inscrire sa trajectoire politique dans un contexte plus large, afin de mieux historiciser sa radicalisation. Si la preuve de la contribution de VDF à la résurgence féministe des années 1960 n'est plus à faire, il importe désormais de mettre en lumière l'ensemble des mécanismes historiques ayant contribué à son évolution. La question à se poser est surtout la suivante : pourquoi et comment, au courant des années 1960, des milliers de femmes canadiennes en sont-elles venues à proposer un projet radical de transformation des sociétés ?

1.1.2. Diversité et persistance des féminismes : une histoire inclusive hors de la « vague »

Au tournant des années 2000, un vaste débat est lancé au sein des études féministes au sujet de la conceptualisation de l'histoire des féminismes en termes de vague. Ces débats sont stimulés par l'émergence d'un nouveau mouvement qui, se revendiquant de la « troisième vague », remet la métaphore au cœur de l'actualité féministe²³. Dans ce contexte, les recherches et les colloques réfléchissant à la pertinence de cette conception se multiplient : aux yeux de plusieurs historiennes, l'idée de vagues

²² Sur la question de la diversité des usages des stratégies maternalistes, voir : Brian Thorn, *From Left to Right: Maternalism and Women's Political Activism in Postwar Canada*, Vancouver, UBC Press, 2016, 256 p. ; Tarah Brookfield, *Loc. cit.*, p. 6.

²³ Pour des exemples de ces discussions au Québec, voir : Maria Nengeh Mensah (dir.), *Dialogues sur la troisième vague féministe*, Montréal, Remue-Ménage, 2005, 247 p.; Diane Lamoureux, *Op. cit.* Ces discussions font écho à des débats qui ont lieu aux États-Unis. Voir par exemple : Nancy Hewitt (dir.), *Loc. cit.*; Kathleen A. Laughlin et al., « Is It Time to Jump Ship? Historians Rethink the Waves Metaphor », *Feminist Formations*, vol. 22, n° 1, 2010, pp. 76-135.

distinctes et isolées se révèle réductrice et inopérante. Ces discussions soulèvent d'importantes questions au sujet de l'écriture d'une histoire des féminismes ainsi que sur l'importance à accorder à la décennie 1960 dans ce récit. C'est pourquoi il importe de revenir brièvement sur les critiques de la notion de « vagues », avant de réfléchir à leurs implications pour la démarche proposée dans ce mémoire.

Ces remises en cause s'articulent autour de deux idées phares. La première accuse la métaphore de la vague de déboucher sur une vision réductrice des féminismes de chaque époque. Dans le récit classique, chaque vague est associée à une idéologie ou à un type de revendication particulière : la lutte pour l'égalité politique dans la sphère publique pour la première, et celle pour l'égalité dans la sphère privée de la famille pour la seconde. Cette conceptualisation tend donc à homogénéiser les féminismes de chaque période et à rendre invisible toute forme de mobilisation ne cadrant pas avec le modèle. C'est ce que dénonce Micheline Dumont dans un texte historiographique publié en 2005 : en proposant un récit chronologique qui associe chaque vague à une idéologie particulière, « on élimine adroitement du récit les faits, les idées, et les tendances qui ne coïncident pas avec la structure temporelle choisie et dérangent les généralisations²⁴. » Poursuivant la réflexion de Dumont, Blais et al. témoignent des effets néfastes de cette association erronée entre idéologie et période historique :

En effet, si l'on utilise le modèle typologique des vagues, comment mettre en lumière, si ce n'est dans certains articles historiques, les pratiques et idéologies ne collant pas avec la vague qui définit la période ? [...] Comment reconnaître les initiatives des féministes appartenant à une époque passée, qui abordaient des questionnements trop souvent attribués à l'actualité, telle que Shulamith Firestone qui, en 1970, proposait une analyse de la sexualité s'apparentant à l'actuelle théorie fondée sur la diversité sexuelle (queer), en élaborant une

²⁴ Micheline Dumont, « Réfléchir sur le féminisme du troisième millénaire », dans Maria Nengeh Mensah (dir.), *Loc. cit.* p. 62.

perspective révolutionnaire où les différences génitales n'auraient plus d'importance²⁵?

Pour résoudre ce problème, elles proposent une réorganisation de l'historiographie féministe autour d'une typologie des courants de pensée. S'intéresser aux divers courants féministes qui cohabitent et persistent dans le temps permettrait, à leur avis, de mieux rendre compte des diverses tendances féministes qui ne cadrent pas avec le modèle restrictif de la vague.

Les récents travaux d'Amanda Ricci contribuent également à déconstruire le mythe d'une « seconde vague » homogène. Dans sa thèse de doctorat sur le mouvement féministe montréalais, l'historienne démontre que, durant les années 1960, des femmes se mobilisent dans une diversité de mouvements et sont nombreuses à assortir leur critique du patriarcat à une réflexion sur la décolonisation, le capitalisme et le racisme²⁶. L'autrice met ainsi en valeur l'activisme des femmes mohawk au sein du mouvement Red Power, ou encore les mobilisations des femmes de la diaspora haïtienne à Montréal. Pour Ricci, ces luttes sont parties intégrantes de l'effervescence féministe de la période.

Afin de rendre compte de cette diversité des mobilisations, elle propose une définition élargie du féminisme :

This project suggests, however, that feminist practice existed in spaces where the label was not necessarily used. In this case, feminism or women's activism is taken to mean women's leadership, community building, political organizing or any other activity used to better their lives and that of those around them²⁷.

Notre mémoire s'appuie sur cette définition large afin de poursuivre les efforts de rédaction d'une histoire multidimensionnelle des féminismes des années 1960. Nous

²⁵ Mélissa Blais, Laurence Fortin-Pellerin, Ève-Marie Lampron et Geneviève Pagé, « Pour éviter de se noyer dans la (troisième) vague : réflexions sur l'histoire et l'actualité du féminisme radical », *Recherches féministes*, vol. 20, n° 2, 2007, pp. 146-147.

²⁶ Amanda Ricci, « There's No Place Like Home: Feminist Communities, Social Citizenship and (Un)Belonging in Montreal's Long Women's Movement, 1952-1992 », Thèse de doctorat (histoire), Université McGill, 2015, 292 p.

²⁷ Amanda Ricci, *Op. cit.*, p. 7.

souhaitons inclure dans le récit l'action de diverses femmes mobilisées au sein de mouvements pacifistes, maternalistes, radicaux, antiracistes ou décoloniaux. Sans nécessairement revendiquer leur appartenance au féminisme, celles-ci ont tout de même contribué activement à la construction d'un vaste mouvement de libération des femmes.

La seconde critique adressée à la métaphore de la vague concerne l'identification de deux moments forts du féminisme : l'un au tournant du XXe siècle et l'autre durant les années 1960 et 1970. En postulant l'existence d'un « creux » entre ces deux périodes d'effervescence, cette théorisation efface, selon plusieurs critiques, la pluralité des sites et des formes de résistances féministes déployées dans l'histoire. Les historiennes issues du champ des « black feminist studies » figurent parmi les premières à mettre en lumière cette limite : à leur avis, le récit dominant est le résultat d'un savoir construit par et pour les féministes blanches de l'élite. Il témoigne de leur position de privilège tout en la renforçant :

The waves metaphor highlights periods when middle-class white women were most active in the public sphere. The construct celebrates the stories of hard-won victories by women who were able to compel power elites to address their demands. However, in these time-specific and narrowly focused accounts, the multidimensional aspects of feminism too often are excluded. Women of color, working-class women, women with disabilities, lesbians, and older women who engaged in activism that responded to overlapping forms of oppression, including sexism, have rarely been incorporated into waves narratives in their own right²⁸.

En réponse à cette histoire jugée incomplète, ces chercheuses étudient diverses formes de luttes féministes à l'extérieur de ces grandes « vagues ». Elles s'intéressent par exemple aux résistances des femmes noires contre les violences racistes depuis la période de l'esclavage²⁹. D'autres se penchent sur le militantisme de femmes

²⁸ Kathleen A. Laughlin et al., *Op. cit.* p. 79.

²⁹ Deborah Gray White, *Too Heavy a Load: Black Women in Defense of Themselves, 1894–1994*, New York, W. W. Norton, 320 p. and Dorothy Roberts, *Killing the Black Body: Race, Reproduction, and the Meaning of Liberty*, New York, Vintage Books, 1998, 400 p.

mobilisées au sein de mouvements socialistes ou antiracistes au milieu du XXe siècle³⁰. Dans sa monographie sur l'afroféminisme, Kimberley Springer fait pour sa part état d'une longue tradition de résistance des femmes noires. Elle écrit : « I resituate African American women's feminist activism, establishing a continuum of participants' efforts from the arrival of black women on the continent to the present³¹. »

Pour ces chercheuses, il est impératif de repenser la périodisation de l'histoire des féminismes, afin d'être en mesure de rendre compte de ces diverses formes de résistance et de leur persistance dans le temps. Ainsi, un groupe d'historiennes états-uniennes propose de s'inspirer des récents développements dans le champ de l'histoire des luttes afro-américaines afin de remplacer la métaphore des vagues par celle de la rivière. Cette métaphore, qui met l'accent sur la continuité des mobilisations et sur les « généalogies féministes », permet selon elles de mieux rendre compte d'une longue et complexe lutte pour l'autonomie et l'égalité³². Inspirées par ces apports, un nombre grandissant d'historiennes évitent de présenter la décennie 1960 comme une période ayant sa spécificité propre; elles privilégient l'étude d'un « long women's movement³³ » s'étendant sur toute la deuxième moitié du XXe siècle.

Ces apports nous ont convaincues que le bouillonnement politique des années 1960, bien plus qu'un soulèvement spontané, s'inscrit dans la filiation d'une longue tradition de résistance féministe. Toutefois, une trop grande insistance sur la continuité peut créer l'illusion d'un mouvement qui se développe d'une façon linéaire : ainsi, l'historiographie féministe tend parfois à insister sur l'existence de nombreux courants féministes qui traversent le XXe siècle sans être vraiment influencés par les contextes

³⁰ Erik S. McDuffie, *Sojourning for Freedom: Black Women, American Communism, and the Making of Black Left Feminism*, Durham, Duke University Press, 2011, 312 p.; Susan M. Hartman, *The Other Feminists: Activists in the Liberal Establishment*, New Haven, Yale University Press, 1998, 304 p.

³¹ Kimberley Springer, *Living for the Revolution: Black Feminist Organizations, 1968–1980*. Durham, Duke University Press, 2005, p. 8.

³² Kathleen A. Laughlin et al., *Op. cit.* p. 80.

³³ C'est notamment ce que suggère Amanda Ricci dans sa thèse de doctorat où elle propose une histoire d'un « long mouvement des femmes », s'étendant de 1950 à 1990. Amanda Ricci, *Op. cit.* Voir aussi: Laughlin et al., *Op. cit.* p. 103.

historiques. Tout se passe comme si, pour rendre compte de luttes complexes et continues, il devenait difficile de réfléchir au mouvement féministe dans sa globalité et d'identifier des points tournants dans sa trajectoire historique.

C'est ce que critique Ian McKay lorsqu'il s'interroge sur les limites d'une « histoire verticale » des mouvements sociaux. Pour l'historien, les approches qui identifient des tendances distinctes et tentent d'en faire des généalogies verticales sur le long cours posent plusieurs problèmes :

These frameworks can be interpreted in an ahistorical way, inattentive to political context and conceptual specificity. By maximizing the clarity and absoluteness of each "camp," and tending to read into each a fixed-and-firm identity that a more refined analysis would necessarily qualify, [vertical history] can be simplistic. One is tempted to divorce each from its complex relationship with the others, and from its own position in history³⁴.

À contre-courant de cette approche, McKay plaide pour une « histoire horizontale » des luttes. Évitant de réifier chacune des tendances militantes, cette approche s'intéresse aux relations complexes qu'entretiennent les sujets pluriels d'un mouvement de contestation à une époque donnée. Il fait le pari qu'en dépit de sa diversité et de ses divisions, chaque « cohorte » militante jouit d'une certaine cohérence, puisqu'elle se construit en réaction à un ensemble d'enjeux et de préoccupations partagées et historiquement spécifiques. Suivant la pensée de McKay, nous nous posons donc la question : une trop grande insistance sur la persistance des diverses tendances féministes dans le temps ne risque-t-elle pas de nous empêcher d'appréhender la période des années 1960 comme un moment charnière dans l'histoire de ces mouvements ? Pouvons-nous écrire une histoire multidimensionnelle du

³⁴ Ian McKay, *Loc. Cit.*, p. 202.

féminisme sans hypothéquer notre capacité à capturer la dynamique riche et complexe qui fait la spécificité d'un féminisme pluriel à cette époque?

1.1.3. Historiciser les trajectoires féministes : quelle spécificité pour les années 1960 ?

En 2006, au terme d'un colloque international portant sur l'histoire des mouvements sociaux dans les années 1960, l'historienne américaine Alice Echols se surprenait du faible nombre d'interventions portant sur le féminisme dans les débats sur la période³⁵. L'explication de ce phénomène se trouve peut-être dans la manière dont l'historiographie féministe s'est construite. Depuis les premiers débats sur le maternalisme jusqu'aux discussions actuelles sur la reconnaissance de la diversité des courants féministes, l'historiographie s'est articulée autour de débats internes au féminisme sur la nature du mouvement, sur les tensions qui le traversent et sur les processus d'autonomisation de ses membres. Ces analyses internalistes accordent finalement une importance limitée aux contextes historiques lorsqu'elles cherchent à documenter l'émergence d'une conscience féministe. Cette tendance s'accompagne d'un déclin de l'intérêt pour la décennie 1960 en tant que période historique spécifique au sein de l'historiographie féministe. Chez la plupart des analystes du maternalisme, la « seconde vague » est perçue comme l'héritage d'un long processus de politisation des femmes au sein des mouvements pacifistes et maternalistes ; aux yeux des théoriciennes d'un « long women's movement », la période des années 1960 n'a rien d'exceptionnel et se fonde dans une très longue tradition de résistances féministes.

En réaction à ce phénomène, plusieurs travaux récents réitèrent la pertinence de réfléchir aux importantes transformations qui confèrent sa spécificité aux féminismes des années 1960. Dans ses travaux sur le féminisme syndical, Joan Sangster rappelle

³⁵ Alice Echols, « Across the Universe: Rethinking Narratives of Second Wave Feminism » dans Karen Dubinsky, Catherine Krull, Susan Lord, Sean Mills, et Scott Rutherford (dirs), *New World Coming: The Sixties and the Shaping of Global Consciousness*. Between the Lines, 2009, p. 406.

que la décennie marque un important changement de paradigme au sein de la gauche nord-américaine :

The post-war period was not a desert of inactivity. [...] There were some connections between radicals in the long sixties and earlier left-wing politics - especially through the peace movement and the presence of red diaper babies. However, the political program and vision of this new sixties radicalism was vitally different. This is not to idealize the New Left, whose biases and limitations when it came to issues of sexuality and feminism are already well documented. Rather, it is to suggest that men and women who are caught in certain historical and social conjunctures, and who are inspired by new political ideas, may suddenly, if only temporarily, push the boundaries of the radical imagination, reshaping theory and praxis, concocting new goals and dreams³⁶.

La frange féministe du mouvement syndical participe pleinement à cette « rupture radicale ». Celle-ci se caractérise par une transformation profonde de la conscience politique et de la praxis du mouvement : le féminisme marxiste se popularise, des grèves s'organisent autour de la question de l'oppression de femmes et les militantes critiquent activement le syndicalisme bureaucratique et réformiste. Aux yeux de Sangster, il est primordial de reconnaître l'existence de cette rupture et de chercher à en saisir les mécanismes, afin de mieux comprendre la trajectoire du féminisme syndical.

Répondant à cet appel, d'autres travaux sur le mouvement de libération des femmes ont également renoué avec les années 1960 en tant que mouvement charnière de l'histoire des féminismes. Entre autres, les recherches de Shannon Stettner tentent de comprendre comment le contexte de la guerre du Vietnam a pu influencer la trajectoire du mouvement de libération des femmes durant la décennie³⁷. Ses analyses démontrent que les débats et les mobilisations au sujet de la guerre du Vietnam sont partie

³⁶ Joan Sangster, « Radical Ruptures: Feminism, Labor, and the Left in the Long Sixties in Canada », *American Review of Canadian Studies*, vol. 40, n° 1, 2010, p. 11.

³⁷ Shannon Stettner, *Op. cit.*; Voir aussi: Lara Campbell, « Women United Against the War: Gender Politics, Feminism and Vietnam Draft Resistance in Canada », dans Karen Dubinsky et al (dir.), *Loc. Cit.*, p. 339-348.

intégrante de l'expérience quotidienne des féministes canadiennes de l'époque. La plupart des militantes combinent leur militantisme féministe à des activités de soutien au mouvement des déserteurs états-unis. Elles développent leur pensée et leurs pratiques féministes en dialoguant constamment avec les théories anti-impérialistes de la Nouvelle Gauche. On observe donc une importante interpénétration des stratégies et des idées développées dans les deux mouvements. Ces constats permettent de mieux historiciser la trajectoire des féminismes canadiens durant les années 1960 ; celle-ci est profondément marquée par contexte géopolitique de la Guerre froide et de la Guerre du Vietnam ainsi que par le développement d'autres mouvements sociaux associés à la « Nouvelle Gauche ».

Ces apports ouvrent des pistes inspirantes pour réfléchir à la spécificité de la décennie 1960 dans l'histoire des féminismes canadiens. Elles s'inscrivent dans le cadre d'une tendance plus large qui cherche à décloisonner l'histoire de la Nouvelle Gauche nord-américaine afin de l'inscrire dans un contexte international. Ainsi, Bryan Palmer propose une histoire politique de l'identité canadienne qui se distingue par un riche recours à la contextualisation : deux chapitres de son ouvrage sont dédiés à l'étude du contexte économique et aux crises géopolitiques liées à la Guerre froide. L'auteur rappelle que ces deux éléments sont fondamentaux pour comprendre la « rupture décisive » liée à l'émergence de nouveaux mouvements sociaux durant la décennie³⁸.

Inspiré par ces apports, ce mémoire entend poursuivre les efforts des historiennes qui tentent de comprendre les féminismes des années 1960 dans leur spécificité historique. Nous nous intéresserons aux relations complexes que les féministes canadiennes entretiennent avec les développements marquants de la décennie liés à la Guerre froide, à la décolonisation et à l'émergence de nouveaux mouvements sociaux. Nous espérons ainsi contribuer à une meilleure historicisation des transformations que connaissent les féminismes durant la période : nous souhaitons comprendre comment les discours, les

³⁸ Bryan D. Palmer, *Canada's 1960s: The Ironies of Identity in a Rebellious Era*, University of Toronto Press, 2009, p. 8.

objectifs et les structures du mouvement se transforment durant la décennie pour s'adapter au contexte politique propre à la période. Un défi demeure toutefois : comment mettre en évidence la spécificité de cette trajectoire politique globale, sans faire disparaître la complexité et l'hétérogénéité du mouvement des femmes ?

L'ouvrage collectif *New World Coming : The Sixties and the Shaping of a Global Consciousness* nous fournit certaines pistes de réflexions. Le livre suggère que la spécificité des mouvements sociaux des années 1960 réside justement dans leur caractère globalisé :

One of the features of the political and cultural movements of the era was the feeling of acting simultaneously with others in a global sphere, the belief that people elsewhere were motivated by common purpose. No matter how "local" the activity, it was often conceptualized in tandem with a larger worldwide movement³⁹.

Aussi variées et locales qu'elles soient, les luttes des années 1960 auraient ainsi un point commun : elles s'internationalisent et se structurent à travers un dialogue constant avec les enjeux globaux. Appliquée à l'étude des féminismes canadiens, cette idée permet de résoudre le dilemme présenté précédemment. Elle offre l'opportunité d'observer les mobilisations féministes dans toute leur diversité sans toutefois abandonner la possibilité d'observer une logique et une trajectoire d'ensemble : ces mouvements se pensent et agissent en tant que partie prenante d'un vaste mouvement global. Ainsi, l'étude de l'internationalisme féministe permettrait de proposer un récit du mouvement féministe canadien dans les années 1960 de manière à rendre compte à la fois de sa complexité et de sa spécificité historique ; c'est le pari que nous faisons dans ce mémoire.

1.2. Penser l'internationalisme

L'internationalisme est une stratégie politique de coalition transnationale fondée sur la reconnaissance de préoccupations ou d'intérêts communs. Les groupes qui adhèrent à

³⁹ Karen Dubinsky et al (dir.), *Loc. Cit.*, p. 3.

l'internationalisme ne se contentent pas d'une sympathie à l'égard des luttes menées à l'étranger ; ils se perçoivent comme étant partie prenante d'un seul et même mouvement qui transcende les frontières. L'identité « femme » constitue, pour plusieurs groupes, le fondement d'une posture internationaliste. Des femmes issues de différentes nations en viennent à considérer qu'elles partagent une situation commune, telle que l'expérience de la maternité (pour plusieurs groupes maternalistes) ou l'oppression patriarcale (pour certaines féministes radicales). Durant les années 1960, cette conscience internationaliste pousse de nombreuses femmes canadiennes à bâtir des coalitions féministes transnationales.

Cette section propose un bilan de l'historiographie permettant de nourrir notre réflexion sur le caractère internationaliste du mouvement des femmes canadiennes durant la décennie 1960⁴⁰. Un survol des travaux en histoire des mouvements sociaux permet d'identifier trois manières d'aborder la question. La première mobilise les questionnements propres à l'histoire transnationale pour étudier les transferts d'idées et de pratiques à l'extérieur des réseaux diplomatiques officiels des états nationaux. La seconde approche, plus critique, voit les mouvements internationalistes comme un lieu de reproduction des rapports de pouvoirs coloniaux et néocoloniaux. Finalement, certains travaux mobilisent les méthodes de l'histoire « par le bas » pour étudier la manière dont les groupes des « marges » participent aux mouvements internationalistes.

1.2.1. Perspectives transnationales sur l'histoire des mouvements sociaux

À la fin des années 1980, la prise de conscience de la mondialisation suscite un intérêt croissant pour l'histoire des échanges et des transferts transnationaux⁴¹. Les recherches

⁴⁰ La dimension internationaliste du féminisme du début du XXe siècle a suscité beaucoup d'intérêt, mais peu de travaux ont à ce jour étudié la période de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Afin de couvrir la décennie 1960, qui est l'objet de ce mémoire, différents travaux portant sur l'internationalisme de divers mouvements sociaux associés à la Nouvelle Gauche ont également été mobilisés.

⁴¹ Aline Charles et Thomas Wien, « Le Québec entre histoire connectée et histoire transnationale », *Globe*, vol. 14 no. 2, 2011, p. 203.

dans le domaine se multiplient. Elles s'intéressent à la manière dont les idées, les personnes, les capitaux et les institutions ont pu traverser les frontières. Ce faisant, l'approche transnationale invite à comprendre que « [...] un espace (ou une collectivité) donné est en partie constitué par des interactions transfrontalières »⁴². Elle met de l'avant les influences des réseaux internationaux sur certains aspects du développement historique d'une localité.

Les mouvements internationalistes constituent un lieu privilégié pour observer la circulation de théories, de discours et de valeurs entre différentes parties du monde. Dans les années 2000, ils font ainsi l'objet de nombreux travaux d'histoire des idées qui proposent une relecture des nouveaux mouvements sociaux des années 1960. Ainsi, au Québec, l'ouvrage *Contester l'Empire* de Sean Mills s'intéresse à l'influence de la pensée postcoloniale sur l'évolution de la gauche montréalaise dans les années 1960. Mills affirme que : « De nombreux mouvements de contestations apparus en Occident au cours des années 1960 [...] ne peuvent être compris sans un examen de leurs liens avec les luttes et les idées nées ailleurs⁴³. » Mills démontre que les intellectuels et les militants montréalais se considèrent comme partie prenante du mouvement de décolonisation mondial. Ils puisent donc dans les théories anti-impérialistes forgées au Tiers-Monde afin d'interpréter leur situation.

Ces travaux accordent généralement une grande attention à la notion de réseaux : ils tentent de mettre en lumière les rouages qui rendent possible la « fécondation réciproque⁴⁴ » de différents mouvements. Les idées ne voyagent pas dans les airs : elles sont transmises par le biais de rencontres, d'échanges et de connexions concrètes entre les individus et les mouvements. Les amitiés interpersonnelles, les compagnonnages professionnels, les dialogues scientifiques, les diffusions d'œuvres intellectuelles ou

⁴² *Ibid*, p. 201.

⁴³ Sean Mills, *Contester l'Empire: pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal (1963-1972)*, Montréal, Hurtubise, 2011, p. 21.

⁴⁴ Joëlle Droulx et al. (dirs), *Construire la paix par l'éducation: réseaux et mouvements internationaux au XXe siècle. Genève au cœur d'une utopie*, Neuchâtel, Presses Universitaires Suisses, 2020, p. 16.

artistiques, les collaborations au sein d'organisations internationales et intergouvernementales ou encore les affiliations religieuses, sont autant de mécanismes qui rendent possible le partage de savoirs et de pratiques entre des mouvements sociaux partout sur la planète⁴⁵. C'est l'ensemble de ces canaux concrets que s'attachent à mettre en lumière plusieurs historien.ne.s s'intéressant à la « mécanique » des transferts transnationaux. Ces outils sont par exemple utilisés par Yolande Cohen et Linda Guerry dans leurs travaux sur le Young Women's Christian Association (YWCA) canadien durant l'entre-deux-guerres. Les deux historiennes présentent le YWCA comme un « builder of bridges » : l'organisation sert de support à un réseau international grâce auquel des femmes de différents pays s'échangent théories, expertises et méthodes d'intervention auprès des populations vulnérables.

Inspirée par ces approches, Marie Hammond-Callaghan propose en 2015 l'une des rares contributions portant sur le projet internationaliste de VDF. L'autrice insiste sur l'importance des relations entretenues par l'organisation avec des femmes européennes, états-uniennes et soviétiques durant les trois premières années d'activité du mouvement :

VOW's early political engagements with Soviet, European, and American women, little examined to date, reflect a nexus of New Left and feminist origins within the postwar arena of international social movements⁴⁶.

Le texte d'Hammond-Callaghan ouvre d'intéressantes pistes de recherches pour ce mémoire : l'autrice révèle la pertinence d'étudier les réseaux de solidarité transnationale et les idées qui y circulent pour comprendre l'émergence de nouvelles théories et pratiques au sein du mouvement féministe canadien. Toutefois, l'étude d'Hammond-Callaghan dépeint un processus de coalition plutôt lisse : son analyse

⁴⁵ *Ibid.*, pp. 16-18.

⁴⁶ Marie Hammond-Callaghan, « Bridging and Breaching Cold War Divides: Transnational Peace Building, State Surveillance, and the Voice of Women », dans Michael Dawson, Lara Campbell, et Catherine Gidney (dirs), *Worth Fighting For: Canada's Tradition of War Resistance from 1812 to the War on Terror*, Toronto, Between the Lines, 2015, p. 145.

laisse peu de place aux diverses tensions qui peuvent complexifier la construction d'alliances féminines transnationales. Ces difficultés ont été abondamment évoquées par les critiques afro-féministes et postcoloniales, critiques qu'il semble essentiel d'intégrer à toute réflexion sur l'internationalisme féministe.

1.2.2. Critiques afro-féministes et postcoloniales : une histoire de la domination

Depuis les années 1980, l'idée d'un internationalisme fondé sur une expérience féminine universelle a été fortement critiquée au sein des études féministes. Ces remises en question émergent tout d'abord au sein des courants « Black Feminists » durant la décennie 1980. Plusieurs autrices s'attaquent à une conception particulière de l'internationalisme : celle de la « sororité globale ». Souvent mise de l'avant dans les discours féministes radicaux des années 1970, l'idée de sororité est généralement associée à une volonté de penser les femmes comme un groupe homogène, uniformément opprimé par un patriarcat transhistorique et transculturel. Pour les théoriciennes du féminisme noir, la rhétorique universalisante associée à l'idée de sororité aurait deux conséquences regrettables. D'une part, elle rendrait invisible l'expérience particulière des femmes de couleur subissant à la fois le racisme et le sexisme⁴⁷. D'autre part, elle empêcherait les femmes blanches de reconnaître leur privilège lié à la blancheur⁴⁸. De manière générale, ces théoriciennes rejettent l'idée d'une sororité globale en raison de son caractère homogénéisant et de son incapacité à rendre compte de la position des femmes dans les rapports sociaux de race. Dans la continuité de ces courants, les critiques féministes postcoloniales formulent, à partir

⁴⁷ Adrienne Rich, « Notes Toward a Politics of Location », dans *Blood, Bread and Poetry : Selected Prose (1979-1985)*, Londres, Little Brown & Co., 1994, pp. 210-231; bell hooks, « Sororité: la solidarité politique entre les femmes », dans *De la marge au centre: théorie féministe*, Paris, Cambourakis, 2017 [1984], 119-153.

⁴⁸ *Ibid.*; Hazel Carby, « Femme blanche écoute ! Le féminisme noir et les frontières de la sororité », dans Elsa Dorlin, *Black feminism. Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*, Paris, L'Harmattan, 2007 [1982], pp. 87-112.

des années 1990, une analyse critique du « féminisme hégémonique⁴⁹ » et de ses appels à la sororité globale. Ainsi, réfutant l'idée d'une condition féminine universelle Chandra T. Mohanty et Jacqui Alexander réitèrent l'importance de reconnaître les inégalités fondamentales -la classe, la race et la condition coloniale- qui divisent et hiérarchisent les femmes⁵⁰.

Ces approches inspirent les travaux marquants de l'historienne Leila Rupp au sujet de l'internationalisme féministe de la première moitié du XXe siècle⁵¹. L'historienne constate que, malgré leur prétention à l'universalité, les organisations internationalistes reproduisent les rapports coloniaux et sont dominées par des femmes bourgeoises et européennes: « Despite their grand proclamations of universality, women from neither the imperialist nor the dependent and colonized countries could free themselves from global relations of dominance⁵² ». Rupp s'inspire des travaux d'Immanuel Wallerstein pour développer le concept de « système-monde féministe »⁵³. Selon l'historienne, l'Europe et l'Amérique du Nord constituent le centre de ce système. C'est de ces régions qu'émanent les ressources financières qui font vivre les organisations, ainsi que les militantes qui décident de l'orientation du mouvement. Les congrès internationaux se tiennent dans ces lieux et se déroulent dans des langues européennes. L'Occident se positionne donc comme l'épicentre du progrès féministe, duquel dépendent « les périphéries », soit l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie. Rupp démontre donc que l'universalisme des organisations féministes internationalistes n'est que rhétorique. Dans la pratique, les groupes n'échappent pas aux rapports de domination propres à un

⁴⁹ Laetitia Dechaufour, « Introduction au féminisme postcolonial », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 27, no. 2, 2088, p. 99-110. Chandra T. Mohanty, « Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses », *boundary*, vol. 12, no. 3, 1984, p. 339

⁵⁰ Chandra Talpade Mohanty et Jacqui Alexander, *Feminist Genealogies, Colonial Legacies, Democratic Futures*, Londres et New-York, Routledge, 1997, p. xxix.

⁵¹ Il s'agit de l'International Council of Women (ICW), de l'Alliance of Women (IAW), et de la Women International League For Peace and Freedom (WILF). Leila Rupp, *Op. cit.*

⁵² Leila Rupp, « Challenging Imperialism in International Women's Organizations, 1888-1945 », *NWSA Journal*, vol. 8, No. 1, Printemps 1996, p. 8.

⁵³ Leila Rupp, *World of Women, Op. cit.*, p. 72. Sur le concept de « système monde féministe », voir aussi : Chandra Talpade Mohanty et Jacqui Alexander, *Op. cit.*

monde encore profondément marqué par le colonialisme ; ces rapports sont inscrits dans la structure même du mouvement.

Dans la foulée de la diffusion internationale et de l'immense succès académique de ces courants intersectionnels et postcoloniaux⁵⁴, les appels à revisiter l'histoire du féminisme transnational se multiplient au Canada à partir des années 2000. Plusieurs textes en appellent à dépasser les approches qui « célèbrent » la création de solidarités transnationales, pour analyser les contradictions générées par une distribution inégale du pouvoir entre les différentes régions du globe⁵⁵. Répondant à l'appel, l'important ouvrage collectif *Sisters or Strangers* intègre les apports de la pensée antiraciste et postcoloniale. Il remet en question la pertinence d'appliquer la notion de sororité à un groupe de femmes profondément divisées sur la base de la race et de la classe⁵⁶. Dans sa thèse de doctorat sur le « long mouvement des femmes » montréalais, Amanda Ricci démontre quant-à-elle que « les relations de pouvoir inégales à l'échelle globale et le rôle néocolonial joué par l'État canadien à l'étranger » exercent une influence déterminante sur la structuration des mouvements féministes au Canada⁵⁷.

Ces travaux ont transformé définitivement l'histoire de l'internationalisme féministe, en déconstruisant sa prétention à l'universalité. La preuve n'est plus à faire : les féminismes internationaux du XXe siècle n'échappent pas aux inégalités traversant des sociétés de classe profondément marquées par l'héritage colonial. Ils tendent à reproduire, dans leur discours et dans leurs structures, diverses formes d'exclusion et marginalisation des femmes structurellement plus défavorisées. À la lumière de ces

⁵⁴ Pour une analyse des mécanismes d'« expansion mondiale » de l'intersectionnalité, voir : Sirma Bilge, « Le blanchiment de l'intersectionnalité », *Recherches féministes*, vol. 28, n° 2, 2015, p. 11.

⁵⁵ Nancy Forestell, « Mrs. Canada Goes Global: Canadian First Wave Feminism Revisited », *Atlantis*, vol. 30, no. 1, 2005, p. 7-20; Chantal Maillé, « Réception de la théorie postcoloniale dans le féminisme québécois », *Recherches féministes*, vol. 20, n°2, 2007, p. 91- 111; Allisa Trotz, « Going Global? Transnationality, Women/Gender Studies and Lessons from the Caribbean », *Caribbean Review of Gender Studies*, vol. 1, 2007, p. 11.

⁵⁶ Marlene Epp et Franca Iacovetta (dirs), *Sisters or Strangers?: Immigrant, Ethnic and Racialized Women in Canadian History*. University of Toronto Press, 2016, 624 p.

⁵⁷ Amanda Ricci, *Op. cit.* p. 21.

critiques, l'histoire des féminismes internationaux ne peut faire l'économie de l'analyse des rapports de pouvoir, d'exclusion et de dépendance.

1.2.3. L'internationalisme « par le bas »

Quoiqu'essentielles, ces approches centrées sur la question de la domination comportent certaines failles : l'idée que l'internationalisme est un mouvement occidental reproduisant les rapports coloniaux ne permet pas d'expliquer pourquoi certains groupes situés hors de l'Occident prennent part, voire initient, des alliances déterminantes pour le développement du féminisme international. C'est ce que dénonce l'historienne Francisca de Haan dans deux articles marquants sur la question⁵⁸. Selon l'autrice, les études qui mettent l'accent sur les phénomènes de domination et d'exclusion demeurent « centrées » sur des organisations et sur des militantes blanches, bourgeoises et nord-américaines ou européennes. Ce faisant, ces travaux contribuent à construire un « méta-récit » qui renforce l'hégémonie du féminisme européen et nord-américain et rend invisibles la participation et la contribution des femmes de l'Est et du Sud.

Pour pallier ce problème, certaines autrices ont récemment adopté une approche « par le bas » qui place les groupes subalternes au cœur de l'histoire de l'internationalisme⁵⁹. Elles se questionnent sur la manière dont ces groupes conçoivent leur place dans le monde et mettent de l'avant leur capacité à faire des choix stratégiques pour contester les rapports coloniaux. Dans cette optique, plusieurs travaux se sont penchés sur le rôle

⁵⁸ Francisca de Haan, « Continuing Cold War Paradigms in Western Historiography of Transnational Women's Organisations: the case of the Women's International Democratic Federation (WIDF) », *Women's History Review*, vol. 19, no. 4, 2010, p. 547-73; Francisca de Haan, « Eugénie Cotton, Pak Chong-Ae, and Claudia Jones: Rethinking Transnational Feminism and International Politics », *Journal of Women's History*, vol. 25, no. 4, 2013, p. 174-89.

⁵⁹ Je m'inspire ici de la terminologie utilisée par Sean Mills qui étudie l'« internationalisme populaire » et qualifie son approche de « politique internationale par le bas ». Sean Mills, « Popular internationalism: Grassroot Exchange and Social Movements » dans Karen Dubinsky, Sean Mills et Scott Rutherford (dirs), *Canada and the Third World, Overlapping Histories*, Toronto, University of Toronto Press, 2016, p. 247.

clé joué par des féministes sud-africaines⁶⁰, asiatiques⁶¹ et arabes⁶² au sein des réseaux du féminisme international. Ils se sont intéressés à la manière dont ces militantes ont formulé des projets internationalistes alternatifs, principalement articulés autour de la lutte anti-impérialiste et anticapitaliste.

Ces approches ne sont pas propres à l'histoire des féminismes internationaux : elles s'inscrivent dans le cadre d'une mouvance générale visant à mettre les expériences et l'action des populations subalternes au cœur de l'histoire des mouvements sociaux. Au Canada, plusieurs auteurs ont notamment mis de l'avant le rôle clé joué par des groupes aux « marges » de la société –les migrants et migrantes, les étudiants étrangers, les activistes noirs- dans le développement de la gauche québécoise durant les années 1960 et 1970⁶³. Ces travaux opèrent un décentrage de l'histoire de l'internationalisme et proposent de dépasser les approches centrées sur la domination, afin de laisser une plus grande place à la reconnaissance de la capacité d'agir des groupes marginalisés.

L'une des études les plus marquantes dans le domaine est celle de Judy Wu, portant sur les mouvements pacifistes états-uniens durant la guerre du Viet Nam. Wu dévoile le travail fondateur des militantes vietnamiennes, qui ont mis de l'avant l'idée d'une « sororité globale » pour convaincre leurs consœurs nord-américaines de la nécessité de créer des alliances transnationales. Ce faisant, Wu s'oppose aux approches qui présentent l'internationalisme comme un construit occidental imposé aux militantes du

⁶⁰ Rachel Sandwell, « The Travels of Florence Mophosho: The African National Congress and Left Internationalism, 1948–1985 », *Journal of Women's History*, vol. 30, no. 4, 2018, p. 84-108.

⁶¹ Elisabeth Armstrong, « Before Bandung: The Anti-Imperialist Women's Movement in Asia and the Women's International Democratic Federation », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, vol. 41, no. 2, 2015, p. 305–31; Vera Mackie, « From Hiroshima to Lausanne: The World Congress of Mothers and the Hahaoya Taikai in the 1950s », *Women's History Review*, vol. 25, no. 4, 2016, p. 671–95; Katherine McGregor, « The Cold War, Indonesian Women and the Global Anti-Imperialist Movement, 1945–1965 », dans Jadwiga E. Pieper Mooney et Fabio Lanza (dirs), *De-Centering Cold War History: Local and Global Change*, Oxon, Routledge, 2012, pp. 31–51.

⁶² Laura Bier, « Feminism, Solidarity, and Identity in the Age of Bandung: Third World Women in the Egyptian Women's Press », dans Christopher J. Lee (dir.), *Making a World after Empire: The Bandung Moment and its Political Afterlives*, Athens, Ohio University Press, 2010, p. 143–72.

⁶³ Voir par exemple : Daniel Poitras, « Les métèques grondent dans la cité. Les étudiants étrangers face au syndicalisme étudiant au Québec (1954-1968) », *Recherches sociographiques*, vol. 58, no. 3, septembre-décembre 2017, p. 629-658 ; Sean Mills, *Une place au soleil. Haïti, les Haïtiens et le Québec*, Montréal, Mémoire d'encrier, 2016, 358 p.

Sud : « Global sisterhood as a political strategy was not only imposed by the West but was also crafted and promoted by women in the global South ⁶⁴ ». Elle en appelle à dépasser les approches qui réduisent les femmes du Sud à des victimes passives subissant les politiques « de sauvetage » des femmes occidentales. Elle invite à reconnaître leur pouvoir d’agir, ainsi que leur influence sur les mouvements pacifistes américains. Dans la continuité des travaux de Wu, l’historienne Lien-Hang Nguyen met également en lumière le rôle clé joué par certaines organisations féminines vietnamiennes dans la construction de coalitions transpacifiques opposées à la guerre du Vietnam⁶⁵.

Ce corpus démontre la pertinence d’intégrer les femmes du Sud à l’histoire de l’internationalisme féministe, non seulement en tant que victimes lointaines et passives de la domination des femmes du Nord, mais en tant qu’actrices historiques capables de résister à la marginalisation, d’insuffler des transformations au sein des mouvements sociaux et de proposer des projets internationalistes alternatifs qui remettent en question les inégalités nord-sud. Ils posent ainsi une question fascinante, au cœur de la réflexion proposée dans ce mémoire : comment écrire une histoire de l’internationalisme féministe qui puisse à la fois rendre compte des inégalités structurelles entre femmes *et* des efforts déployés pour transcender et contester ces divisions ?

1.3. Penser l’internationalisme féministe

1.3.1. Problématique du mémoire

Cette revue de la littérature a permis de mettre en lumière deux importants problèmes historiographiques. D’une part, comment penser le changement de paradigme qui s’opère durant les années 1960, sans tomber dans un récit simplificateur qui réduirait

⁶⁴ Judy Wu, *Radicals on the Road. Internationalism, Orientalism and Feminism during the Vietnam Era*, New York, Cornell University Press, 2013, p. 217.

⁶⁵ Nguyen, Lien-Hang, « Revolutionary Circuits: Toward Internationalizing America in the World », *Diplomatic History* vol. 39, no. 3, 2015, pp. 411-22.

cette rupture à l'émergence d'une idéologie particulière ? D'autre part, comment écrire une histoire de l'internationalisme qui, sans nier ou minimiser l'existence de conflits entre les femmes, soit en mesure de rendre compte des efforts concrets, déployés par une multitude de femmes partout sur le globe, pour construire des solidarités internationales ? Pour explorer ces deux questions, le présent mémoire entend faire l'histoire du projet d'un internationalisme féministe au Canada durant les années 1960 : comment et pourquoi, en dépit des différences culturelles et politiques divisant les femmes, certaines Canadiennes en sont-elles venues à se mobiliser en tant que sujet d'une communauté politique féministe internationale ?

Ce questionnement nous permet de reconnaître les importantes divisions qui traversent l'internationalisme féministe, sans pour autant abandonner la possibilité de l'appréhender dans sa globalité. Le projet d'un internationalisme féministe implique une politique de coalition entre diverses femmes qui elles œuvrent dans divers mouvements pour la paix, l'éducation, la décolonisation, contre le sexisme ou pour l'égalité raciale. Étudier leurs efforts permet dès lors de proposer une histoire multidimensionnelle d'un mouvement mobilisé autour d'un large spectre d'enjeux. C'est que derrière la cacophonie des luttes, des résistances et des mobilisations, on peut trouver une logique permettant de comprendre le projet de faire du genre le fondement d'une solidarité transnationale. Cette démarche nous permet d'appréhender le mouvement féministe comme un ensemble cohérent qui peut, par conséquent, avoir une histoire ; bien que complexe et diversifié, il connaît, dans sa globalité, une évolution historique qui peut être retracée.

Afin de compléter une historiographie qui a insisté sur des facteurs internes au mouvement féministe, nous soutenons qu'il est essentiel de replacer cette trajectoire dans le contexte des années 1960. En effet, le mouvement féministe est construit par des militantes profondément influencées par les enjeux internationaux qui sont au cœur des préoccupations de leur époque. Elles y réfléchissent et y réagissent dans le cadre d'échanges transnationaux avec des militantes, des expertes et des acteurs étatiques ou

non gouvernementaux. Ces rencontres s'opèrent dans des réseaux de solidarité tangibles, mais en constante reconfiguration. Ceux-ci sont influencés par l'action des États qui, à divers moments de la décennie, orientent la construction de solidarités internationales en fonction d'intérêts qui leur sont propres. Leur structure est également indissociable de l'évolution d'autres mouvements sociaux qui inspirent, bouleversent ou remettent en cause le projet d'un internationalisme féministe. En somme, cette perspective nous permet de mettre en lumière l'impact des importants bouleversements sociaux et géopolitiques des années 1960 sur l'évolution des discours et des structures du mouvement féministe canadien.

Enfin, cette démarche nous permet d'entrer en dialogue avec certaines études qui insistent surtout sur les angles morts des discours sur la solidarité féministe formulés durant les années 1960. L'historiographie accuse souvent ces discours d'avoir naïvement essentialisé le genre et d'avoir fait l'impasse sur les multiples axes d'oppression affectant les femmes. Malgré leur pertinence, ces critiques laissent toutefois dans l'ombre les racines historiques complexes, et même réflexives, du projet d'internationalisme féministe des années 1960. En insistant sur le contexte entourant le développement du mouvement, nous croyons être en mesure de nuancer ces critiques. Notre perspective offre l'opportunité de comprendre pourquoi le genre, malgré ses limites en tant qu'identité fédératrice, acquiert au cours de la décennie une telle importance dans le développement d'un vaste mouvement de solidarité.

1.3.2. Sources

Une grande partie de ce mémoire s'appuie sur l'étude d'une organisation : Voice of Women/la Voix des femmes (VDF). Trois raisons expliquent ce choix. Premièrement, le bilan des écrits sur la résurgence du mouvement des femmes durant les années 1960 a mis en lumière la contribution majeure de VDF à l'effervescence politique de la période. Étudier la trajectoire du groupe permet dès lors de s'insérer efficacement dans les discussions historiographiques sur l'évolution du mouvement féministes durant la décennie. Deuxièmement, la recherche en archive a permis de mettre en lumière

l'importance de VDF au sein des réseaux de l'internationalisme féministe. Un constat s'est vite imposé : durant la majeure partie de la décennie, c'est ce groupe qui détient les réseaux de contacts à l'étranger et qui chapeaute la plupart des initiatives transnationales. L'organisation jouit d'une importante renommée aux yeux de la communauté internationale. Elle est notamment reconnue en tant que première organisation à organiser une conférence réunissant des femmes des différents « blocs » durant la Guerre froide. Ses membres contribuent également à la fondation d'autres mouvements similaires à l'international ; elles soutiennent notamment la fondation du groupe Women Strikes for Peace en Ohio⁶⁶ ainsi que d'une branche de VOW à Mexico⁶⁷. Troisièmement, en raison de ses modes d'organisations formels, VDF a généré une grande quantité d'archives permettant de bien documenter l'histoire de l'internationalisme féministe.

Ces archives sont situées à la Bibliothèque et archives Canada⁶⁸. Lors du dépouillement du fonds, une attention particulière a été accordée aux dossiers portant sur les relations internationales de l'organisation. La documentation générale sur la structure interne de VDF –constitution de l'association, procès-verbaux des assemblées annuelles et correspondance des leaders- a également été consultée. Finalement, les infolettres de l'association, publiées quatre fois par année par l'exécutif, ont été dépouillées dans leur intégralité pour la période 1960-1972⁶⁹. De plus, les principales militantes impliquées dans la Voix des Femmes ont été identifiées et une recherche a été effectuée pour repérer des fonds d'archives à leur nom qui contiendraient des documents relatifs à

⁶⁶ Dans un discours livré en 1962, la pacifiste États-Unienne Anne Eaton parle de VDF en ces termes : « It was the first in the new world to stir the imagination and conscience of women to significant action. We in the United States are especially grateful to Mrs. Helen Tucker for coming to Ohio to help us begin. » Anne Eaton, « Women Speak to Power, Discours livré à la Conférence des Femmes pour la coopération internationale », septembre 1962. Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 2, do. 9. Bibliothèque et archives du Canada.

⁶⁷ Nancy Knickerbocker, *No Plaster Saint: The Life of Mildred Osterhout Fahrni*, Vancouver, Talonbooks, 2001, p. 227.

⁶⁸ Fonds Voice of Women, R2846-0-X-E, Bibliothèque et archives du Canada (BAC).

⁶⁹ *Voix des femmes, Bulletin du Québec*, Archives canadiennes du mouvement des femmes, Université d'Ottawa ; *Voice of Women's National Newsletter*, Archives canadiennes du mouvement des femmes, Université d'Ottawa.

leurs activités internationalistes⁷⁰. Dans la même optique, des mémoires, autobiographies et témoignages d'anciennes militantes ont été mobilisés⁷¹.

Si ces sources sont d'une grande pertinence pour étudier l'internationalisme féministe durant la majeure partie de la décennie, elles se révèlent toutefois insuffisantes pour couvrir la fin de la période. Dans le contexte de la multiplication des collectifs plus radicaux au tournant des années 1970, le mouvement VDF perd en importance et ne représente plus, à lui seul, le projet d'un internationalisme féministe. De nouveaux mouvements se réapproprient les réseaux de communication établis par VDF et mettent la solidarité internationale au service de nouveaux objectifs politiques. Pour rendre compte de ces transformations, les publications de plusieurs collectifs féminins ont été dépouillés⁷². Un corpus d'articles et de lettres ouvertes portant sur les relations internationales de collectifs de la région de Vancouver et Montréal a ainsi pu être constitué. Un repérage a également été effectué dans la « Women's Movement Collection » des archives de l'Université Simon Fraser, ainsi qu'aux Archives

⁷⁰ En raison des restrictions concernant les déplacements interrégionaux liées à la pandémie de covid-19, seuls les fonds privés situés au Québec ont pu être dépouillés. Les fonds suivants ont été parcourus : Fonds Thérèse Casgrain, R7906-0-6-F, BAC; Fonds Familles Laurendeau et Perrault, CLG2, BanQ Vieux-Montréal; Fonds Simonne Monet et Michel Chartrand, P138, BanQ Vieux-Montréal; Fonds Léa Roback, F-1243, Bibliothèque publique juive; Fonds Béatrice Ferneyhough, APM10, Archives Passe-mémoire. Le Fonds Madeleine Parent, MG4269, McGill Library Archives a également été consulté mais ne contenait pas de documentation pertinente. Par ailleurs, Dorothy Goldin Rosenberg, Janis Alton et Sandy Greenberg, des anciennes militantes de VDF, ont également été contactées. Je les remercie pour leurs judicieux conseils et leurs encouragements. Elles n'avaient toutefois pas de documentation sur VDF ou sur l'internationalisme en leur possession.

⁷¹ Simonne Monet-Chartrand, *Op. cit.*; Kay Macpherson et Christine Donald. *When in Doubt, do Both: the Times of my Life*, Toronto, University of Toronto Press, 1994, 296 p.; Thérèse Casgrain, *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du jour, 1971, 296 p.

⁷² *The Montreal Women's Liberation Newsletter*, Archives canadiennes du mouvement des femmes, Université d'Ottawa; *El Grito del Norte*, Archives Chicana por mi raza [en ligne], <https://chicanapormiraza.org/record/el-grito-del-norte>; *Pedestal: a Women's Liberation Newspaper*, Rise Up Feminist Archives [en ligne], http://riseupfeministarchive.ca/wp-content/uploads/Pedestal_03_05.pdf.

canadiennes du mouvement des femmes de l'Université d'Ottawa, afin d'y repérer des séries d'archives portant sur le projet d'un internationalisme féministe⁷³.

Parmi cette documentation, un corpus inédit s'est démarqué : celui portant sur les conférences féminines internationales organisées au Canada. Ces événements jouent un rôle essentiel dans la construction de réseaux de solidarité. Les militantes y tissent des liens, échangent des idées et développent des plans d'action partagés à l'échelle globale. En raison de l'importance de ces événements, nous avons fait le choix de construire notre argumentaire autour de l'analyse des trois plus importantes conférences tenues durant la décennie. Ce choix ne doit pas amener à croire qu'un ralentissement des activités féministes internationalistes s'opère entre chacune des rencontres étudiées. Au contraire, le mouvement demeure actif et en constante transformation tout au long de la période.

Néanmoins, ces conférences constituent un véritable « arrêt sur image », grâce auquel il est possible de saisir la configuration et les orientations des réseaux de l'internationalisme féministe à des moments clés de l'évolution du mouvement. En amont de chaque événement, une analyse croisée des listes des participantes et de la correspondance liée aux invitations permet d'esquisser le profil des conférencières et de retracer les canaux utilisés pour leur recrutement. Cette démarche permet de comprendre l'infrastructure des réseaux de solidarité internationale. Les transcriptions des discours et des discussions tenues lors de chaque conférence permettent quant à eux de mettre en lumière les conceptions de l'internationalisme féministe formulées durant chacun des événements. Finalement, les rapports et comptes rendus publiés a posteriori permettent de rendre compte de l'impact de ces rencontres internationales sur la structuration du projet d'un internationalisme féministe. Notre corpus permet

⁷³ Deux séries de dossiers ont été sélectionnées : « Indo-Chinese Women's Conference, 1970 – 1971 », do. 3-4-5, Women's Movement Collection, Simon Fraser University Archives ; « Toronto Conference », ON0034 10-001, S6, SS4, do. 2, Archives canadiennes du mouvement des femmes, Université d'Ottawa.

ainsi de saisir la structure, les orientations et les aspirations du mouvement lors de trois moments charnières dans son développement.

1.3.3. Sélection des cas à l'étude

Ce mémoire étudie les trois plus importantes conférences internationales féminines organisées au Canada durant la décennie 1960. Les militantes de la Voix des Femmes créent leurs premiers contacts avec des femmes de l'étranger lorsqu'elles organisent la « Conférence des femmes pour l'année de la coopération internationale » à Montréal en 1962. À cette occasion, un comité de liaison internationale est créé. Il sera l'instigateur de nombreuses missions de solidarités et projets de coopération entre femmes pacifistes. La conférence de 1962 apparaît comme un moment fondateur du projet internationaliste pensé dans les termes de l'« amitié internationale ». Son étude permet de contextualiser l'émergence du mouvement, de mettre en lumière les fondements de ce projet internationaliste et d'examiner les structures mises en place pour l'appuyer.

La « Deuxième conférence internationale des femmes pour la paix » est quant à elle organisée à Montréal par VDF à l'occasion de l'Expo 67. Trois cents femmes originaires de vingt-cinq pays sont réunies à l'Université de Montréal pour discuter de paix et de solidarité internationale. Souvent citée dans les mémoires des militantes comme un moment extrêmement marquant⁷⁴, cette conférence coïncide avec une période d'effervescence politique et de « virage à gauche » du mouvement. En trame de fonds de l'événement, le Sud global traverse une période de bouleversements politiques majeurs, marquée notamment par une importante vague de décolonisation de l'Afrique. Dans ce contexte, le thème phare de cette « Deuxième conférence » est celui de la solidarité avec les peuples du Sud : comment ces nouvelles considérations transforment-elles le projet d'un internationalisme féministe ?

⁷⁴ Ibid. ; Simonne Monet-Chartrand, *Les Québécoises et le mouvement pacifiste (1939-1967)*, Montréal, Écosociété, 1993, pp. 147-157.

Ce mémoire se conclut avec l'étude des « Conférences indochinoises », organisées à Toronto et Vancouver en 1971 dans le cadre d'une campagne contre la guerre du Vietnam. Bien que l'événement soit d'abord initié par VDF, une nébuleuse de collectifs radicaux, anti-impérialistes et antiracistes en prend rapidement le leadership. L'idéal d'un internationalisme féministe est alors repensé dans les termes de la « sororité globale » : comment cette nouvelle conception émerge-t-elle ? Cette dernière étude de cas se veut l'occasion d'une réflexion sur l'héritage du projet de sororité globale et sur son importance pour la structuration des nouveaux mouvements féministes au tournant des années 1970.

CHAPITRE II

AMITIÉS : LA CONFÉRENCE DES FEMMES POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE (1962)

En septembre 1962, les tensions de la Guerre froide atteignent des sommets inégalés : un an après l'érection du mur de Berlin, les États-Unis et l'URSS s'engagent dans un bras de fer qui doit mener, quelques semaines plus tard, à l'éclatement de la crise des missiles de Cuba. En dépit de ce climat de méfiance et d'inquiétude, cinquante-neuf femmes, originaires d'une vingtaine de pays libéraux, communistes et non-alignés, sont réunies durant cinq jours dans un hôtel de Saint-Donat, au Québec. Leur objectif est de répondre au climat de polarisation de la Guerre froide en consolidant des relations d'amitié entre les différents secteurs d'un monde profondément divisé. À sa sortie de l'événement, la pacifiste montréalaise Béatrice Ferneyhough rédige ces mots empreints d'optimisme :

Conceived into the hearts and hopes of women of the Western World who have dedicated themselves to bringing international peace victoriously into being, nursed into being and attended at birth by women representing every sectors of today's divided world, *Voice of Women International* stepped onto the stage of life, a child of Canada and the whole world¹.

Malgré le contexte international tendu, l'événement marque, pour celles qui y participent, la « naissance d'un nouvel espoir » et d'« une nouvelle force significative en faveur de la paix² ».

¹ Béatrice Ferneyhough, « Conférence - Fondation International VOW », 21 septembre 1962. Fonds Béatrice Ferneyhough, APM10, S5, SS1, D11. Archives Passe mémoire.

² *Ibid.*

Cette « Conférence des femmes pour la coopération internationale » est organisée par l'organisation pacifiste canadienne la Voix des Femmes. Les conférencières y développent un programme de solidarité internationale, d'éducation à la paix et de désarmement. Elles mettent sur pied des structures permettant de coordonner les efforts d'organisations féminines localisées sur les cinq continents. Elles planifient le déploiement d'un effort de coopération internationale sans précédent qui permettra, espèrent-elles, de développer des amitiés à grande échelle entre les femmes du monde. L'événement pose ainsi les bases d'un important réseau internationaliste qui influencera significativement l'imaginaire politique des militantes canadiennes pour la décennie à venir. L'étude de ce moment fondateur permet de mieux comprendre l'origine et les fondements du projet d'un internationalisme féministe : comment l'idée d'une coopération féminine internationale émerge-t-elle comme solution aux problèmes de la Guerre froide ? Comment ce projet prend-il forme ? Comment l'internationalisme féministe est-il mis en pratique ? Dans quelle mesure cette politique de l'amitié parvient-elle à générer des solidarités internationales solides ?

2.1. Un « Sommet de Paris » au féminin : aux origines du projet de conférence

L'idée d'une conférence internationale de femmes pour la paix remonte au mois de mai 1960, alors qu'un Sommet réunissant le Président américain Eisenhower et le dirigeant soviétique Nikita Khrouchtchev doit s'ouvrir à Paris³. Cette première rencontre entre les dirigeants des blocs de l'Est et de l'Ouest incarne l'espoir d'une détente de la Guerre froide, notamment en raison d'un projet de traité bannissant les essais nucléaires. Quelques jours avant l'ouverture du Sommet, l'armée soviétique abat un avion américain survolant le territoire de l'URSS. Le scandale qui s'ensuit mène à l'effondrement du projet de conférence, ainsi que des espoirs de coopération entre les

³ Le premier ministre britannique Harold Macmillan et le Président français Charles de Gaulle doivent également participer à la rencontre. Jonathan Colman, « Paris Summit (1960) », dans Gordon Martel (dir.), *The Encyclopedia of Diplomacy*, Oxford, Wiley-Blackwell, 2018.

deux blocs. L'échec du Sommet de Paris marque ainsi le début d'une période particulièrement tendue de la Guerre froide.

L'onde de choc se fait sentir jusqu'au Canada, où règne un climat d'inquiétude quant à la possibilité d'une guerre nucléaire. Dans une série d'articles publiés dans la section féminine du *Toronto Star*, la journaliste Lotta Dempsey s'inquiète : « If events shaping in Paris come to their ominous finale, we might well serve as whipping boy in a new chapter of world calamity and carnage ⁴ ». Dempsey en appelle à une mobilisation massive des femmes du monde pour faire décroître les tensions internationales. Son appel suscite une importante vague de réponses : le *Toronto Star* reçoit des centaines de lettres de mères canadiennes inquiètes⁵. Le phénomène attire également l'attention de femmes actives dans la vie publique torontoise⁶. Elles décident de profiter de l'engouement entourant les publications de Dempsey pour fonder une organisation plus formelle de femmes en faveur du désarmement nucléaire. Après une série de rencontres publiques organisées par ces militantes, le mouvement Voice of Women / La Voix des Femmes (VDF) voit officiellement le jour en juin 1960. Après six mois d'activités, le groupe compte 2 000 membres actives et 10 000 abonnées à son infolettre⁷.

Plusieurs membres fondatrices de VDF gravitent au sein des réseaux pacifistes et des milieux de gauche depuis plusieurs décennies. Helen Tucker, élue première présidente du mouvement, est une pacifiste de longue date impliquée dans le Young Women's Christian Association, le Canadian Council of Christians and Jews, et la Canadian Association for Adult Education⁸. Sa collègue Murielle Duckworth se démarque quant

⁴ Lotta Dempsey, « Private Line ». *Toronto Daily Star*, 17 mai 1960, p. 52.

⁵ Tarah Brookfield, *Cold War Comforts: Canadian Women, Child Safety, and Global Insecurity, 1945-1975*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2012, p. 83.

⁶ Parmi les membres fondatrices de VDF, figurent également l'éditrice du magazine *Châtelaine* Doris Anderson, la journaliste June Callwood ainsi que l'actrice, journaliste et militante Kay Livingstone.. *Ibid.*, p. 85 et 92.

⁷ Joséphine Davis, « Letter from the Editor », *VOW National Newsletter*, no. 6, février 1961. Fonds Famille Laurendeau et Perrault, CLG2, B, vol. 121, BaNQ Vieux-Montréal.

⁸ Tarah Brookfield, *Loc. Cit.*, p. 85.

à elle par un engagement pacifiste qui remonte à ses années d'études à McGill durant les années 1930. Membre de la Ligue for Social Reconstruction d'allégeance socialiste, elle s'installe à Halifax au terme de la Seconde Guerre mondiale. Elle y œuvre dans le domaine de l'éducation aux adultes et des droits de la personne, avant de fonder la branche néoécossaise de VDF⁹. Mildred Fahrni, membre domiciliée à Vancouver, est pour sa part connue pour son implication auprès des Canadiens d'origine japonaise détenus durant la Seconde Guerre mondiale. Candidate à deux reprises aux élections provinciales en Colombie-Britannique à titre de représentante du parti socialiste du Cooperative Commonwealth Federation, elle mène des campagnes centrées sur les thématiques de la Paix et de la coopération internationale¹⁰. En 1948, Fahrni est également élue secrétaire nationale du Fellowship of Reconciliation, une organisation pacifiste fédérant une trentaine de pays¹¹.

Claire Culhane, Lil Greene et Beatrice Ferneyhough, également membres fondatrices de VDF, ont pour leur part milité en faveur de la Paix au sein du Parti communiste du Canada (PCC) au courant de la décennie 1940¹². Avant que leur mouvement ne s'essouffle dans les années 1950, les femmes du PCC développent des liens avec la Fédération internationale démocratique des femmes (FIDF), une organisation internationale chapeautée par l'URSS qui fait de la question du désarmement sa priorité. De concert avec la Fédération, les femmes du PCC mettent sur pied une vaste campagne pacifiste dénonçant la course aux armements et s'attaquant particulièrement au développement rapide de l'arsenal nucléaire américain. Les militantes du PCC critiquent également la formation de l'OTAN¹³.

⁹ Joan Sangster, *Demanding Equality, Loc. Cit.*, p. 222.

¹⁰ Elle se présente aux élections de 1933 et 1938. Nancy Knickerbocker, *Loc. Cit.*, p. 81.

¹¹ *Ibid.*, p. 22.

¹² Pour un résumé du parcours militant de Claire Culhane, voir Brian Thorne, *From Left to Right: Maternalism and Women's Political Activism in Postwar Canada*, Vancouver, UBC Press, 2016, p. 87. Pour un bref portrait de la militante communiste Lil Greene, voir Tarah Brookfield, *Loc. cit.*, p. 92.

¹³ Sur les mobilisations pacifistes des femmes du PCC, voir : Joan Sangster, *Dreams of Equality: Women on the Canadian Left, 1920-1950*, Toronto, University of Toronto Press, 1989, p. 189-190.

Militantes d'expérience, les fondatrices de VDF sont aux premières loges des difficultés rencontrées par leurs mouvements à partir du tournant des années 1950. Dans le contexte hautement polarisé de la Guerre froide, les mouvements pacifistes entrent dans une période de marasme. Les mots *paix* et *désarmement*, fortement associés au monde soviétique, deviennent tabous au sein du bloc de l'Ouest. Le Canada n'échappe pas à ce contexte de « peur rouge¹⁴ » : le Canadian Peace Congress (CPC), l'un des rares groupes pacifistes toujours en activité durant la décennie, est régulièrement infiltré par la Gendarmerie royale canadienne et ses membres sont l'objet de harcèlement de la part des forces de l'ordre¹⁵. Constamment dénoncé dans les médias et dépeint comme un outil d'infiltration soviétique en Occident, le groupe a si mauvaise réputation qu'il peine à louer des locaux pour tenir ses assemblées.

Les fondatrices de VDF ont donc bien conscience du caractère controversé de leur engagement en faveur de la paix. Dès la fondation du mouvement, l'une d'entre elles écrit dans les pages de l'infolettre :

I've learned a curious and saddening fact of life. That Peace is an unacceptable word in some circles... People who say, you have to be careful. That if you are actively concerned about "peace", you are likely to earn some kind of label... Sometimes they come right out and say, "But the communists always talk about peace"¹⁶.

Dans ce contexte, redorer et dépolitiser l'image de la paix devient un objectif prioritaire pour le mouvement. Au terme d'une première rencontre visant à définir la stratégie de VDF, les organisatrices affirment : « First, we need an acceptable image of Peace »¹⁷. Elles soulignent ainsi l'importance de transformer les représentations de la paix, afin

¹⁴ Gary Marcuse et Reginald Whitaker, *Cold War Canada: The Making of a National Insecurity State, 1945-1957*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, p. 365.

¹⁵ *Ibid.*, p. 364.

¹⁶ Helen Tucker, « Letter from the President of VOW », *VOW National Newsletter*, no. 6, 1960, p. 1. Archives canadiennes du mouvement des femmes, Université d'Ottawa.

¹⁷ « "Search and Research for Peace - New Approaches" – Program of Events », 10 décembre 1961. Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 2, do. 9. Bibliothèque et archives du Canada.

d'en faire un enjeu respectable, d'éviter la répression et d'obtenir une oreille attentive auprès des gouvernements.

C'est dans le cadre de ces efforts de légitimation qu'elles décident d'organiser la « Conférence des femmes pour la coopération internationale ». L'insistance sur le caractère féminin de l'événement est l'occasion de mettre de l'avant une rhétorique maternaliste, qui permet aux organisatrices d'éviter les accusations de communisme. Celles-ci le répètent fréquemment : en raison de leur rôle de mère, les femmes seraient biologiquement prédisposées à se préoccuper de la préservation de la vie et mieux outillées pour jouer un rôle de médiation. La présidente du mouvement explique :

La nature fait en sorte que la femelle de l'espèce est porteuse de la vie, et est instinctivement dotée d'une préoccupation pour la préservation de celle-ci. [...] Elle peut s'appuyer sur ses pulsions naturelles pour nourrir, protéger, et aimer. La contribution féminine au monde, si un développement normal le permet, est caractérisée par l'amour plutôt que la haine, la douceur plutôt que la force, et la coopération plutôt que le conflit¹⁸.

Se présentant comme détaché de toute considération politique, l'engagement des femmes pour la paix constitue, aux dires des organisatrices, une simple extension du rôle de soin et de médiation qu'elles exercent dans l'espace familial. Les organisatrices insistent sur le caractère universel de ce rôle : celui-ci est partagé par toutes les femmes du monde, affirment-elles, « indépendamment des structures complexes de la politique et de l'économie¹⁹ ».

Cette rhétorique maternaliste permet aux militantes de se dépeindre comme les porte-paroles d'une conscience féminine présentée comme naturellement « rassembleuse²⁰ ». C'est pour porter cette voix qu'elles souhaitent organiser, en réponse à l'échec du Sommet de Paris, une version féminine de l'événement : constatant l'impuissance des

¹⁸ Helen Tucker, « Letter from the President of VOW », *VOW National Newsletter*, no. 3, p. 1. Archives canadiennes du mouvement des femmes, Université d'Ottawa.

¹⁹ Helen Tucker, *Op. cit.*

²⁰ Joséphine Davis, « Letter from the Editor », *VOW National Newsletter*, no. 2, 1960 p. 1. Archives canadiennes du mouvement des femmes, Université d'Ottawa.

États à apaiser les tensions internationales, VDF propose d'organiser un contre-sommet féminin qui contribuera, espèrent-elles, à « [...] cut across international barriers and draw the world closer together than has ever been possible before²¹ ». Dans l'univers masculin de la politique internationale marqué par la compétition et les luttes de pouvoir, les organisatrices entendent ainsi infuser un « esprit féminin » qui serait naturellement porté vers l'internationalisme et la paix mondiale et qui les positionnerait en surplomb des divisions propres à la Guerre froide.

2.2. Anatomie d'un réseau de solidarité

Pour mener à bien ce projet, les organisatrices réunissent donc à Saint-Donat cinquante-neuf « femmes qui détiennent un poste clé sur la scène internationale²² ». Peu avant le début de la conférence, la VDF publie de courtes biographies présentant chaque participante²³. Rédigés par les organisatrices, ces textes mettent en évidence les qualités, les aptitudes et les expériences qu'elles valorisent chez leurs invitées. Ils nous renseignent sur les principes qui ont guidé la sélection des déléguées et sur les raisons qui font d'elles des interlocutrices pertinentes aux yeux de VDF. Les profils contiennent également la liste –souvent très longue– des diverses associations féminines, pacifistes ou éducatives auxquelles les participantes sont affiliées. Ils permettent ainsi de reconstituer les canaux de communication utilisés pour le recrutement et de mettre en lumière l'infrastructure du réseau internationaliste développé par VDF à l'occasion de la conférence de Saint-Donat.

Les réseaux de l'Organisation des Nations Unies (ONU) jouent un rôle central dans le recrutement de conférencières. Plusieurs membres détiennent d'importantes connexions au sein de l'institution : Helen Tucker siège sur le comité canadien de l'Association des Nations Unies, une instance chargée de construire des ponts entre

²¹ *Ibid.*

²² « “Search and Research for Peace - New Approaches” – Program of Events », *Op. cit.*

²³ « Biography Profiles for Closed Conference Delagate », 1962. Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 2, do. 9. Bibliothèque et archives du Canada.

l'ONU et les associations citoyennes²⁴. Muriel Jacobson, coordinatrice de la conférence de Saint-Donat, est quant à elle employée au Haut-commissariat des Nations Unies aux réfugiés²⁵. Les fondatrices de VDF suivent de près les tractations qui s'y tiennent. Elles rapportent et commentent fréquemment les activités de l'institution dans leur infolettre. Pour les militantes, ce « grand conseil du monde » constitue un espace où peuvent être prises des décisions fondées sur les principes moraux et humanitaires qui vont « au-delà de la simple politique²⁶ ». Expliquant que l'institution incarne la possibilité de transcender les divisions politiques propres à la Guerre froide, la membre Kay Livingston souligne : « The UN is the only organization today which attempts to speak for mankind²⁷ ». Cet intérêt pour l'ONU s'inscrit dans le cadre des efforts de VDF pour légitimer son action pacifiste. En tant qu'institution sanctionnée par les États, l'ONU apparaît comme l'un des seuls véhicules à partir duquel discuter de paix mondiale sans être accusé de communisme.

Les réseaux de la diplomatie onusienne sont donc mobilisés pour inviter la diplomate du Honduras Lina Elena Sunseri²⁸, la Chilienne Amanda Labarca H., la Mexicaine Amalia de Castillo Ledón et la Coréenne Helen Kim. Toutes sont membres de la délégation de leur État à l'Assemblée générale des Nations Unies²⁹. Les voies diplomatiques permettent également de recruter deux figures clés de la vie politique

²⁴ Tarah Brookfield, *Op. cit.*, p. 85

²⁵ « Biography Profiles for Closed Conference Delegate », *Op. cit.*

²⁶ Joséphine Davis, *Op. cit.*

²⁷ Citée dans Tarah Brookfield, « Save the Children/Save the World Canadian Women Embrace the United Nations, 1940-1970 », dans McCullough, Colin et Robert Teigrob (dirs), *Canada and the United Nations: Legacies, Limits, Prospects*, Montréal: McGill-Queen's University Press, 2017, p. 106.

²⁸ Diplomate et membre de la délégation du Honduras à l'ONU, Sunseri suscite l'admiration des organisatrices en raison d'une résolution, déposée par sa délégation en 1961, demandant à l'ONU de former un comité spécial dédié à l'« organisation de la paix » : « Request for the inclusion of an additional item in the agenda of the 16th regular session », 11 décembre 1961. Archives de l'Organisation des Nations Unies, [en ligne] <http://digitallibrary.un.org/record/841179>

²⁹ « Biography Profiles for Closed Conference Delegate », *Op. cit.*

nigériane et kényane : Margaret Ekpo et Priscillia Abwao³⁰. Ces « fémocrates³¹ » sont reconnues pour leur travail de défense des droits des femmes au sein des institutions étatiques et onusiennes. Vice-présidente de la section féminine du Conseil national du Nigéria, Ekpo est une figure de proue du mouvement pour le suffrage universel³². Amalia de Castillo Ledón se distingue quant à elle par sa contribution à la rédaction de la charte des Nations Unies: c'est à elle qu'on attribue l'inclusion des femmes comme sujets de droits humains³³.

Le recrutement de déléguées est également réalisé par le biais de l'UNESCO, l'agence de l'ONU spécialisée en éducation et en culture. Les organisatrices de la Conférence de Saint-Donat bénéficient d'importantes connexions au sein de l'institution : Murielle Jacobson travaille depuis plusieurs années au quartier général de l'agence³⁴, tandis que la membre québécoise Jeanne Sauvé œuvre comme assistante du directeur du Secrétariat de la jeunesse de l'UNESCO³⁵. Helen Tucker a pour sa part dirigé plusieurs « missions culturelles » de l'UNESCO dans les années précédentes³⁶. Leurs réseaux de

³⁰ Priscillia Abwao était « conseillère aux affaires africaines » lors de la Conférence constitutionnelle du Kenya à Londres en 1961. Margaret Ekpo était quant à elle déléguée aux Conférences constitutionnelles nigérianes en 1957 et 1958. Elle est également la première femme à avoir été élue à la Chambre des Chefs du Nigéria de l'Est. « Biography Profiles for Closed Conference Delegate », *Op. cit.*; Chinyere Ukpokolo, « Ekpo, Margaret », *Oxford Research Encyclopedia of African History*, juin 2020, [en ligne], <https://oxfordre.com/africanhistory/view/10.1093/acrefore/9780190277734.001.0001>

³¹ Néologisme issu d'un croisement entre « bureaucrate » et « féministe », le concept de « fémocrate » est utilisé pour désigner des femmes qui travaillent au sein des institutions étatiques dans l'objectif d'agir au service des femmes. Françoise Thébaud, *Une traversée du siècle. Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, Paris, Éditions Belin/Humensis, 2017, 686 p.

³² Chinyere Ukpokolo, *Op. cit.*

³³ Gabriela Cano, « El "feminismo de estado" de Amalia de Castillo Ledón durante los gobiernos de Emilio Portes Gil y Lázaro Cárdenas », *Relaciones. Estudios de historia y sociedad*, vol. 38, n° 149, mars 2017, pp. 39-69.

³⁴ Murielle Jacobson est également membre du World University Service, du World Youth Congress, du World Student Congress, ainsi que de l'Association canadienne pour l'Éducation des adultes. « Biography Profiles for Closed Conference Delegate », *Op. cit.*

³⁵ *Ibid.*

³⁶ Les missions culturelles sont des voyages de groupes qui visent à favoriser les contacts directs entre les populations des différents pays, dans le but de favoriser la compréhension mutuelle et le développement d'un esprit internationaliste. Mme Tucker dirige des missions de femmes canadiennes au Mexique (1957), au Japon (1958), en Jamaïque (1960) et en Afrique (1960). « Biography Profiles for Closed Conference Delegate », *Op. cit.* p. 7.

contacts permettent de recruter plusieurs conférencières, telles que l'archéologue britannique Jacquetta Hawkes, auteure publiée par l'agence internationale, et la journaliste états-unienne Louise Line, membre de la commission états-unienne pour l'UNESCO³⁷.

L'agence onusienne entretient également des liens étroits avec les milieux de l'éducation progressiste : elle est fondée sous l'impulsion d'une nébuleuse d'organisations liées au mouvement de l'Éducation nouvelle³⁸. Ce mouvement, ayant connu un essor fulgurant durant l'entre-deux-guerres, est caractérisé par une pédagogie progressiste qui cherche dans l'éducation les moyens de remédier à la guerre³⁹. L'intérêt des organisatrices pour l'UNESCO s'accompagne d'une volonté de consolider des relations d'amitié avec les acteurs de ce milieu. VDF obtient donc le soutien et de l'appui financier de la Ligue internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (WILPF)⁴⁰, instigatrice du premier Congrès international de l'Éducation nouvelle en 1919 et co-fondatrice du Bureau international de l'Éducation⁴¹.

Depuis sa fondation à Paris en 1915 par la pacifiste américaine Jane Adams, la WILPF place la question de l'éducation au cœur de son projet pacifiste et internationaliste. La fédération internationale, regroupant une vingtaine de sections nationales, entend enrayer la propagande nationaliste et belliqueuse en lui opposant une pédagogie fondée sur les principes de coopération et de compréhension mutuelle. Ainsi, la branche canadienne –dans laquelle s'impliquent notamment Claire Culhane et Mildred

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Jean-Jacques Renoliet, *L'UNESCO oubliée : la Société des Nations et la coopération intellectuelle, 1919-1946*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, pp. 161-198.

³⁹ Michel Christian et al., « Élans éducatifs internationalistes. Relais et rouages de l'esprit de Genève », Joëlle Droulx et al. (dirs), *Construire la paix par l'éducation: réseaux et mouvements internationaux au XXe siècle. Genève au cœur d'une utopie*, Neuchâtel, Presses Universitaires Suisses, 2020, p. 8.

⁴⁰ Iris Peterson, « Voice of Women Sponsors International Peace Conference », 1962. Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 2, do. 9. Bibliothèque et archives du Canada.

⁴¹ *Ibid.*, p. 13.

Fahrni⁴²- développe un programme de révision des manuels scolaires, met sur pied des bibliothèques et organise des lectures publiques sur le thème de la Paix⁴³. Pour construire des ponts par-delà les rivalités nationales, l'organisation favorise également, depuis l'entre-deux-guerres, le développement d'amitiés féminines transnationales. Les congrès internationaux, les rencontres informelles à la « Maison internationale » de la WILPF à Genève et les correspondances entre membres sont autant d'occasion de tisser des liens entre les pacifistes canadiennes, états-uniennes et européennes⁴⁴.

La ligue bénéficie ainsi d'un vaste réseau de contacts qui permet d'inviter plusieurs pédagogues progressistes à Saint-Donat. Huit membres de la WILPF prennent part à la conférence. Parmi elles, figure notamment la Norvégienne Marie Lous Mohrs, ancienne présidente de l'organisation. VDF invite également trois membres de la Fédération internationale des femmes diplômées des universités (FIFDU), un groupe ami de la WILPF visant à donner aux femmes universitaires l'opportunité de participer à la construction d'une paix mondiale⁴⁵. Une membre australienne du New Education Fellowship, un réseau international œuvrant à la promotion du pacifisme éducatif, est également recrutée⁴⁶. Cet intérêt pour l'éducation se traduit dans la composition générale de l'assemblée de Saint-Donat : plus du tiers des déléguées occupent des emplois dans ce milieu⁴⁷.

⁴² Veronica Strong-Boag, « Peace-Making Women: Canada 1919–1939 », dans Ruth Roach Pierson (dir.), *Women and Peace. Theoretical, Historical and Practical Perspectives*, Londres, Routledge, 1987, p. 185.

⁴³ Joan Sangster, *Demanding Equality, Loc. Cit.*, p. 207; Thomas Paul Socknat, *Witness Against War: Pacifism in Canada, 1900-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 1987, p. 106.

⁴⁴ Veronica Strong-Boag, *Op. cit.*, p. 183.

⁴⁵ « Biography Profiles for Closed Conference Delegate », *Op. cit.*

⁴⁶ Rani Kerin, « Vroland, Anna Fellowes », dans Judith Smart et Shurlee Swain (dirs) *Woman. The Encyclopedia of Women and Leadership in Twentieth-Century Australia*, Melbourne, University of Melbourne. [en ligne] <http://www.womenaustralia.info/leaders/biogs/WLE0707b.htm>

⁴⁷ Nous incluons dans cette catégorie les enseignantes, les chercheuses qui œuvrent dans le domaine de la pédagogie ou celles qui occupent des postes de gestion dans des organisations internationales ayant un mandat lié au monde de l'éducation. Vingt-et-une participantes correspondent à ces critères. Ce chiffre est donné de manière indicative, mais peut être en deçà de la réalité, puisqu'il nous a été impossible de retracer l'occupation de onze des cinquante-neuf déléguées. « Biography Profiles for Closed Conference Delegate », *Op. cit.*

Les ramifications des réseaux de l'Éducation nouvelle s'étendent également par-delà le rideau de fer. Plusieurs actrices du milieu entretiennent des liens d'amitié avec le monde soviétique par le biais l'Union des Sociétés soviétiques d'amitié (USSA). Engagé dans une politique de rapprochement culturel avec le monde libéral occidental, Moscou met sur pied cette organisation pour faire la promotion du régime soviétique auprès de la bourgeoisie progressiste du monde libéral. L'USSA encourage la fondation de « sociétés d'amitiés » avec l'URSS, utilisés pour promouvoir la culture russe, et présenter le monde soviétique comme un univers résolument progressiste, pacifiste, et à l'avant-garde de la coopération intellectuelle et culturelle⁴⁸. Grâce aux liens tissés par les « diplomates culturels » soviétiques avec les milieux intellectuels européens⁴⁹, cinq participantes soviétiques sont invitées à la conférence de Saint-Donat : Tamara Yurievna Mamedova, dirigeante de l'USSA, ainsi que quatre de ses consœurs prennent part à l'événement⁵⁰. Toutes sont également membres du Comité des femmes soviétiques, une organisation chargée de centraliser les efforts des associations féminines soviétiques en matière de relations internationales⁵¹.

Pour organiser la conférence de Saint-Donat, VDF s'appuie donc sur un vaste réseau pacifiste et réformiste bien ancré au Canada, aux États-Unis et en Europe depuis l'entre-deux guerres. À un noyau de pédagogues défenderesses du pacifisme éducatif, s'ajoutent quelques « fémocrates » recrutées en raison de leur implication au sein de la diplomatie onusienne. L'éminence et l'expertise de l'ensemble de ces déléguées confèrent à la conférence de Saint-Donat une aura de scientificité et de respectabilité :

⁴⁸ Thomas Gomart, *Double détente : Les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020, pp. 101-121; Marie-Pierre Rey, « Art et culture dans les relations franco-soviétiques », dans *La tentation du rapprochement : France et URSS à l'heure de la détente, 1964-1974*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020, pp. 177-202.

⁴⁹ L'USSA, anciennement connue sous le nom de VOKS, entretient notamment des liens étroits avec le Bureau international d'éducation. Cette institution cofondée par la WILPF sert de pôle aux réseaux de l'Éducation nouvelle. Jean-François Fayet, « La Société pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger (VOKS) », *Relations internationales*, no. 115, 2003, p. 416 ; Christian et al., *Op. cit.*, p. 9.

⁵⁰ « Conférence de la Voix des Femmes », *La Presse*, 5 septembre 1962, p. 16.

⁵¹ Yana Knopova, « The Soviet Union and the International Domain of Women's Rights and Struggles: A Theoretical Framework and a Case Study of the Soviet Women's Committee (1941–1991) », (Mémoire de maîtrise), Budapest, Central European University, 2011, 146 p.

qu'elles soient des pédagogues reconnues internationalement ou qu'elles figurent parmi les rares femmes à occuper des postes politiques ou diplomatiques clé, les femmes réunies à Saint-Donat ont en commun d'être des professionnelles hautement éduquées et jouissant d'un statut et d'une reconnaissance particulière au sein de leur milieu respectif. La composition d'une telle « rencontre au sommet » permet à VDF de renforcer la légitimité de ses efforts controversés de construction de coalitions de Paix entre militantes communistes et capitalistes : la conférence propose un pacifisme d'expertise, permettant aux femmes de prendre la parole en tant que femmes et mères, ainsi qu'en tant que spécialistes de l'éducation ou des relations internationales.

2.3. La paix par l'amitié : fondements d'un internationalisme féministe

Durant les quatre journées de réunion à huis clos, les cinquante-neuf conférencières ont pour mandat de définir plus précisément les objectifs et les orientations de leur projet : elles cherchent à identifier les causes de la guerre et à comprendre comment les femmes pourraient contribuer à y remédier. Mettant à profit leurs compétences respectives en pédagogie et en politique internationale, elles développent un programme construit autour de deux piliers, l'éducation à la paix et la moralisation de l'État, devant permettre aux femmes de réunifier un monde profondément divisé par la Guerre froide.

2.3.1. Amitié entre les peuples : pacifisme éducatif et internationalisme culturel

Une vaste partie du plan d'action adopté par la conférence est pratiquement calquée sur le programme de l'UNESCO. La plupart des résolutions visent à « soutenir », à « encourager » et à commanditer » des projets d'échanges culturels déjà en place ou à diffuser le matériel éducatif produit par l'agence onusienne. S'inspirant du programme de révision des manuels scolaires promu par l'UNESCO⁵² et par la WIPLF, les participantes prévoient la formation de comités de liaison qui auraient pour mission d'organiser le jumelage d'écoles de pays différents. L'objectif est d'examiner

⁵² Jean-Jacques Renoliet, *Loc. cit.* p. 59.

mutuellement et d'améliorer le matériel éducatif soumis aux enfants⁵³. On prévoit également l'organisation d'un club de sport international, ainsi que des programmes d'échange d'art et de « jeux, de danse folklorique, de chansons [...] » entre les enfants de différentes régions du monde. Finalement, le groupe lance un appel à commanditer des voyages de jeunes au sein de « missions d'amitié internationales ».

Pour assurer le succès de ces initiatives, les déléguées s'engagent également à inciter toutes les femmes à joindre des associations telles que le New Education Fellowship, et l'Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire (OMEP)⁵⁴. Ces deux organisations entendent promouvoir une éducation pacifiste auprès des enfants d'âge scolaire et préscolaire⁵⁵. Toutes deux adhèrent à l'idée, développée au sein des réseaux de l'Éducation nouvelle, selon laquelle les États, à travers leur système d'éducation nationale, ont contribué à « dresser l'enfant à l'obéissance passive⁵⁶ ». Les pédagogues de ces réseaux voient dans cette éducation défailante la source d'un esprit nationaliste belliqueux qui rend possible l'avènement des conflits armés⁵⁷. Ce diagnostic débouche sur un projet de réforme et de réhabilitation : l'éducation est pensée comme un terrain d'action privilégié pour attaquer à leurs sources les idéologies militaristes et permettre aux peuples de s'émanciper de ces discours jugés aliénants.

Inspirées par ces idées, les participantes de la conférence de Saint-Donat espèrent que l'ensemble de leurs projets culturels et éducatifs contribueront à :

[...]donner aux enfants et aux jeunes une meilleure compréhension des espoirs, des problèmes, des peurs et des joies qu'ils partagent par-delà toutes frontières nationales et idéologiques, afin de promouvoir leur sentiment d'appartenance à la famille humaine, et de les préparer à résoudre les problèmes auxquels ils auront à faire face en tant qu'adultes⁵⁸.

⁵³ *Draft Report from the Closed Sessions of the Conference of Women for International Cooperation Year*, 14 septembre 1962, p. 2. Fonds VOW, vol. 2, do. 9, Bibliothèque et archives du Canada.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 4.

⁵⁵ Michel Christian, « L'organisation mondiale pour l'éducation préscolaire (OMEP) : initiatives locales, nationales et transnationales (années 1950-années 1980) », dans Joëlle Droulx et al., *Loc. cit.*, p. 256.

⁵⁶ Joëlle Droulx et al., *Loc. cit.*, p. 12.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Draft Report from the Closed Sessions of the Conference of Women for International Cooperation Year*, *Op. cit.*, p. 3.

Leur objectif est de former de futurs citoyens du monde libérés de l'idéologie militariste promue par les États à travers l'éducation nationale, conscients de leur appartenance à la « famille humaine », et habilités à résoudre pacifiquement les conflits internationaux. Pour atteindre ces objectifs, le rapport insiste sur la nécessité de promouvoir des projets qui permettent de saisir « [...] nos objectifs partagés en tant qu'êtres humains, plutôt que de mettre l'accent sur les différences qui nous divisent⁵⁹. » Les échanges culturels transnationaux sont donc valorisés en tant que moyens de renouer avec une culture cosmopolite et avec une humanité partagée malgré les divisions.

Ce projet d'un internationalisme culturel se double d'un internationalisme spécifiquement féminin. Afin qu'elles soient en mesure de jouer plus adéquatement leur rôle d'éducatrices à la paix, les femmes doivent elles-mêmes développer une conscience pacifiste et internationaliste. Pour ce faire, les déléguées prévoient la mise sur pied de nombreux projets d'échanges culturels. Elles planifient par exemple l'organisation d'une exposition itinérante mettant en valeur l'artisanat produit par des femmes de tous les continents. Elles conçoivent également un programme de correspondance internationale, et proposent de distribuer des films portant sur des cultures étrangères. Les participantes espèrent qu'à travers ces échanges, les femmes développeront une « compréhension commune des besoins de la famille humaine », et du rôle qu'elles ont à y jouer⁶⁰. Elles souhaitent ainsi former une cohorte de femmes éclairées, qui servirait d'ambassadrices à cette conscience pacifiste cosmopolite, et pourrait en faire la promotion partout sur le globe.

2.3.2. Amitié entre les gouvernements : féminiser l'État pour le moraliser

Les conférencières envisagent également le problème de la paix d'un point de vue plus pragmatique : une paix durable ne peut être assurée, affirment-elles, que par le biais

⁵⁹ *Ibid.* p. 1.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 2.

d'un « désarmement complet et général ». Elles identifient une série d'étapes devant mener à l'objectif ultime du désarmement⁶¹. Les conférencières insistent sur l'importance, pour l'atteinte de ces objectifs, d'enrayer le climat de méfiance international qui entrave une réelle coopération entre les États au sein des instances supranationales. La valorisation de l'amitié entre les peuples doit ainsi se traduire par le développement d'un climat de confiance entre les États, seuls acteurs en mesure d'endiguer définitivement les conflits. Les conférencières prévoient donc déployer un front politique, tourné vers les États, et visant à développer l'esprit d'amitié et de coopération entre gouvernements : « There must be enough trust for the powers to cease multiplying arms and begin to reduce them », résume le rapport⁶².

Aux yeux des conférencières, l'instauration de ce climat de confiance se heurte à un obstacle majeur : l'existence d'une culture masculine malsaine et belliqueuse qui imprègne les institutions étatiques. Il serait donc du devoir des femmes d'intervenir pour endiguer cet esprit de compétition et de violence afin d'empêcher les hommes de mener le monde au désastre. Lors du discours de clôture de la conférence, la pacifiste américaine Anne Eaton résume avec ironie :

What every woman knows, we know: how necessary it is to make men feel that they are wise and wonderful and at the same time unobtrusively protect them from the accidents they are so prone to. This is as international as diapers. That every woman and child is a potential victim of the next man-made accident seems to have escaped the attention of the chivalrous Heads of State⁶³.

Face à cette culture masculine de compétition dangereuse, le rapport de la conférence prône la valorisation d'une culture dite « féminine » de soin et de préoccupation pour le bien-être d'autrui :

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Ibid.*

⁶³ Anne Eaton, , « Women Speak to Power, Discours livré à la Conférence des Femmes pour la coopération internationale », septembre 1962. Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 2, do. 9. Bibliothèque et archives du Canada.

AS WOMEN our role in all this is a very simple one. We have an opportunity to band together across the world, united by a common bond of concern for our children and the safety of the human family. [...] Can we not act as mediators - mediators representing half the human race -- and say, like good mothers in our own homes when tempers are high... 'Stop --simmer down-- try this instead'⁶⁴?

Selon la conférence de Saint-Donat, une meilleure représentation des femmes dans le domaine de la politique internationale permettrait d'y insuffler des valeurs considérées inhérentes au rôle maternel, comme la tolérance, le soin ou la médiation, favorisant ainsi l'apaisement des tensions internationales.

Réformer l'État pour le rendre moins belliqueux passe donc, selon les conférencières, par une féminisation des institutions parlementaire. L'assemblée encourage les femmes à investir les structures politiques en se présentant comme candidates aux élections, ou en supportant des candidats pacifistes. Les organisations féminines sont également incitées à agir en tant que groupe de pression, en « visitant des membres de leurs gouvernements » pour discuter de désarmement. On les incite aussi à exercer une pression sur les instances supranationales en effectuant « autant de lobbying que possible⁶⁵ » à l'ONU et aux rencontres internationales sur le désarmement. En investissant ainsi le champ de la politique internationale, les femmes seront en mesure, espèrent les conférencières, de « construire un climat mondial de confiance et d'amitié, sans lequel l'accord de paix le mieux rédigé n'est rien de plus qu'un morceau de papier⁶⁶. »

Cette moralisation de l'État et des structures diplomatiques est pensée comme complémentaire au projet de réforme des consciences des peuples et des individus. Dans les deux cas, l'objectif est de s'attaquer à la culture belliqueuse des hommes de pouvoir : celle-ci imprègne les institutions étatiques, mais est également imprimée dans

⁶⁴ Voice of Women, Hamilton Branch et Mary Saunders. « International Cooperation Year », octobre 1962. Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 2, do. 9. Bibliothèque et archives du Canada.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 4. Notre traduction.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 1. Notre traduction.

la conscience de tous et toutes par le biais d'une éducation nationale défaillante. Partout où elle se trouve, cette culture de violence doit être remplacée par un « esprit de Paix ». Dans son discours de clôture, la journaliste Judith Jasmin résume ce projet :

Une vraie paix, c'est un état d'esprit qui accepte les autres tels qu'ils sont même communistes pour les uns, même impérialistes-capitalistes pour les autres- et admet qu'ils puissent vivre comme nous sur la même planète. Cette paix-là, c'est celle de la maturité des hommes et des peuples⁶⁷.

Les divisions structurelles entre le monde communiste et capitaliste, si profondes qu'elles semblent inébranlables, doivent être tempérées par une culture de l'amitié et de tolérance. Grâce à ce « travail de désintoxication des esprits, de réajustement du sens des réalités⁶⁸», les conférencières espèrent permettre aux deux camps de la Guerre froide de coexister, sans que leurs divisions ne menacent de dégénérer en conflit mondial.

2.4. L'amitié en pratique : le « Women's International Liaison Committee »

En raison de leurs aptitudes d'éducatrices et de médiatrices, les femmes sont identifiées comme les actrices les plus à même de promouvoir cet « esprit » d'amitié auprès des peuples et des États. La conférence entend donc déployer une force féminine devant servir, partout sur la planète, d'ambassadrices de la paix mondiale. Pour mettre en pratique son projet, la Conférence de Saint-Donat élabore une structure internationale, chapeauté par VDF Canada, et chargée d'assurer la coordination des efforts des différentes organisations féminines. Le *Women International Liaison Committee* (WILC) est présidé par la Canadienne Helen Tucker. Et son équipe est complétée par trois représentantes des pays « socialistes », trois femmes « occidentales », et trois membres originaires des « pays non-alignés »⁶⁹.

⁶⁷ Judith Jasmin, « Pour la paix », dans Micheline Dumont et Louise Toupin (dirs), *La pensée féministe au Québec. Anthologie (1900-1958)*, Montréal, Remue-Ménage, 2003 [1962], p. 107.

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ « Instructions from the Committee to set up Machinery for Women's International Liaison Committee for International Cooperation Year », dans *Draft Report, Op. cit.* p. 4.

Trois mandats sont conférés au comité. Il doit tout d'abord agir à titre de médiateur entre les associations féminines et l'ONU : sa mission implique d'ailleurs d'obtenir un statut d'observateur aux Nations Unies. En plus de ce travail de représentation, le WILC occupe une fonction de coordination et de réseautage international. Les fondatrices espèrent que le comité, composé de représentantes de « trois mondes », contribue à consolider les réseaux internationalistes et à favoriser l'avènement d'un « effort global des femmes pour la paix⁷⁰ ». Finalement, la conférence confère au WILC un mandat d'éducation populaire et de conscientisation des masses : le comité a pour mission de mettre en pratique le projet d'un internationalisme culturel, de « disséminer de l'information au sujet de la paix », et d'encourager la formation d'amitiés féminines internationales à large échelle. Comment le WILC exécute-t-il ces trois mandats, et dans quelle mesure parvient-il à mener à bien le projet internationaliste conçu à Saint-Donat ?

2.4.1. Vers une Année de la coopération internationale

Le WILC s'attaque à son mandat de pression auprès des institutions étatiques dès le lendemain de la clôture de la rencontre de Saint-Donat. Une délégation féminine se rend à Ottawa pour présenter le rapport de la conférence au premier ministre Diefenbaker. Elles en profitent également pour s'entretenir avec le haut-commissaire de l'Inde au Canada⁷¹. Le groupe place de grands espoirs en la diplomatie indienne. En raison de son engagement en faveur du désarmement nucléaire et de sa doctrine du non-alignement -souvent interprétée comme une posture de neutralité- le premier ministre indien Jawaharlal Nehru constitue, pour les pacifistes canadiennes, un modèle inspirant en matière de relations internationales⁷². La délégation féminine soumet aux

⁷⁰ *Ibid.*, p. 12.

⁷¹ Claude Ryan, « Le rôle des femmes dans l'édification de la Paix », *Le Devoir*, 17 septembre 1962, p. 4.

⁷² VDF suit de près les activités de la délégation indienne à l'ONU et commente fréquemment ses activités de manière élogieuse. Dès 1960, l'organisation écrit dans les pages de son journal: « A fervent amen to Prime Minister Nehru of India, whose eloquent plea for better understanding truly echoed the deep desire of millions everywhere. » Joséphine Davis, *Op. cit.*

autorités canadiennes et indiennes le projet d'une Année de la coopération internationale (ACI) : elles suggèrent que l'Assemblée des Nations Unies dédie une année à la mise en pratique de leur programme de coopération internationale⁷³.

Une seconde discussion officielle avec la diplomatie indienne se déroule le mois suivant. À la veille de l'ouverture de la XVIIe Assemblée générale des Nations Unies, Helen Tucker se rend au siège de l'ONU à New York. Elle est accompagnée de Thérèse Casgrain, nouvellement élue présidente de VDF. Les deux femmes y rencontrent le Dr B.M. Chakravart, ambassadeur de l'Inde aux Nations Unies. En parallèle, le groupe poursuit également des pressions auprès du gouvernement canadien. Tucker et Casgrain correspondent fréquemment avec le premier ministre canadien Diefenbaker –qu'elles rencontrent à quelques reprises - et son ministre des affaires extérieures Howard Greene, pour discuter du projet d'ACI⁷⁴.

Ces pressions portent fruit. Le 20 décembre 1962, Jawaharlal Nehru, appuyé par la délégation canadienne, propose à l'Assemblée générale des Nations Unies d'organiser une ACI durant l'année 1965, date du vingtième anniversaire de l'institution⁷⁵. Un

⁷³ Il est difficile de statuer avec certitude sur l'origine de l'idée d'une Année de la coopération internationale, puisque les sources se contredisent à ce sujet. Certaines archives identifient VDF comme l'initiateur de ce projet, tandis que d'autres affirment que le groupe aurait simplement soutenu l'initiative de Nehru. Toutefois, plusieurs indices portent à croire que l'initiative d'un tel projet revient à VDF. Premièrement, l'idée d'une ACI apparaît dès les premières publications du mouvement durant l'été 1960, alors que Nehru aborde publiquement la question pour la première fois en décembre 1961. Un autre indice se trouve dans un mot de félicitations adressé à VDF et rédigé par Roger Fischer, professeur de droit à l'Université de Cambridge. Il écrit : « As one who helped pass the idea of an international cooperation year from Canadian Voice of Women to Prime Minister Nehru, I commend you for your initiative last fall for launching the idea and for the initiative you are now taking in producing plans to carry it out. » Son intervention porte à croire que l'idée aurait effectivement émergé au sein de VDF et aurait par la suite été relayée au premier ministre Nehru. Joséphine Davis, *Op. cit.*; Roger Fishcer, « Greetings to Conference of Women for International Co-operation Year », septembre 1962, Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 2, do. 9. Bibliothèque et archives du Canada.

⁷⁴ Simonne Monet Chartrand, *Les femmes et la paix*, (Manuscrit non publié) n.d., p. 7. Fonds Simonne Monet et Michel Chartrand, P839, S6, D11. BaNQ Vieux-Montréal ; Helen Tucker, « WILC Chairmen's Report », *VOW National Newsletter*, "Annual Meeting Issue", no. 28, 1963, p. 22, Archives canadiennes du mouvement des femmes, Université d'Ottawa.

⁷⁵ Organisation des Nations Unies, « Résolution 1844 (XVII) Année de la coopération internationale », dans *Résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée générale au cours de sa 17e session*, 1962. Archives de l'Organisation des Nations Unies, [en ligne] <https://research.un.org/fr/docs/ga/quick/regular/17>.

comité organisateur est alors formé. Il chapeaute les initiatives de vingt États membres, ainsi que de nombreux comités locaux formés par des membres de la société civile. Le comité organisateur mobilise également douze agences spécialisées de l'ONU, qui adoptent toutes un programme spécial en vue de l'ACI⁷⁶. Cette large mobilisation des États et des agences internationales est interprétée comme une grande victoire par le WILC et ses partisans : le groupe y voit une preuve de sa capacité à faire la promotion des valeurs d'amitié et de coopération auprès des États, et à insuffler un vent de fraîcheur dans le domaine des relations internationales. Motivé par cette victoire, le WILC entame un vaste effort d'organisation d'activités en vue de l'ACI.

2.4.2. La Voix des femmes en « mission de paix » : amitiés et voyage internationaux

La principale initiative du WILC dans le cadre de l'ACI est l'organisation d'une série de « mission de paix » et de voyages internationaux. Une première mission est déployée durant l'été 1963. Vingt-huit Canadiennes membres de la Voix des Femmes voyagent dans dix villes européennes. Leur visite du « bloc communiste » constitue le moment phare de leur mission : la délégation séjourne notamment à Moscou, Varsovie et Prague⁷⁷. L'année suivante, les rôles sont inversés. Les Canadiennes accueillent quatre femmes soviétiques pour un séjour de seize jours au Canada⁷⁸. En 1965, Helen Tucker réalise finalement, en compagnie de deux autres canadiennes, une grande mission de paix internationale. Elles parcourent l'Asie, l'Afrique et l'Europe durant trois mois. Elles souhaitent ainsi renforcer leurs amitiés internationales et établir de

⁷⁶ Dobell, P.C. « Report of the Committee for the International Co-operation Year », 17 décembre 1964. S-0730-0017-02-00001. Archives de l'Organisation des Nations Unies, [en ligne] <https://search.archives.un.org/relationship-and-co-ordinations-c-org-200-11-international-cooperation-year-2>.

⁷⁷ Margaret Ashdown, Jean Lee, Nina Phillips, Ethel Ostry, Simonne Monet Chartrand et Helen Tucker, « International Cooperation Travel Mission - Reports », 1963. Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 2, do. 10. Bibliothèque et archives du Canada.

⁷⁸ Meg Sears, « Soviet Women Visit Report », 1964. Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 2, do. 10. Bibliothèque et archives du Canada.

nouveaux contacts avec des organisations féminines à l'étranger⁷⁹. L'événement est suivi d'un autre séjour en URSS. Cinq membres de la Voix des Femmes visitent alors Moscou, Leningrad, Bakou et Sochi⁸⁰.

Mettant en pratique le projet d'un internationalisme culturel développé à Saint-Donat, le WILC considère que c'est en développant une connaissance intimes des valeurs et de la culture de l'« Autre » et en renouant avec son humanité que l'on peut déconstruire les préjugés et la méfiance. Les voyages internationaux sont donc conçus pour favoriser le développement d'amitiés interpersonnelles sincères. Les principes de convivialité et d'hospitalité sont au cœur de ce projet : les voyageuses sont souvent logées au domicile de leurs hôtes et les moments informels de discussion sont extrêmement valorisés⁸¹.

En parallèle de ces pratiques, c'est tout un phénomène mondain qui se met en place dans le cadre des voyages internationaux : les associations hôtes multiplient les événements protocolaires et les réceptions pour leurs invitées. Ainsi, lors de leur passage à Moscou en 1963, les voyageuses de VDF sont conviées à un somptueux banquet organisé en leur honneur par le maire de la ville⁸². Le maire de Varsovie leur achemine une invitation similaire quelques jours plus tard. Lors de leur visite au Canada, les quatre femmes soviétiques sont pour leur part conviées à plusieurs événements mondains. Elles y côtoient des conseillers municipaux, des premiers ministres provinciaux et des représentants du département des affaires extérieures. Elles rencontrent également l'épouse du gouverneur général du Canada⁸³.

⁷⁹ Women's International Liaison Committee for ICY, « Report: Women's World Travel Mission », 1965. Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 2, do. 10. Bibliothèque et archives du Canada.

⁸⁰ Thérèse Casgrain, *Une femmes chez les hommes*, *Loc. cit.*, p. 261-264.

⁸¹ Le WILC s'inscrit ainsi dans la continuité d'une longue tradition de diplomatie informelle par le biais de pratiques d'hospitalité. Ce type de pratique est courant au sein des réseaux de l'internationalisme féministe depuis l'entre-deux-guerres. Voir à ce sujet : Marie-Élise Hunyadi, *Op. cit.*

⁸² Margaret Ashdown, *Op. cit.*, p. 20.

⁸³ « Our Russian Visitor », VOW National Newsletter, vol. 2, no. 5, décembre 1964, p. 9. Fonds Léa Roback, F1243, vol. 4, do. 0039, Archives de la Bibliothèque publique juive.

Les réceptions prestigieuses réunissant d'éminents convives permettent aux hôtes de témoigner de leur estime à l'égard de leurs invitées. Elles sont également l'occasion pour les participantes d'étendre leurs réseaux de contacts au sein de la diplomatie internationale. Ainsi, en 1965, Helen Tucker est reçue au Ceylan par son amie Kusala Abhayavardhana, présidente de la section nationale du WILPF. Impliquée dans la politique municipale, Abhayavardhana bénéficie d'importants contacts au sein des milieux politiques ceylanais. Elle peut ainsi organiser, pour ses invitées canadiennes, un souper en compagnie du premier ministre ceylanais et de sa famille⁸⁴. Les pratiques amicales, mondaines et hospitalières permet ainsi au WILC d'exercer sa mission de représentation et de pression auprès des gouvernements.

Les états eux-mêmes en viennent à s'intéresser à ces réseaux d'amitiés, et à y conférer une importance diplomatique. C'est notamment le cas de l'URSS : par le biais de l'USSA, Moscou encourage –et finance- ces efforts qui s'inscrivent pleinement dans sa politique de diplomatie informelle. L'organisation met en place un « dispositif touristique sophistiqué⁸⁵ » qui lui permet de recevoir des délégations de femmes pacifistes originaires de Belgique, du Japon, d'Angleterre et de Suisse⁸⁶. L'une des branches de l'USSA, la société d'amitié Canada-URSS, collabore quant-à-elle avec le WILC pour mener à bien les projets de mission de paix canadiennes⁸⁷. Lors des visites d'amitiés de VDF, deux guides sont mises à la disposition de la délégation. Dans ses mémoires, Thérèse Casgrain se remémore avec enthousiasme le circuit touristique proposé par ses hôtes. Ce dernier allie activités culturelles, visites historiques, rencontres avec des membres des sections locales du Comité des femmes soviétiques et séjour en station balnéaire⁸⁸.

⁸⁴ Women International Liaison Committee, *Op. cit.*, p. 6.

⁸⁵ Rafael Pedemonte, « Les voyages internationaux, une force sous-jacente de la diplomatie de la Guerre froide ? », *Hypothèses*, vol. 17, no. 1, 2014, p. 59.

⁸⁶ Lucie Balakhovskaya, « Lettre à Simonne Monet-Chartrand », 12 janvier 1965. Fonds Simonne Monet et Michel Chartrand, P839, S6, D11. BanQ Vieux-Montréal.

⁸⁷ Margaret Ashdown, et al., *Op. cit.*, p. 18.

⁸⁸ Thérèse Casgrain, *Loc. cit.*, p. 259-265.

Les efforts combinés du WILC et de l'USSA permettent le développement d'amitiés sincères entre des femmes canadiennes et soviétiques. C'est par exemple le cas de la Québécoise Simonne Monet-Chartrand et de la Moscovite Lucie Balakhovskaya. Les deux pacifistes font connaissance à Moscou en 1963 durant la mission de paix de VDF. Elles entament par la suite une relation épistolaire, où elles discutent de littérature, de leur vie familiale, et des activités de leurs organisations respectives. Les deux femmes s'offrent fréquemment des films, des disques musicaux et des pièces d'artisanat visant à faire connaître à l'autre leur culture nationale. Fidèle aux traditions d'hospitalité établies au sein des réseaux d'amitié, Monet-Chartrand invite éventuellement chez elle son amie soviétique. Elle lui fait visiter, en compagnie de son mari Michel Chartrand, la campagne québécoise et ontarienne⁸⁹.

Pour celles qui y prennent part, les amitiés internationales constituent un véritable prélude à la paix mondiale en incarnant la possibilité de transcender les divisions d'un monde en pleine Guerre froide. En facilitant la circulation d'informations et d'objets culturels par-delà le rideau de fer, ces relations doivent contribuer, selon le WILC, au travail d'éducation et de réforme des consciences préalable à l'établissement d'une paix durable. Plusieurs voyageuses insistent sur l'importance des échanges internationaux pour déconstruire leurs propres préjugés, et pour s'attaquer aux stéréotypes qui leur ont été enseignés depuis l'enfance⁹⁰. Ainsi, dans l'une de ses lettres, Balakhovskaya remercie Monet-Chartrand pour une broche en bois reçue en cadeau. Elle affirme porter fièrement la breloque, et s'en servir pour ouvrir la discussion, avec ses concitoyennes, au sujet de la culture canadienne-française. : « comme vous le voyez, cette broche en bois aussi contribue au rapprochement des peuples de l'URSS et du Canada », écrit-elle avec enthousiasme⁹¹.

⁸⁹ Lucie Balakhovskaya, « Lettre à Simonne Monet-Chartrand », 1 juin 1963. Fonds Simonne Monet et Michel Chartrand, P839, S6, D10. BanQ Vieux-Montréal.

⁹⁰ Margaret Ashdown et al., *Op. cit.*

⁹¹ Lucie Balakhovskaya, « Lettre à Simonne Monet-Chartrand », 12 janvier 1965, *Op. cit.*

Dans les lettres des deux femmes, les nouvelles d'ordre personnelles se mêlent aux considérations d'ordre militantes et organisationnelles. Les deux femmes s'échangent de la documentation sur leurs organisations respectives. Elles assurent la diffusion du matériel de mobilisation produit par leur amie⁹². C'est à travers leur correspondance informelle que circule, en grande partie, l'information entre VDF, le Comité des Femmes soviétiques, et l'USSA. Ce type d'échange est caractéristique des relations développées dans le cadre des missions de paix. Véritables entreprises de réseautage international, les voyages permettent au WILC de consolider un tissu solide d'amitiés transnationales, où les liens affectifs entre les individus sont étroitement liés aux relations inter-organisationnelles et aux efforts de coopération. La multiplication de ces relations interpersonnelles jette les bases d'un véritable dispositif de diplomatie informelle qui permet de resserrer les liens entre des militantes de VDF, les organisations féminines à l'étranger, et les réseaux de la diplomatie traditionnelle.

2.4.3. VDF face à sa base militante : les limites d'un internationalisme de l'élite

Pour les défenderesses de l'internationalisme féministe, les amitiés internationales revêtent toutefois une portée beaucoup plus large que la simple fonction de réseautage. À leurs yeux, les amitiés entre les individus doivent permettre de diffuser leur conscience internationaliste au sein de larges pans de la population. La politique de l'amitié se double dès lors d'un effort d'éducation populaire et de réforme des consciences qui vise principalement les femmes : à l'aide de projet d'échanges culturels et interpersonnels à vaste échelle, le WILC espère contribuer au développement d'amitiés et de solidarités d'envergures entre les femmes du monde.

⁹² Ainsi, Monet-Chartrand utilise son amitié pour acheminer en URSS des textes portant sur l'engagement canadien des femmes pour la paix et son amie assure la publication de ceux-ci dans des journaux soviétiques. Pour sa part, en 1964, Balakhovskaya achemine à Chartrand un film portant sur l'engagement politique des femmes en Union soviétique et la Québécoise organise une projection de ce dernier. Voir par exemple : « Voice of Women Canada visits the Soviet Union (Requested by "Soviet Women" Magazine) », novembre 1966. Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 5, do. 15. Bibliothèque et archives du Canada; Lucie Balakhovskaya, « Lettre à Simonne Monet-Chartrand », 24 février 1964. Fonds Simonne Monet et Michel Chartrand, P839, S6, D10. BanQ Vieux-Montréal.

Le WILC, en collaboration avec VDF, met notamment sur pied un programme de correspondance internationale dans l'espoir de permettre à un large bassin de femmes canadiennes de développer des relations épistolaires avec des femmes de l'étranger. Des cours d'Espéranto sont offerts pour faciliter les échanges par-delà les frontières de langue⁹³. Le projet connaît toutefois un succès très limité : après un an de mobilisation, seulement treize membres entament une correspondance⁹⁴. Les instigatrices du projet interpellent fréquemment les membres pour les encourager, souvent sur le ton de l'injonction, à participer à l'initiative : « Has the Dove of Peace gone forth from your home lately ? Have you sent your message of goodwill to a sister in a foreign land? », peut-on lire fréquemment dans les pages de l'infolettre⁹⁵. Ces appels répétés demeurent toutefois lettre morte. Le projet d'établir une correspondance internationale à plus large échelle ne prendra jamais son envol.

Dans une lettre adressée à la présidente de VDF, une membre de la branche d'Ottawa attribue cette apathie au caractère élitiste du projet internationaliste⁹⁶. Elle rapporte les plaintes de plusieurs militantes, qui déplorent le peu de considération accordée par les dirigeantes aux membres de la base du mouvement. Ainsi, au terme de la mission de paix des femmes soviétiques au Canada, les militantes sont déçues : celles-ci n'ont pas eu l'occasion d'avoir de contact direct avec les Moscovites. Les activités prévues par la branche locale sont annulées sans préavis par les dirigeantes de la WILC, au profit d'une réception mondaine. Ce manque de reconnaissance pour le travail et la mobilisation des membres nourrit, selon l'auteurice de la lettre, un sentiment d'aliénation grandissant au sein des branches locales de VDF. Frustrées par le caractère élitiste

⁹³ « VOW National Newsletter, vol. 2, no. 4 », 1964, p. 15. Fonds Léa Roback, F1243, vol. 4, do. 0039 « Peace-Periodical ». Archives de la Bibliothèque publique juive.

⁹⁴ « International Correspondence Committee Report », *VOW National Newsletter*, « Annual Meeting Issue », *Op. cit.*, p. 15.

⁹⁵ « Report from International correspondence committee », *VOW National Newsletter*, vol. 2, no. 5, décembre 1964, p. 17. Fonds Léa Roback, *Op. cit.*

⁹⁶ Illisible (Pour Voice of Women, Ottawa Branch), « Letter to Kay MacPherson », 16 octobre 1964. Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 5, do. 15. Bibliothèque et archives du Canada.

d'une organisation qui leur fait peu de place, elles se désintéressent du projet internationaliste.

Les tensions de ce genre sont récurrentes au sein du mouvement. La frustration est accentuée par la confusion qui règne relativement aux mandats respectifs du WILC et du comité exécutif de VDF. Les deux entités partagent les mêmes bureaux et le même téléphone⁹⁷. Les militantes elles-mêmes peinent à opérer une distinction entre les mandats des deux instances. Se plaignant de cette confusion, la membre québécoise Ghislaine Laurendeau écrit par exemple en 1963 : « VOW and WILC should be defined as separate organizations since they have different aims and are responsible to different groups⁹⁸ ». En raison de cette confusion, l'ensemble des tâches et des initiatives relatives aux relations internationales de VDF sont déléguées au WILC⁹⁹. Toutefois, contrairement au comité exécutif, le WILC est un comité autonome : il n'est redevable ni à l'Assemblée générale de VDF ni à aucune instance démocratique. Par conséquent, la vaste majorité des projets de coopération internationale sont mis sur pied et organisés sans que les membres ne soient consultées à aucune étape du processus décisionnel.

Dans une lettre ouverte où elle critique le WILC, une membre résume les difficultés rencontrées par l'organisation :

Our efforts are being imperceptibly channeled into maintaining a corporate superstructure. As overorganization increases, contact with individual members decreases. When projects are in the hand of committees, the feeling of personal involvement dwindles, and enthusiasm dwindles too¹⁰⁰.

⁹⁷ Helen Tucker, « WILC Chairmen's Report », *VOW National Newsletter*, "Annual Meeting Issue", *Op. cit.*

⁹⁸ Ghislaine Laurendeau, « International Affairs Report (excerpts) » *VOW National Newsletter*, *Op. cit.* p. 20.

⁹⁹ Constatant le manque d'initiative de VDF en matière de coopération internationale, Helen Tucker affirme : « The Voice of Women Board of Directors has not yet appointed a VOW-for-ICY committee, and in my opinion, has leaned too heavily on the WILC chairman [...]» Helen Tucker, *Op. cit.*, p. 23.

¹⁰⁰ Eleanor Shadlock, *Op. cit.*

Les structures développées à Saint-Donat posent en effet les bases d'une solidarité très verticale : le programme de coopération est planifié et administré par un nombre restreint de dirigeantes. La base militante devient la cible d'un programme d'éducation et de réforme, mais dispose de peu de canaux pour prendre des initiatives en matière de relations internationales. Critiquant le caractère élitiste d'un tel projet, les membres des branches locales se plaignent d'être « mises à l'écart », « non reconnues » et peu prises en considération par les leaders du mouvement¹⁰¹.

C'est pourquoi les militantes de VDF verront d'un très bon œil la disparition du WILC en 1965 : fondé dans le but d'organiser l'Année de la coopération internationale, le comité se dissout après avoir atteint sa mission. Dans une lettre adressée à la vice-présidente de la branche québécoise de la VDF, une membre se réjouit :

Je crois que maintenant il sera possible de faire nos contacts internationaux [sic] nous-mêmes [...]. Maintenant nous pourrions avoir une commission des affaires étrangères de la Voix des Femmes absolument libre de WILC¹⁰².

Suite à la dissolution du WILC, plusieurs membres espèrent voir les réseaux d'amitié se reconfigurer, pour laisser une plus grande place à l'autonomie des associations locales. La réaction des membres de la base révèle les limites des structures mises sur pied durant la conférence de Saint-Donat. En dépit de son intention de contribuer à un effort d'éducation populaire et de réforme des consciences à plus grande échelle, le WILC confine l'internationalisme féministe à un internationalisme de l'élite, où des femmes appartenant aux secteurs supérieurs de leur société respective créent des liens d'amitié mutuels. Si elles favorisent le développement d'un « esprit de paix » chez les voyageuses directement impliquées, ces structures internationales se révèlent inadéquates pour favoriser la création de liens de solidarité par-delà les cercles restreints d'une élite féminine internationaliste.

¹⁰¹ Illisible (Pour Voice of Women, Ottawa Branch), *Op. cit.*

¹⁰² Anonyme, « Lettre à Ghislaine Laurendeau », 30 août 1965, Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 21, do. 10, Bibliothèque et archives du Canada.

Conclusion

Au début des années 1960, dans un contexte d'extrême polarisation de la politique internationale et de menace d'une guerre nucléaire, de nombreuses femmes canadiennes, sincèrement inquiètes pour la survie de l'humanité, fondent leur conscience pacifiste autour de l'imaginaire de l'amitié entre femmes. Elles le font dans un climat politique défavorable : les tensions entre les forces capitalistes et communistes sont au cœur de l'actualité et la répression liée à la « peur rouge » au Canada rend difficile toute prise de position en faveur de la paix. Une organisation fondée sur une identité féminine et maternelle apparaît dès lors comme un moyen efficace de se positionner en surplomb des divisions propres à la Guerre froide : ses membres se réapproprient les discours sur les valeurs maternelles et annoncent leur intention de les appliquer à la « famille humaine » tout entière. Elles légitiment ainsi leur prise de parole sur la question tendue de l'armement et des conflits internationaux. S'implantant dans les milieux « respectables » de la diplomatie onusienne et de l'élite intellectuelle progressiste, les organisatrices proposent un pacifisme apolitique, motivé par des préoccupations « féminines » pour la préservation de la vie et s'appuyant sur une expertise en matière de pédagogie et de relations internationales.

En résulte un projet internationaliste profondément influencé par les idéaux réformistes qui circulent dans les réseaux progressistes de l'Europe et du Commonwealth depuis l'entre-deux-guerres. Reprenant les discours en vogue au sein des milieux du pacifisme éducatif, les conférencières interprètent les conflits comme le résultat d'un climat de méfiance transmis aux peuples et aux individus par le biais de systèmes d'éducation bellicistes. Doublant ces analyses d'une réflexion féministe, les conférencières attribuent ce climat à une culture de violence et de compétition promue par les institutions étatiques masculines. À leurs yeux, la promotion de la paix passe dès lors par la promotion d'une culture internationale « féminine » d'amitié fondée sur le respect de la différence. L'objectif est d'apprendre aux individus des différents blocs à connaître l'« Autre » pour développer une sympathie à son égard; les défenderesses de

l'internationalisme féministe se donnent ainsi pour mission de rappeler que l'amitié est la base du lien social afin d'éviter que les divisions ne dégénèrent en conflit. Les projets d'échanges culturels et la valorisation d'amitiés transnationales incarnent cette volonté de tempérer les effets négatifs d'un ordre géopolitique mondial fondé sur une confrontation destructrice.

Par le biais d'un dispositif de diplomatie informelle rudimentaire, le WILC élabore une stratégie féministe de pression auprès du milieu de la politique internationale, afin d'y faire la promotion de ces principes. Sa politique de l'amitié s'incarne à travers les codes d'une sociabilité bourgeoise et se construit dans le cadre de rituels mondains tels que les voyages, les banquets, les réceptions et les pratiques d'hospitalité et de convivialité¹⁰³. Elle reflète le projet d'un internationalisme de l'élite, organisé en marge des instances démocratiques de VDF, et sur laquelle la plupart des militantes de la base ont peu de prise. Bien que cet état des choses soit progressivement remis en question par les femmes canadiennes, la solidarité entre les peuples occupe, durant la première moitié de la décennie, une place de second plan : c'est l'amitié entre les élites et les États, considérés comme les seuls acteurs à même de résoudre les problèmes de la Guerre froide, qui canalise les efforts du mouvement.

Ces structures verticales facilitent le maintien d'un relatif consensus entre les actrices de l'internationalisme féministe ; les échanges entre les conférencières de Saint-Donat sont cordiaux et les désaccords sont absents des débats publics. Une telle harmonie est rendue possible par l'homogénéité d'un groupe de femmes gravitant au sein des mêmes milieux et partageant les idéaux du pacifisme éducatif depuis plusieurs décennies. Elle est également favorisée par un ensemble de discours qui en appellent à nuancer l'importance des divisions politiques pour renouer avec une humanité partagée avec l'« Autre ». Ce fragile équilibre sera toutefois bouleversé à partir du milieu de la décennie. Dans la foulée d'une vague de décolonisation et de l'émergence d'un

¹⁰³ Ces réflexions sur l'amitié doivent beaucoup aux théorisations de Joëlle Droulx sur les pratiques d'hospitalité au sein du mouvement féministe de l'entre-deux-guerres. Joëlle Droulx, *Op. Cit.*

mouvement tiers-mondistes révolutionnaire, l'appel à l'amitié apparaîtra de plus en plus insuffisant pour faire face au contexte géopolitique tendu. Les structures verticales de l'internationalisme, mises sous tension par des militantes de marges qui multiplient les appels à la démocratisation des réseaux d'amitié, devront s'adapter : une nouvelle approche fondée sur la nécessité de bâtir une solidarité horizontale pour lutter contre les « États impérialistes » ouvrira alors de nouveaux horizons politiques pour l'internationalisme féministe.

CHAPITRE III

SOLIDARITÉ : LA DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES FEMMES POUR LA PAIX (1967)

Le milieu de la décennie 1960 marque un tournant dans l'histoire de VDF : le mouvement devient plus militant et adopte des moyens d'action jugés subversifs, en rupture avec les normes associées à la féminité traditionnelle. Cette radicalisation s'accompagne d'une reconfiguration de l'internationalisme féministe. La politique de l'amitié, fondée sur la recherche d'expériences ou de préoccupations communes, décline. Une politique plus engageante de la solidarité s'impose progressivement : les femmes internationalistes se sentent désormais liées les unes aux autres sur la base de leur appartenance à une lutte politique commune contre l'impérialisme. Ces nouvelles conceptions solidaires bouleversent VDF, puisqu'elles imposent une redéfinition de ses objectifs, de ses stratégies et de ses modes d'organisation.

Traditionnellement, l'historiographie attribue le « virage à gauche » de VDF à un schisme au sein de l'organisation. Suite à des désaccords sur les stratégies à adopter, les membres plus modérées auraient massivement quitté l'organisation, laissant ainsi le contrôle du mouvement à une frange plus militante¹. Ainsi, la radicalisation du mouvement serait le résultat d'une conscience féministe développée par une partie des membres de VDF au fil de leurs activités. Frustrées de leur exclusion des sphères de pouvoir, elles en seraient venues à développer une analyse critique des rapports sociaux

¹ Christine Ball, « The history of The Voice of Women/ La Voix des Femmes: The Early Years », (Thèse de doctorat), Toronto, University of Toronto, 1994.

de sexe et, plus largement, de l'organisation des rapports de pouvoir². Cette interprétation expliquant principalement le repositionnement de l'organisation par des facteurs internes à VDF, elle accorde peu d'importance aux bouleversements politiques internationaux qui marquent le milieu de la décennie. Pour compléter ces analyses, il semble essentiel de mieux contextualiser l'évolution de la trajectoire politique du mouvement.

C'est ce que permet de faire l'étude de la « Deuxième conférence internationale des femmes pour la paix ». En juin 1967, à l'occasion de l'EXPO 67, VDF réunit à l'Université de Montréal trois-cents femmes originaires de vingt-cinq pays. L'événement est d'abord organisé dans la foulée de la politique de l'amitié : ses organisatrices collaborent avec les organisateurs de l'EXPO pour organiser une conférence féminine symbolisant la coopération entre les peuples. Cette politique est toutefois remise en question durant l'événement : les débats tenus durant la « Seconde conférence » marquent le développement d'une nouvelle approche de l'internationalisme fondée sur la contestation de l'ordre géopolitique mondial.

C'est pourquoi l'étude de l'événement permet de mieux cerner les mécanismes à l'œuvre dans la redéfinition de l'internationalisme féministe durant la deuxième moitié de la décennie. L'étude de son processus d'organisation permet tout d'abord de documenter l'évolution du réseau de solidarité internationale dans lequel s'insèrent les pacifistes canadiennes. Les débats tenus durant l'assemblée révèlent quant à eux la genèse de certaines idées au sein du mouvement, tandis que l'étude du plan d'action adopté par les conférencières permet de se questionner sur l'évolution des pratiques et des stratégies des militantes pacifistes canadiennes. Finalement, une courte analyse des retombées de la conférence permet de comprendre l'impact de ces nouvelles

² Frances Early, « “A Grandly Subversive Time”: The Halifax Branch of the Voice of Women in the 1960s » dans Judith Fingard et Janet Guildford (dirs), *Mothers of the Municipality: Women, Work, and Social Policy in Post-1945 Halifax*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 266 ; Nicole Marion, « Canada's Disarmers: The Complicated Struggle Against Nuclear Weapons, 1959-1963 », Thèse de doctorat (histoire), Ottawa, Université Carleton, 2017, p. 63.

conceptions de la solidarité qui contribuent à chambouler la configuration des réseaux de l'internationalisme féministe.

3.1. Un « système-monde » féministe en mutation ?

La conférence de 1967 est le premier projet d'envergure internationale organisé suite à la disparition du WILC. Dans ce contexte, plusieurs espèrent voir les réseaux de l'internationalisme féministe se reconfigurer, pour laisser place à une structure plus horizontale et décentralisée. Il importe toutefois de se demander : dans quelle mesure ce changement institutionnel entraîne-t-il une transformation profonde des modes d'organisations de VDF ? Afin d'évaluer la nature et l'ampleur de ces changements, il importe d'étudier l'évolution des structures décisionnelles, du profil des déléguées représentées à la conférence et des réseaux mobilisés pour leur recrutement. Cette démarche permet également de mettre en lumière les mécanismes à l'œuvre dans l'évolution des structures de l'internationalisme féministe.

3.1.1. La « Deuxième conférence » et l'EXPO 67

La première mention d'un projet de conférence remonte au printemps 1965. Dans le cadre d'une mission d'amitié en Asie, Helen Tucker rencontre Vijaya Lakshmi Pandit, cheffe de la délégation indienne aux Nations Unies. Mme Pandit propose alors d'organiser, en 1967, une conférence en Inde afin de « poursuivre la coopération internationale entre les femmes du monde ³ ». L'exécutif de VDF s'empare avec enthousiasme de cette idée et se lance dans l'organisation de l'événement. Cependant, VDF écarte rapidement l'option de tenir l'événement en Inde : durant l'assemblée générale de mai 1965, l'exécutif propose d'organiser une conférence à Montréal, entièrement parrainée par les Canadiennes⁴.

³ Women's International Liaison Committee for ICY, « Report: Women's World Travel Mission », 1965, p. 18, Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 2, do. 10, Bibliothèque et archives du Canada.

⁴ « Résolution III-11 », *VOW National Newsletter, Numéro spécial préparatoire à l'Assemblée annuelle*, vol. 3, no. 2, mai 1965, p. 19, Fonds Léa Roback, F1243, vol. 4, do. 0039, Archives de la Bibliothèque publique juive.

Les organisatrices font rapidement le lien entre leur événement et le projet d'exposition universelle, prévue pour l'été 1967 à Montréal⁵. L'EXPO 67 souhaite contribuer au rapprochement entre les peuples et à l'avènement d'une « communauté planétaire unifiée⁶ ». Pour ce faire, le comité organisateur met l'accent sur la transmission d'une culture cosmopolite, pensée comme une alternative au climat de tension internationale : il souhaite mettre en évidence les liens d'amitié unissant les différents peuples en soulignant leur appartenance commune à une même « Terre des hommes ». La parenté idéologique avec le projet d'un internationalisme culturel promu au sein des réseaux de l'internationalisme féministe est évidente ; aux yeux des membres de VDF, l'EXPO 67 fait donc de Montréal un pôle tout désigné pour réunir des défenderesses de la coopération internationale. En conférence de presse, une membre de l'exécutif de VDF explique : « Montréal occupe maintenant un poste privilégié, et le Canada est sûrement à l'heure actuelle un des points de rencontre les plus favorables pour travailler à édifier la paix dans le monde⁷ ».

Cette proximité idéologique se double d'une proximité de fait : dotées d'importantes connexions auprès des pouvoirs publics, les leaders de VDF sont invitées à siéger sur un comité préparatoire pour l'exposition. À cette occasion, Thérèse Casgrain se voit confier la responsabilité d'organiser un événement féminin en parallèle de l'EXPO⁸. Ainsi, en plus d'être symboliquement intéressant, le jumelage des deux événements simplifie grandement la planification de la « Deuxième conférence des femmes pour la paix ». Les organisatrices peuvent obtenir facilement des visas pour leurs invitées en insistant sur leur participation à l'exposition⁹. Les dirigeantes de VDF profitent

⁵ « Programme de la conférence internationale », juin 1967, Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 37, do. 13, Bibliothèque et archives du Canada.

⁶ Rhona Richman Kenneally et Johanne Sloan (dirs), *Expo 67: Not Just a Souvenir*, Toronto, University of Toronto Press, 2010, p. 7.

⁷ Murielle Duckworth, citée dans Renée Rowan, « Le gouvernement canadien doit élaborer sa propre politique vis-à-vis du Vietnam », *Le Devoir*, 23 mars 1967, p. 15.

⁸ « Quebec Report », VOW National Newsletter, vol. 2, no. 4, 1964, p. 13. Fonds Léa Roback, F1243, vol. 4, do. 0039, « Peace-Periodical ». Archives de la Bibliothèque publique juive.

⁹ Kay MacPherson, « Lettre à M. B.A. Gorman », 17 mai 1967. Fonds Thérèse Casgrain, R7906-0-6-F, vol. 5, do. 5. Bibliothèque et archives du Canada

également de l'exposition afin de financer leur conférence, en sollicitant l'appui des commanditaires de l'EXPO¹⁰.

Une fois l'idée d'une conférence en Inde abandonnée, Montréal s'impose donc comme un site de choix pour accueillir l'événement. Les dirigeantes de VDF confèrent l'organisation de l'événement à un comité autonome, dirigé par Thérèse Casgrain, Kay MacPherson et Helen Tucker¹¹. Le comité a le mandat de définir les orientations de la conférence et de prendre en charge le processus de recrutement. Les trois organisatrices sont responsables d'un budget de 25 000 \$ qui doit principalement servir à défrayer les frais de voyage des femmes de l'étranger¹². Les deux organisatrices lancent alors une campagne de recrutement et de sélection de candidates potentielles en vue de l'événement. Dans la continuité des pratiques de leurs prédécesseuses, elles structurent leurs efforts de recrutement autour de deux canaux de communications : les voies de la diplomatie officielle et les réseaux d'amitié développés par le WILC.

3.1.2. Diplomatie et États africains : l'EXPO et la décolonisation

Les organisatrices de l'événement se tournent tout d'abord vers les voies de la diplomatie traditionnelle. VDF dresse la liste des consulats et des représentants des gouvernements étrangers, et demande à être mise en contact avec de potentielles participantes¹³. Plusieurs États africains répondent positivement à l'appel. Au milieu

¹⁰ Par exemple, dans une lettre adressée au directeur du Toronto Star, Thérèse Casgrain demande au philanthrope de faire un don à VDF afin de financer le voyage de conférencières étrangères. Thérèse Casgrain, « Lettre à M. John Connell », 17 mai 1967, Fonds Thérèse Casgrain, R7906-0-6-F, vol. 5, do. 5, Bibliothèque et archives du Canada.

¹¹ Thérèse Casgrain et Kay MacPherson, « Voice of Women Canada will Sponsor a 2nd International Conference of Women », mars 1967. Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 37, do. 13. Bibliothèque et archives du Canada ; « En 1967, rencontre internationale des femmes à Montréal », *Le Devoir*, 14 septembre 1966, p. 11.

¹² *La Voix des Femmes – Québec - Bulletin de nouvelles*, mars 1967, p. 2, Fonds Thérèse Casgrain, R7906-0-6-F, vol. 5, do. 5. Bibliothèque et archives du Canada.

¹³ « List of Consulates and Other Government Representatives », 1967, Fonds Thérèse Casgrain, R7906-0-6-F, vol. 5 do. 5., Bibliothèque et archives du Canada. Cette liste d'adresse a été trouvée dans le même dossier que deux lettres qui témoignent de cette pratique : Hobden, Haymlin. « Lettre à M. Galuska », 20 mars 1967. Fonds Thérèse Casgrain, *Op. cit.* ; Kay MacPherson. « Lettre à Ha Giang », 25 avril 1967. Fonds Thérèse Casgrain, *Op. cit.*

de la décennie, un vaste mouvement de décolonisation secoue le continent, et fait passer le nombre d'États indépendants de neuf, en 1960, à quarante-et-un en 1969¹⁴. Plusieurs de ces nouvelles nations cherchent à se faire reconnaître sur le plan international. Elles perçoivent l'EXPO comme une vitrine permettant de témoigner des luttes de libérations nationales en cours, de faire la promotion de leur nouveau régime¹⁵.

L'Algérie est aux premières lignes de ce mouvement. La jeune nation sort tout juste de sa guerre d'indépendance contre la France : aux prises avec un État politiquement instable et une économie dévastée, le nouveau régime socialiste est en quête d'alliés diplomatiques et de fonds pour sa reconstruction¹⁶. L'Union nationale des femmes algériennes (UNFA), la branche féminine du Front de libération nationale, joue un rôle central dans la stratégie diplomatique de l'Algérie nouvellement indépendante. Ses membres multiplient les visites officielles pour renforcer les liens d'amitié avec l'étranger. Elles privilégient notamment la création de liens avec des organisations féminines¹⁷. Par conséquent, lorsque VDF écrit aux ambassades et aux représentants gouvernementaux pour inviter des femmes à participer à leur conférence, la diplomatie algérienne acquiesce avec enthousiasme. Leïla Sedira Belakelhal, vétérante de la guerre d'Algérie et membre fondatrice de l'UNFA, est envoyée comme déléguée à la conférence¹⁸.

Il en va de même pour les autorités biafraises. Au moment où se prépare la « Deuxième conférence », une guerre civile vient tout juste d'éclater au Nigéria. La minorité religieuse des Igbos décide de s'affranchir du régime fédéral nigérian contrôlé par la junte militaire du Général Yakubu Gowon et prend le contrôle de la région du Biafra,

¹⁴ Aude Hendrick, « Les pays africains à l'Expo 67 : symboles du changement », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 17, n° 1, 2008, p. 79.

¹⁵ Rhona Richman Kenneally et Johanne Sloan, *Loc. cit.*, p. 6.

¹⁶ Magali Deleuze, « Le Maghreb à l'Expo 67 (Tunisie, Maroc, Algérie) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 17, n° 1, 2008, p. 55.

¹⁷ Natalya Vince, *Our Fighting Sisters: Nation, Memory and Gender in Algeria, 1954-2012*, Londres, Manchester University Press, 2015, p. 158.

¹⁸ *Ibid* ; Voice of Women, « Deuxième conférence internationale - List of Delegate Registered », 1967. Fonds Thérèse Casgrain, R7906-0-6-F, vol. 5, do. 5. Bibliothèque et archives du Canada.

dans l'Est du pays. Alors que le conflit s'envenime, les forces sécessionnistes entament une importante campagne en Amérique du Nord et en Europe afin d'obtenir un support international à leur cause¹⁹. C'est dans ce contexte que le régime biafrais répond positivement à l'invitation de VDF : Eudora Ibiam, militante panafricaniste et épouse du principal conseiller du nouveau gouverneur du Biafra, prend part à l'événement²⁰.

Mme J. B. Mwemba, épouse de l'ambassadeur zambien aux Nations Unies, répond également positivement à l'appel²¹. Elle se rend à la conférence en tant que représentante d'un nouveau régime qui, depuis l'obtention de l'indépendance en 1964, tente d'implanter un « socialisme zambien » infusé des idées panafricanistes, postcoloniales et communistes²². La Zambie socialiste entretient des liens étroits avec le régime algérien : au milieu des années 1960, les deux États se positionnent, au côté de Cuba, comme les principaux leaders d'un mouvement tiers-mondiste plus radical. Lors d'une Conférence tricontinentale tenue à La Havane en 1966, les trois régimes scellent leur alliance et élaborent un programme d'insurrection globale contre le colonialisme²³. La Zambie figure également parmi les rares régimes à se ranger derrière le Biafra durant la guerre civile nigérienne²⁴.

Ainsi, plusieurs des participantes africaines à la conférence représentent une même nébuleuse politique pouvant être associée à la frange radicale du mouvement de décolonisation de l'Afrique. Elles représentent des États qui, déçus par la posture de coexistence pacifiste défendue par l'URSS, revendiquent leur appartenance à un

¹⁹ Cette opération connaît un certain succès ; elle permet de mobiliser de vastes pans de la gauche nord-américaine. Entre autres, les mouvements d'opposition à la guerre du Vietnam supportent bruyamment le Biafra. Roy M. Melbourne, « The American Response to the Nigerian Conflict, 1968 », *Issue : A Journal of Opinion*, vol 3, n° 2, 1973, pp. 34-35.

²⁰ Voice of Women, *Op. cit.* ; Julius Gathogo, « Francis Akanu Ibiam (1906-1995): A Leader who had a Mission Beyond Ecclesia », *Studia Historiae Ecclesiasticae*, vol. 41, n° 1, 2015, p. 232.

²¹ « Liste des déléguées de l'étranger à la deuxième conférence internationale de la paix », juin 1967. Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 37 do. 15. Bibliothèque et archives du Canada.

²² René Dumont, « Kenneth Kaunda et le socialisme zambien », *Esprit*, vol 9, n° 363, 1967, pp. 248-264.

²³ *Ibid.*, p. 189

²⁴ Julius Gathogo, *Op. cit.* p. 231.

« troisième monde », indépendant des deux grands « blocs ». Les spécialistes du tiers-mondisme définissent ainsi le phénomène :

The [Third World] groups did not see themselves as united for cultural or economic reasons; they came together in a political movement against imperialism's legacy and its continuance²⁵.

Reléguant l'antagonisme entre l'Est et l'Ouest au second plan, ce nouveau tiers-mondisme se définit par un projet politique de contestation des inégalités héritées de l'époque coloniale. Dans la foulée de la formation de nouveaux États postcoloniaux, la montée en puissance de ces mouvements entraîne une timide reconfiguration des réseaux de l'amitié féminine : quelques représentantes des nouveaux États révolutionnaires y sont progressivement intégrées.

3.1.3. Les réseaux d'amitiés : entre reproduction et renouvellement

En plus de s'appuyer sur les voies diplomatiques, les organisatrices de la conférence mettent à profit les réseaux d'amitiés internationales développés depuis la conférence de 1962. Le budget de la conférence étant limité, les organisatrices préfèrent financer le voyage de femmes connues au sein du mouvement. Dans leur correspondance avec les organisatrices, les potentielles participantes insistent sur les liens d'amitié qu'elles entretiennent avec les femmes canadiennes²⁶. Kay MacPherson et Thérèse Casgrain se partagent le travail de répondre aux demandes, et privilégient le recrutement des femmes qu'elles connaissent personnellement²⁷.

²⁵ Vijay Prashad et Howard Zinn, *The Darker Nations: A People History of the Third World*, New York, New Press, 2007, p. 9.

²⁶ L'exemple de Rubio de Laverde, militante pacifiste colombienne, est à cet égard révélateur. De Laverde écrit à l'exécutif de VDF afin de faire part de son intérêt pour la conférence et demande de bénéficier de l'aide financière proposée par les organisatrices. Elle insiste sur le fait qu'elle a déjà rencontré Thérèse Casgrain lors d'une manifestation à Paris. Elle nomme également deux membres de VDF avec qui elle entretient des liens d'amitié. Lucia Rubio de Laverde, « Lettre à Kay MacPherson », 22 février 1967, Fonds Thérèse Casgrain, R7906-0-6-F, vol. 5 do. 5, Bibliothèque et archives du Canada.

²⁷ Par exemple, Kay MacPherson transmet le profil d'une potentielle participante à sa collègue Thérèse Casgrain. Elle accompagne la lettre d'une note manuscrite demandant « Would she be good? ». *Ibid.*

Ce procédé favorise la sélection de femmes déjà actives dans les réseaux de d'amitié. Les organisatrices s'appuient sur leurs veilles alliées de la WILPF et d'un de ses groupes alliés : le mouvement pacifiste états-unien Women Strike for Peace (WSP). Cinq membres de la WILPF et neuf représentantes de WSP participent à l'événement, partagent leurs contacts et recommandent de potentielles conférencières²⁸. Ces consultations permettent de recruter quarante-deux États-Uniennes et six représentantes du Royaume-Unis²⁹. VDF s'appuie également sur sa tradition d'amitié avec les membres de l'USSA et du Comité des femmes soviétiques. Une délégation de six membres de VDF se rend d'ailleurs en URSS en 1966 et profite de l'occasion pour consulter ses alliées au sujet du recrutement pour la conférence³⁰. Onze déléguées soviétiques sont recrutées grâce à ces efforts de réseautage.

Les relations d'amitié avec les femmes soviétiques permettent également à VDF de développer ses relations avec la FIDF, une organisation financée par le Comité des femmes soviétiques³¹. En 1964, six militantes de VDF participent, à titre d'observatrices au congrès international de la Fédération à Moscou. À cette occasion, elles tissent des relations personnelles avec des participantes d'Afrique et d'Amérique latine. Ces relations sont par la suite mises à profit lors de l'envoi des invitations pour la conférence de Montréal³².

²⁸ Kay MacPherson, « Letter to WSPers », 23 janvier 1967. Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 37 do. 14. Bibliothèque et archives du Canada ; Voice of Women, « Deuxième conférence internationale - List of Delegate Registered », *Op. cit.*

²⁹ *Ibid.*

³⁰ « Voice of Women Canada visits the Soviet Union (Requested by "Soviet Women" Magazine) », novembre 1966, Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 5, do. 15, Bibliothèque et archives du Canada; Kay MacPherson, « Memo from Voice of Women Canada », 1966, Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 37, do. 14, Bibliothèque et archives du Canada.

³¹ Rachel Sandwell, « The Travels of Florence Mophosho: The African National Congress and Left Internationalism, 1948–1985 », *Journal of Women's History*, vol. 30, no. 4, 2018, p. 92.

³² Les membres de VDF sont invitées par leurs contacts au sein du Comité des femmes soviétiques. Les notes de voyage et les rapports de mission rédigés par les déléguées canadiennes témoignent de leur enthousiasme face à ces rencontres. Simonne Monet Chartrand, « Notes personnelles, Congrès des femmes pour la paix à Moscou », 24 juin 1963, Fonds Simonne Monet et Michel Chartrand, P839, S5, D12, BanQ Vieux-Montréal; Meg Sears, « Soviet Women Visit Report », 1964, Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 2, do. 10, Bibliothèque et archives du Canada.

Parmi ces déléguées, se trouve entre autres Constance Cumming John, militante antiraciste de longue date et ancienne mairesse de la ville de Freetown. Cumming John est alors en exil à Berlin-Est suite au coup d'État militaire survenu en 1966 au Sierra Leone³³. Les réseaux de la FIFD facilitent également le recrutement de plusieurs participantes latino-américaines. Au courant des années 1960, l'URSS souhaitant étendre sa zone d'influence en Amérique latine, plusieurs organisations internationales liées au monde soviétique renforcent leurs relations avec cette région du monde. La FIFD n'échappe pas à cette tendance. Elle développe ses relations avec les « Unions des femmes » -les branches féminines des partis communistes locaux- qui deviendront les filières nationales la FIFD en Amérique latine³⁴.

Dans la foulée de ces rapprochements, cinq membres des « Unions des femmes » latino-américaines sont invitées à la conférence. Parmi elles se trouve Rosa Jasovich Pantaleón, membre de l'Union des femmes argentines et secrétaire générale du FIDF³⁵, deux représentantes de l'Union des femmes chiliennes et une déléguée bolivienne³⁶. Malgré leur appartenance aux réseaux d'amitiés développés par le Comité des femmes soviétiques, les représentantes des Unions des femmes latino-américaines évoluent dans des milieux de plus en plus critiques de l'URSS et de sa doctrine de coexistence pacifique avec l'Occident capitaliste. En effet, au milieu des années 1960, les partis communistes chiliens et argentins opèrent un rapprochement avec le mouvement tiers-mondiste radical³⁷. Inspirés par le modèle cubain et par la Conférence tricontinentale de 1966, ils adoptent la stratégie de la « voie révolutionnaire » vers la libération socialiste et anti-impérialiste. Les Unions des femmes, en tant que filières des partis

³³ Adi Hakim et Marika Sherwood, « Constance Cummings-John (1918 – 2000) », *Pan-African History : Political Figures from Africa and the Diaspora since 1787*, Londres, Routledge, 2003, p. 32.

³⁴ Adriana María Valobra, « "Mujeres-sombra" y "Barbudas". Género y política en el Primer Congreso Latinoamericano de Mujeres, Chile- 1959 », *Anuario del Instituto de Historia Argentina*, n° 14, 2014, p. 5.

³⁵ Jadwiga Pieper Mooney, « El antifascismo como fuerza movilizadora: Fanny Edelman y la Federacion Democratica Internacional de Mujeres (FDIM) », *Anuario IEHS*, n° 28, 2013, p. 218.

³⁶ Voice of Women, « Deuxième conférence internationale - List of Delegate Registered », *Op. cit.*

³⁷ Alexia Massholder, « La recepción de la Revolución Cubana en los Partidos Comunistas de América Latina », *Izquierdas*, 42, octobre 2018, p. 131.

communistes nationaux, participent pleinement à ce repositionnement et adoptent également une posture tiers-mondiste révolutionnaire.

Ainsi, l'organisation des conférences est marquée à la fois par des dynamiques de reproduction et de renouvellement des réseaux de l'internationalisme féministe. Malgré les espoirs suscités par la dissolution du WILC, peu de changements s'opèrent dans les structures internationales du mouvement : VDF favorise toujours des modes d'organisation centralisés et s'appuie en grande partie sur les réseaux diplomatiques et amicaux bâtis depuis le début de la décennie. Ainsi, l'évolution interne des structures de VDF ne peut expliquer à elle seule la reconfiguration de l'internationalisme féministe. C'est plutôt à partir des marges des réseaux que souffle un vent de changement. Dans la foulée de l'effervescence des mouvements tiers-mondistes et de l'arrivée au pouvoir de régimes issus des mouvements de décolonisation, les réseaux de l'internationalisme féministe s'élargissent pour inclure des femmes latino-américaines et africaines animées par un projet de libération anti-impérialiste et décolonial. L'arrivée de défenderesses d'une posture révolutionnaire détonne avec la composition des anciens réseaux d'amitié, axés sur la conciliation et la coexistence pacifique. Leur présence implique également l'émergence de nouvelles préoccupations au sein du mouvement. Alors que l'internationalisme féministe était jusqu'alors principalement préoccupé par la question des tensions entre l'Est communiste et l'Ouest capitaliste, la présence de porte-paroles du mouvement de décolonisation rend saillante un autre axe de division à l'échelle mondiale : l'antagonisme opposant les puissances colonisatrices aux les peuples colonisés. Durant la conférence, le mouvement doit donc ajuster ses conceptions du pacifisme et de l'amitié internationale afin d'y intégrer les préoccupations de leurs nouvelles alliées tiers-mondistes.

3.2. Vers une solidarité anti-impérialiste : débats à la « Deuxième Conférence »

La conférence s'ouvre officiellement le 6 juin 1967. Les déléguées disposent de quatre jours pour discuter dans le but de « trouver des moyens d'action pour les individus, pour les associations de femmes à travers le monde, et pour la conférence elle-même

en vue d'obtenir la paix³⁸. » Les participantes proposent donc une mise à jour de leur programme politique : elles entendent réfléchir à la meilleure manière de travailler de concert pour la paix mondiale. Leurs discussions sont profondément influencées par un enjeu, au cœur de l'actualité de l'époque et revêtant une importance particulière pour les mouvements pacifistes : celui de la guerre du Vietnam.

Depuis le début de la décennie, le territoire vietnamien est le théâtre d'un affrontement entre les forces « communistes » et « capitalistes » : le Front de libération national sud-vietnamien (FLN), supporté par le régime communiste du Vietnam du Nord, mène une guérilla contre le régime libéral du président Ngo Dinh Diem établi à Saigon et supporté entre autres par les États-Unis³⁹. Le Front vise la réunification du Vietnam du Sud avec le Nord communiste ; il dépeint cette lutte comme un combat pour la « libération » du Sud face à la domination capitaliste et états-uniennes. Les tensions indirectes entre les forces communistes vietnamiennes et l'administration américaines se transforment en conflit ouvert à partir de 1965 : dans une vaste offensive contre-révolutionnaire, l'armée américaine déclenche l'opération *Rolling Thunder* et bombarde massivement le territoire vietnamiens, laotiens et cambodgiens dans l'espoir de déstabiliser les réseaux de guérilla opposés à Saigon⁴⁰.

La violence de l'opération secoue le monde entier. Au sein du mouvement tiers-mondiste, la guérilla paysanne vietnamienne marque les esprits. Elle apparaît comme l'unique moyen de tenir tête aux puissances capitalistes, dans un contexte où l'URSS et la Chine -paralysées par la menace de la bombe atomique- sont incapables de soutenir efficacement les mouvements communistes de libération au Sud⁴¹. Lors de la « Conférence tricontinentale » de 1966, Che Guevara en appelle à créer un « deuxième » et un « troisième » Vietnam en multipliant les foyers d'insurrections

³⁸ Thérèse Casgrain et Kay MacPherson. « Voice of Women Canada will Sponsor a 2nd International Conference of Women », mars 1967. Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 37, do. 13. Bibliothèque et archives du Canada.

³⁹ Christopher Goscha, *Vietnam: A New History*, New York, Basic Books, 2016, p. 308.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 325-327.

⁴¹ Vijay Prashad et Howard Zinn, *Loc. cit.*, pp. 107-112.

partout sur la planète. Des guérillas s'organisent notamment en Bolivie et au Zimbabwe pour libérer ces régions de l'impérialisme des puissances libérales occidentales. Dans ce contexte, la question de la violence des mouvements de libération est au cœur des débats lors de la « Seconde Conférence : comment ces discussions influencent-elles la conception d'un projet pacifiste et internationaliste formulé dans les termes de la solidarité ?

3.2.1. De la violence des armes à la violence de l'Empire

Le sujet est abordé lors d'un atelier de discussion portant sur les guerres de libération et la non-violence. Les organisatrices canadiennes espèrent profiter de l'événement pour clarifier leur position sur le sujet, puisqu'elles font face à un dilemme éthique. Elles sont horrifiées par la violence de l'intervention américaine au Vietnam, qu'elles dénoncent fermement. Elles soutiennent en principe les forces de libération du sud-vietnamiennes, puisqu'elles considèrent justes leurs revendications pour « l'autodétermination et l'indépendance économique⁴² ». Bien que VDF soit sympathique à l'égard du mouvement de libération nationale, l'organisation hésite toutefois à appuyer les méthodes du FLN et de ses alliés. Les stratégies de guérillas sont incompatibles avec les fondements d'une politique de l'amitié, qui s'appuie des principes de conciliation et de coopération et condamne toute forme de violence. De plus, l'organisation considère les guerrillas de libération comme une menace à la sécurité mondiale : on juge qu'elles participent pleinement aux dynamiques d'escalade des violences à l'international et on craint que celles-ci ne dégénèrent en conflit nucléaire. Les organisatrices de la conférence proposent donc d'étudier, dans le cadre de l'atelier de discussion, « la possibilité de recourir à la non-violence dans toutes les guerres de libération⁴³. »

⁴² *Second International Conference on Peace. Report of Conference held in Montreal, Quebec, June 1967*, 1967, p. 21, Archives canadiennes du mouvement des femmes, Bibliothèque de l'Université d'Ottawa.

⁴³ *Ibid.*

Les déléguées soviétiques partagent l'ambiguïté des organisatrices canadiennes. Une seule d'entre elles intervient pour souligner la nécessité de « supporter les peuples en lutte pour leur indépendance. » Elle enchaîne toutefois en rappelant que cette sympathie ne doit pas amener les femmes à perdre de vue la lutte prioritaire pour le désarmement⁴⁴. L'ambivalence de l'intervention de cette déléguée – et le silence de ses consœurs soviétiques- témoigne de leur malaise quant à la délicate question de la violence des mouvements de libération. D'une part, les déléguées sont tenues de s'en tenir à la politique officielle de la FIFD, qui offre son support à l'égard des luttes pour la libération nationale socialiste des peuples du Sud⁴⁵. D'autre part, elles se doivent de rester fidèle au mandat du Comité des femmes soviétiques, chargé de porter un message de paix dans le contexte de la détente des relations avec l'Occident capitaliste. Face à ce dilemme, la délégation soviétique demeure silencieuse durant la discussion.

Pour leur part, les représentantes des mouvements tiers-mondistes et décoloniaux dénoncent la manière dont les organisatrices canadiennes formulent leur réflexion sur la non-violence. Ayant elles-mêmes pris part ou appuyé des luttes révolutionnaires armées, elles interviennent attester de leur nécessité. Le rapport résume : « What about people who are fighting for liberty with non-violent means and who are confronted with destructive violence from others? This was the question asked by Asian, African, and Latin American participants⁴⁶. » Tour à tour, les participantes prennent la parole pour témoigner du climat extrêmement tendu qui règne dans les anciennes colonies du Sud et qui rend, selon elles, le recours à la violence inévitable.

Dans une longue allocution, Eudora Ibiam revient sur l'éclatement, quelques semaines plus tôt, de la guerre civile du Nigéria. La déléguée, résumant les récriminations des opposants au régime fédéral de Gowon, dénonce l'implication britannique dans le

⁴⁴ *Second International Conference on Peace. Report, Loc. Cit.*, p. 31.

⁴⁵ Yulia Gradszkova, « Women's international Democratic Federation, the 'Third World' and the Global Cold War from the late-1950s to the mid-1960s », *Women's History Review*, vol. 29, n° 2, 2019, p. 275.

⁴⁶ *Ibid.*

conflit : le Royaume-Uni est accusé de fournir des armes à son ancienne colonie du Nigéria dans le but de protéger ses intérêts pétroliers au Biafra. Les britanniques sont également soupçonnés d'avoir soutenu le coup d'état ayant permis l'arrivée au pouvoir de Gowon, ainsi que les massacres perpétrés par le régime⁴⁷. C'est ce que dénonce Ibiam durant la conférence : « Nigeria, which had independence, is now a shattered country because imperial powers are sending arms to my country so that we can kill each other⁴⁸ ». Selon elle, l'interventionnisme britannique supprime toute possibilité de sécession pacifiste et rend inévitable l'explosion de violence.

Maria Gutierrez prend également la parole pour témoigner du climat de violence et de répression en Bolivie. En 1964, face à la montée des forces communistes et ouvrières, le général René Barrientos Ortuño prend le pouvoir par un coup d'État militaire⁴⁹. Barrientos adopte la ligne dure vis-à-vis des mouvements de gauche : l'armée intervient fréquemment pour réprimer les groupes communistes. Dans sa longue allocution, Maria Gutierrez multiplie les anecdotes qui mettent clairement en évidence le rôle des États-Unis dans ces irruptions de violence. Le bilan de la conférence rapporte : « She told also of bloody fighting in La Paz after which the streets were littered with empty tear gas containers marked *Made in USA*⁵⁰. »

L'armée bolivienne bénéficie effectivement du soutien des États-Unis. Le Pentagone fournit de l'équipement militaire au régime Barrientos et prend en charge la formation des officiers⁵¹. De manière générale, une vaste partie des fonds d'aide au développement alloués à la Bolivie par les États-Unis sont utilisés pour développer des programmes militaires⁵². Aux yeux des déléguées tiers-mondistes, toute dénonciation

⁴⁷ Chibuïke Uche, « Oil, British Interests and the Nigerian Civil War », *The Journal of African History*, vol. 49, n° 1, 2008, pp. 111-135.

⁴⁸ *Second International Conference on Peace. Report, Loc. Cit.*, p. 32.

⁴⁹ William Blum, *Killing Hope: US Military and CIA Interventions Since World War II*, Monroe, Common Courage Press, 2003, p. 221.

⁵⁰ *Second International Conference on Peace. Report of Conference, Loc. cit.*, p. 30.

⁵¹ William Blum, *Loc. Cit.*, p. 223.

⁵² Vijay Prashad et Howard Zinn, *Loc. cit.*, p. 71.

de la violence est donc indissociable d'une réflexion critique sur l'aide internationale. Gutierrez est catégorique : « foreign aid means violence⁵³ ». Une déléguée anonyme tire des conclusions similaires sur la situation en Afrique : «Africa is being deliberately re-colonized by the control of foreign aid, which is always directed toward weakening the independence of the recipient country⁵⁴».

Ces critiques font écho aux principales revendications des mouvements tiers-mondistes. En 1964, 77 pays du Sud fondent le G-77 pour dénoncer le rapport de dépendance instauré par l'aide étrangère⁵⁵. La coalition soutient que l'aide étrangère est un outil utilisé par les puissances occidentales pour faire la promotion de leurs intérêts politiques et économiques, au détriment des intérêts des pays du Sud. Elle légitime et reproduit une organisation économique héritée de l'époque coloniale qui désavantage systématiquement les anciennes colonies. Ceux-ci sont ainsi condamnés à exporter des matières premières à bas prix et à importer des biens manufacturés dispendieux⁵⁶. Durant la conférence de Montréal, Maria Gutierrez introduit ses consœurs à ces théories critiques sur l'économie néocoloniale. Elle explique : « We must sell our raw material at the cheapest price and buy what we need in manufactured goods and food at the highest possible price⁵⁷».

Par ces réflexions, les déléguées tiers-mondistes à la « Deuxième Conférence » poussent leurs consœurs à identifier des racines structurelles à la violence, plutôt que de se contenter d'une condamnation morale de celle-ci. Pour elles, la violence des guerres de libération est une conséquence regrettable, mais inévitable, de l'impérialisme et du néocolonialisme. La déléguée argentine, Rosa Pantaleon affirme :

⁵³ *Second International Conference on Peace. Report of Conference, Loc. cit.*

⁵⁴ Rosa Pantaléon renchérit en expliquant à l'assemblée que, partout en Amérique latine, « [...] aid was received at the price of imposition of controls working directly against the recipient and completely in favor of enriching the givers. » *Ibid.*, p. 21.

⁵⁵ Le G-77 est une coalition de pays du Sud fondée en 1964 pour promouvoir les intérêts économiques du Tiers-Monde. L'économiste Raul Prebisch, principal théoricien de la théorie du développement, en assure le leadership. Vijay Prashad et Howard Zinn, *Loc. cit.*, p. 70.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 62.

⁵⁷ *Second International Conference on Peace. Report of Conference, Loc. cit.*, p. 30.

« People who are oppressed and, at the same time, are aware of the richness and abundance in the world will inevitably resort to violence and active resistance »⁵⁸. Les déléguées tiers-mondistes sont catégoriques : le climat de violence au Sud est indissociable des rapports de dépendance et d'exploitation politiques et économiques hérités de l'époque coloniale.

Ces discussions ne mènent pas à un consensus quant à la légitimité du recours à la lutte armée. Aucune résolution sur la question n'est adoptée, ce qui témoigne de l'impossibilité de s'entendre sur cet enjeu stratégique. Toutefois, indépendamment des positions divergentes sur les guérillas de libération, les débats tenus durant l'atelier marquent un important déplacement dans les préoccupations de l'internationalisme féministe. La question des tensions avec l'URSS s'estompe dans les débats. La réflexion s'articule plutôt autour d'un antagonisme fondamental, hérité de l'époque coloniale, entre les pays colonisés et les puissances libérales occidentales : les représentantes des anciennes colonies africaines centrent leurs récriminations sur la politique néocoloniale des puissances colonisatrices européennes, tandis que les déléguées latino-américaines s'attachent à dénoncer l'interventionnisme « impérialiste » des États-Unis dans leur pays. En parallèle de ce déplacement, les participantes s'entendent sur la nécessité de reformuler le problème de la violence et de la paix. Le rapport résume : « The conclusion to this part of the discussion was that the violence in developing countries was directly traceable to violence and exploitation practiced by developed countries⁵⁹ ». La « Deuxième conférence » s'éloigne ainsi des discours centrés sur la dimension culturelle et morale du problème de la violence ; la recherche de la paix devient une question éminemment politique, indissociable d'une réflexion sur les structures de domination héritées du colonialisme et de l'impérialisme.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 21.

⁵⁹ *Ibid.*

3.2.2. De l'amitié à la solidarité

Ce contexte impose conséquemment une redéfinition de l'internationalisme féministe. Alors que les Canadiennes ont l'habitude de mettre l'accent sur la recherche d'une amitié fondée sur une expérience féminine partagée, l'objet de la discussion se déplace : les débats se centrent sur la diversité des vécus des femmes et sur leurs rapports différents à l'injustice. En discutant de colonialisme et de néocolonialisme, les déléguées tiers-mondistes soulignent l'ignorance des femmes du Nord face aux réalités des populations du Sud. Une déléguée argentine affirme par exemple : « [...] people in affluent nations have no real concept of poverty and no real understanding of situations in developing and exploited lands⁶⁰ ». Plusieurs participantes abondent dans le même sens et mettent en évidence le fossé qui sépare les femmes du Nord et du Sud. L'omniprésence de cette thématique fait obstacle à la formulation d'un discours internationaliste centré sur la mise en valeur d'expériences, d'aptitudes ou de préoccupations partagées à l'échelle globale. Cette insistance nouvelle sur la question de la différence s'accompagne d'ailleurs d'un déclin des discours portant sur l'identité maternelle ou féminine : le genre des participantes perd de son caractère fédérateur et est rarement évoqué dans les discussions de l'assemblée.

Le débat se centre plutôt sur les inégalités qui divisent les femmes et sur la nécessité de les abolir. Pour ce faire, les conférencières considèrent qu'il est nécessaire de contribuer à la refonte du système de relations internationales entamée par les mouvements de libération au Sud. Les participantes définissent ainsi leur nouveau projet :

As individuals and as organized groups within different countries, women must recognize that massive and often violent revolutionary changes will take place as more and more of the have not nations emerge into the mainstream of

⁶⁰ *Ibid.*

contemporary life. The task of the peace movements is to aid this emergence with the minimum of violence⁶¹.

Cette notion de « minimum de violence » ne fait plus uniquement référence au recours aux armes par les mouvements de libération. Elle renvoie également – et surtout – à la nécessité d’endiguer l’ingérence économique et militaire de l’Occident dans le Sud, afin de mettre un terme aux dynamiques de violence engendrées par ces interventions.

Ces nouveaux objectifs s’accompagnent d’une conception plus horizontale de l’internationalisme. De nombreuses participantes mettent de l’avant l’idéal d’une solidarité populaire, ne se construisant pas *entre* les États, mais en deçà de ceux-ci. Dans une entrevue accordée au terme de la conférence, la déléguée grecque Hélène Kazantzakis résume cette posture :

Je n’ai pas de haine pour le peuple américain, j’ai au contraire une immense admiration ! Seulement, je dois dire que c’est leur police, le FBI, leur deuxième gouvernement secret, la CIA, - que dénoncent des Américains ! - qui mènent le monde au désastre. Ce sont deux choses différentes : le peuple, qui sont [sic], je crois, tous pacifistes, et les gouvernements⁶².

Cette distinction entre les États et la société civile devient centrale dans les discours des militantes. Elle leur permet de concevoir une dénonciation d’un gouvernement étranger qui n’entacherait pas leurs relations de solidarité avec sa population. Cette nouvelle approche des relations internationales jette les bases d’une solidarité dans laquelle le conflit n’est pas un obstacle à l’internationalisme : au contraire, la lutte conjointe contre l’action de certains États devient le fondement de la solidarité. Ainsi, lorsqu’elle formule ses résolutions, la « Deuxième conférence » adopte un ton contestataire qui contraste avec les prises de position précédentes de VDF et de ses alliées; les mots « blâme », « opposition » et « dénonciation » - des termes jusqu’alors absents des réseaux d’amitié - abondent au sein du cahier de résolutions. Cette nouvelle

⁶¹ *Ibid.*, p. 22.

⁶² Hélène Kazantzakis, dans « Le rôle de la femme dans la sauvegarde de la paix », Reportage de l’émission *Le beau sexe*, Société Radio-Canada, diffusé le 8 juin 1967, 21 :00, Archives de Radio-Canada. [en ligne] <https://curio.ca/fr/video/le-rolle-de-la-femme-dans-la-sauvegarde-de-la-paix-25480/>

rhétorique d'opposition reflète une volonté grandissante, chez les participantes, de se positionner comme un contre-pouvoir face aux puissances libérales occidentales.

L'événement marque ainsi un renouvellement des discours sur l'internationalisme féministe. L'idée d'une conciliation ou d'une médiation entre deux blocs structurellement opposés perd de son attrait. Inspirées par les revendications tiers-mondistes, les militantes insistent sur le caractère fondamentalement violent de l'ordre géopolitique mondial. La guerre n'est pas seulement le résultat d'une culture belliqueuse ; elle est la conséquence inévitable d'un système de relations internationales inégalitaire hérité de l'époque coloniale. L'idéal internationaliste ne peut dès lors s'atteindre que par le biais d'une lutte politique contre ce système et contre les États qui le perpétuent. L'idéal d'une amitié entre les nations cède ainsi la place à une solidarité entre les forces d'opposition anti-impérialistes. Bien qu'un relatif consensus émerge autour de ces nouvelles orientations, une question demeure ouverte : comment mettre en pratique ce nouveau projet de solidarité pacifiste et internationaliste ?

3.2.3. La solidarité en pratique : pression ou contestation ?

Lors de la séance finale de la conférence, les participantes s'attaquent à la difficile tâche de définir un plan d'action partagé devant structurer leur action dans les années à venir. Les déléguées se questionnent quant à la meilleure manière, pour les femmes actives au sein des réseaux de l'internationalisme féministe, de se montrer solidaires face aux mouvements décoloniaux et tiers-mondistes. Aux yeux de plusieurs participantes, les femmes européennes et nord-américaines devraient user de leur position de proximité avec les sphères de pouvoir afin d'amplifier les récriminations des peuples en luttant pour leur libération. Eudora Ibiam interpelle par exemple ses consœurs du Nord :

You can speak to power –to Washington, London, Paris and Ottawa-,
[...] you can talk to the men who are helping Africans kill each other.
You can talk to prime Minister Wilson who tried sanctions against

Rhodesia, but admitted that Britain was sending arms to Rhodesia. What for? Simply to kill black Rhodesians. Let us not permit this⁶³.

Elle demande ainsi aux femmes des pays occidentaux d'user de leur influence auprès de leur gouvernement pour prolonger la volonté de reconnaissance des mouvements décoloniaux. Pour atteindre cet objectif, plusieurs militantes canadiennes et européennes proposent de poursuivre leur travail de pression et de représentation auprès des États, tout en adoptant une posture plus critique vis-à-vis de leurs interventions dans le Sud global. Les stratégies proposées impliquent de demander aux « gouvernements de toutes les Nations » de blâmer les États-Unis pour leur action au Vietnam, d'exiger un retrait « immédiat et inconditionnel » des troupes américaines et de faire cesser toute vente de matériel militaire aux États-Unis⁶⁴.

En plus de ces stratégies de pression, certaines participantes soulèvent la possibilité d'une mobilisation plus massive pour contester l'action des États libéraux occidentaux. Elles résument ainsi leur position :

No government will take the actions required unless it is forced to do so by the demands of its own citizens. The peace movement throughout the world should build and make articulate opposition to the Vietnam war⁶⁵.

Selon elles, seul un large mouvement d'opposition de la société civile serait apte à endiguer l'impérialisme. Les défenderesses de cette position souhaitent que la conférence adopte une approche fondée sur des mobilisations larges de la population. Elles proposent notamment d'organiser des manifestations massives, de mobiliser les syndicats impliqués dans la manufacture d'armements ou d'organiser une campagne de boycottage du paiement des taxes⁶⁶. L'idée d'un boycott international des produits

⁶³ *Second International Conference on Peace. Report of Conference, Loc. cit.*, p. 33.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 36.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 13.

⁶⁶ Les rapports intérimaires des ateliers de discussions nous apprennent que des propositions reliées à l'organisation de grève des taxes ou de mobilisation syndicale sont soumises à l'assemblée. Toutefois, celles-ci ne sont pas mentionnées dans le rapport officiel de la plénière produit par VDF. Ces propositions semblent donc avoir été écartées rapidement. *Interim Report Prepared for the Final Plenary*

états-unis pour augmenter la pression sur l'économie américaine est également évoquée⁶⁷. Toutefois, ces suggestions ne débouchent pas sur un plan d'action cohérent. Peu de propositions allant dans le sens d'une mobilisation massive de la société civile sont adoptées en tant que résolutions officielles. Une seule fait figure d'exception : on prévoit l'organisation d'une journée internationale de la paix, « [...] in which it would hope all peace groups and people everywhere would join in a massive, worldwide demand that war be ended⁶⁸. » Cette résolution ne s'accompagne toutefois d'aucune structure de coordination qui permettrait de mener à bien ce projet.

La vaste majorité du plan d'action proposé par la conférence s'inscrit plutôt dans la continuité des tactiques développées dans le cadre de la politique de l'amitié. Entre autres, la conférence suggère à ses membres de: « [...]study and recommend precise steps that government should take towards general and complete disarmament and towards strengthening the power of the United Nations⁶⁹». L'assemblée décide également de chapeauter l'envoi d'une délégation à Ottawa au lendemain de la clôture de la conférence. Celle-ci a pour mission de rencontrer le gouvernement Pearson et l'ambassadeur américain afin d'exercer des pressions en vue d'un cessez-le-feu au Vietnam. Ainsi, l'action du mouvement demeure en grande partie structurée par les balises du mode du groupe de pression restreint. Le mouvement adopte un ton de plus en plus critique, sans toutefois se donner les moyens organisationnels de renouveler ses pratiques militantes. Dans les années qui suivent la clôture de l'événement, VDF devra donc composer avec ce fragile équilibre entre le renouvellement de ses objectifs politiques et le maintien de ses modes d'organisation.

Session of the Second International Conference of Women, 10 juin 1967, Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 37 do. 14, p. 4, Bibliothèque et archives du Canada.

⁶⁷ *Second International Conference on Peace. Report of Conference*, *Loc. cit.*, p. 29.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 38.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 32.

3.3. « Perhaps ours is not the way to do it »: rompre avec la politique de l'amitié

Quelques mois après la clôture de l'évènement, deux membres de la branche québécoise de VDF prennent l'initiative de s'associer à des dirigeants syndicaux de la CSN et de la FTQ, ainsi qu'à des représentants d'associations étudiantes. Ensemble, ils et elles organisent une « Conférence hémisphérique contre la guerre du Vietnam ». Dans son invitation pour l'évènement, le comité organisateur proclame :

We ask you [...] to join with us in a call to all men and women of good will in the Americas, to all peace workers, to all working people of city and country, to the youth, the women, the professionals, the intellectuals and artists, to all who want to extinguish the fires that rage in Vietnam before a worldwide conflagration is ignited⁷⁰.

L'évènement, prévu à Montréal durant l'automne 1968, a pour but d'orchestrer une vaste mobilisation panaméricaine contre la guerre du Vietnam. En plus des syndicats, des associations étudiantes et de VDF, la conférence réunit des membres du Front de libération du Québec, des Black Panthers et de groupuscules communistes latino-américains.

La rencontre, qui réunit des groupes radicaux et met de l'avant une posture révolutionnaire, est fortement critiquée dans les médias canadiens. Dans une lettre ouverte publiée dans le *Devoir*, une observatrice dénonce :

Ce qui me choque peut-être le plus, c'est d'avoir été crédule et naïve, et d'avoir fait confiance à tous ces prête-noms qui nous ont invités à cette conférence : professeurs d'université, porte-paroles des mouvements étudiants, de la Voix des Femmes, des travailleurs [...] On peut se demander ce que deviennent tous ces preux en qui nous voulons croire et qui ont abdicé face à la violence d'enragés de la paix, dont le seul mérite a été de conjuguer le verbe haïr sous toutes ces formes⁷¹.

Les dénonciations de ce genre se multiplient dans les journaux et la présence de membres de VDF sur le comité organisateur de l'évènement ne passe pas inaperçue.

⁷⁰ « A call to the people of Western Hemisphere », 1968. Fonds Thérèse Casgrain, R7906-0-6-F, vol. 5, do. 5. Bibliothèque et archives du Canada.

⁷¹ Françoise Stanton, « Fausses représentations », *Le Devoir*, 21 décembre 1968, p. 4.

Le groupe est accusé de s'associer avec des « énergumènes assoiffés de sang⁷² » et d'instrumentaliser l'idéal de la paix pour faire la promotion d'une « idéologie militante, pour ne pas dire anarchique⁷³ ».

Plusieurs dirigeantes de VDF déplorent cette situation. Dans une lettre adressée à Muriel Duckworth, Thérèse Casgrain se plaint de l'indiscipline de certaines branches locales : plusieurs d'entre elles ont contribué à l'événement au nom de VDF alors que l'organisation nationale avait décidé de ne pas y prendre part, nuisant ainsi à l'image du mouvement⁷⁴. Au dire de Casgrain, ce type d'initiatives autonomes est de plus en plus fréquent et remet en question les modes d'organisation du mouvement. Elle écrit :

It seems to me that the time has come for us to define our policies. Either we accept [...] to have no national organization and just have local groups doing and saying what they please, or else we must accept to comply with definite policies⁷⁵.

Si Casgrain est clairement en faveur de la seconde option, elle observe que le mouvement tend plutôt vers une décentralisation de l'action politique. Plusieurs militantes des branches locales désertent les structures de VDF et s'organisent de manière spontanée et autonome, sans consulter l'exécutif national.

Sans renoncer à leur association avec l'organisation nationale, des membres des branches locales privilégient désormais de nouveaux réseaux et se solidarisent avec des organisations qui partagent leurs convictions anti-impérialistes. À la fin de la décennie 1960, alors que le conflit vietnamien s'enlise et s'intensifie, de nombreux mouvements ont émergé au Canada et aux États-Unis et mobilisent de larges pans de la société civile contre l'intervention américaine. Les mouvements étudiants sont aux premières lignes :

⁷² *Ibid.*

⁷³ Nicole Dubé, « La "Conférence hémisphérique" dénonce "l'impérialisme sous toutes ces formes" », *Le Devoir*, 2 décembre 1968, p. 11. Voir aussi : Nicole Dubé, « Le chahut éclate à la Conférence sur le Vietnam », *Le Devoir*, 30 novembre 1968, p. 1 et 6. Louis O'Neill, « La Conférence hémisphérique, une escroquerie monumentale », *Le Devoir*, 7 décembre 1968, p. 5.

⁷⁴ Thérèse Casgrain, « Lettre à Muriel Duckworth », 18 janvier 1969. Fonds Thérèse Casgrain, R7906-0-6-F, vol. 8, do. 9. Bibliothèque et archives du Canada.

⁷⁵ *Ibid.*

inspirés par les mobilisations du mouvement des droits civiques, ils organisent de grandes manifestations pacifistes. La dénonciation se transforme rapidement en résistance. Dans le cadre d'un vaste mouvement de désertion, de nombreux jeunes hommes défient l'administration états-unienne en refusant la conscription⁷⁶.

Le mouvement connaît également des échos au Nord du 49^e parallèle : alors que les déserteurs affluent par milliers au Canada, un mouvement se déploie pour les soutenir⁷⁷. Plusieurs membres de VDF prennent part à ces nouvelles mouvances. Les militantes se désintéressent des anciennes stratégies diplomatiques et sont de plus en plus nombreuses à organiser des contestations de la société civile pour résister aux politiques impérialistes des États-Unis et de son allié canadien. Plusieurs membres se joignent à des réseaux clandestins de soutien aux déserteurs. Elles hébergent de jeunes Américains à leur domicile et certaines d'entre elles sont poursuivies en raison de ces activités illégales⁷⁸. Claire Culhane, présidente de la branche québécoise de VDF, lance pour sa part une vaste campagne nommée « village ENOUGH⁷⁹ ». Durant l'hiver 1969, elle mobilise soixante-quinze militants et militantes pacifistes pour établir un campement devant la colline parlementaire. Le groupe entreprend une grève de la faim pour dénoncer la complicité du Canada dans le conflit vietnamien⁸⁰.

À travers ces activités, les militantes contribuent à la construction d'un mouvement mixte et créent des solidarités avec des hommes autant qu'avec des femmes. Cette tendance reflète une réévaluation de la place des hommes dans la lutte contre la guerre. Le problème du militarisme en vient à être pensé comme le résultat d'un système de domination impérialiste, plutôt que comme la conséquence d'une culture masculine

⁷⁶ Michael S. Foley, *Confronting the War Machine: Draft Resistance during the Vietnam War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2003, p. 11.

⁷⁷ Lara Campbell, *Op. cit.*, p. 339.

⁷⁸ Kay Macpherson et Christine Donald. *When in doubt, do both: the times of my life*, Toronto, University of Toronto Press, 1994, p. 119.

⁷⁹ Frances Elliot, « Report on the activity of the Quebec Voice of Women, September 69- Mars 1970 », 6 mars 1970. Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 17, do. 2. Bibliothèque et archives du Canada.

⁸⁰ « Le My Lai d'Ottawa tient bon », *La Presse*, 29 décembre 1969, p. 2 ; « Le sit-in sous la tente se poursuit », *Le Soleil*, 29 décembre 1969, p. 16.

belliqueuse. Résoudre le problème ne passe donc pas par une solution spécifiquement féminine ; l'anti-impérialisme est pensé comme un mouvement de solidarité de l'ensemble de la société civile contre les États impérialistes, bien plus qu'il n'est fondé sur l'idée d'une différence culturelle entre les sexes. Les militantes se mobilisent et se sentent liées les unes aux autres en vertu de leur adhésion commune à un projet de transformation de l'ordre géopolitique mondial, un idéal pouvant être partagé autant par les hommes que par les femmes.

Les solidarités se construisent donc de manière autonome et spontanée au sein de la société civile, en marge des structures de l'amitié féminine développées par VDF. Bien conscientes du phénomène, plusieurs leaders de VDF remettent elles-mêmes en question la pertinence de leur mouvement et de ses structures centralisées. Dans un texte de réflexion rédigé à la fin de la décennie, elles partagent leurs doutes quant à leurs modes d'organisations :

Are structured groups on the way out? Are community organizations, non-membership groups, grassroot movement, the order of the day ? No one denies that the need to work for disarmament, peace and survival is more urgent than ever. But perhaps ours is not the way to do it⁸¹.

Les organisatrices sont lucides : les structures verticales de VDF sont désertées et menacent de devenir désuètes. Une nouvelle manière de donner vie à l'idéal internationaliste prend désormais forme dans des structures décentralisées et plus combatives, jugées plus efficaces pour construire une solidarité horizontale entre les défenseurs et défenderesses d'une libération anti-impérialiste.

Conclusion

Le cas de la *Seconde Conférence* permet d'observer les tergiversations de VDF : bouleversée par de nouvelles conceptions politiques, l'organisation peine à transformer ses structures pour s'y adapter. Les modes d'organisation de l'événement s'inscrivent dans la continuité des structures de l'amitié de la première moitié de la décennie. En

⁸¹ « More Soul Searching », *VOW National Newsletter*, vol. 8, no. 2, juin 1971, p. 7. Archives canadiennes du mouvement des femmes, Université d'Ottawa.

dépité de la disparition du WILC et des espoirs de certaines militantes, les pratiques du mouvement se renouvellent peu. Malgré cette rigidité, les réseaux de l'internationalisme féministe ne peuvent demeurer insensibles aux bouleversements géopolitiques qui marquent la période. Dans la foulée de la formation de nouveaux États postcoloniaux, les réseaux d'amitié et de diplomatie se reconfigurent pour inclure des représentantes de régimes issus de la décolonisation.

Leur présence fait émerger de nouvelles préoccupations, jusqu'alors absentes des réseaux de l'internationalisme féministe. Introduit aux théories tiers-mondistes sur la violence, les inégalités nord-sud et l'héritage colonial, le mouvement des femmes canadien se désintéresse de la question des tensions entre l'Occident libéral et le monde soviétique. Dans le contexte d'une détente entre les deux blocs, les conflits diplomatiques avec l'URSS perdent en importance dans les discussions des militantes. C'est la question de l'antagonisme entre les anciennes colonies et les puissances « capitalistes-impérialistes », mise en évidence par l'extrême violence du conflit vietnamien, qui pose à leur yeux la menace la plus urgente à la paix mondiale.

Une nouvelle définition du problème à résoudre s'impose alors. La guerre n'est plus pensée comme le résultat d'une culture masculine de compétition et de violence ; elle apparaît plutôt comme le résultat d'inégalités structurelles et de politiques impérialistes. La rhétorique pacifiste devient dès lors indissociable d'une réflexion sur la justice sociale internationale ; en vertu de ces nouvelles conceptions, la recherche de la paix passe par la reconnaissance et la remise en cause des conditions sociopolitiques et économiques accusées de générer les conflits. Les militantes ne visent plus un changement de culture qui permettrait d'adoucir les tensions ; elles sont convaincues de la nécessité d'une transformation radicale du système de relations internationales néocolonial.

Dans la foulée de ce repositionnement, un rapport nouveau -et ambigu- à l'État s'instaure. Reconnaisant la responsabilité de leur gouvernement dans le maintien d'un ordre géopolitique fondamentalement violent, plusieurs militantes adoptent une

posture critique à son égard : plutôt que de chercher à investir ses structures pour les moraliser et les réformer, elles conçoivent leur mouvement comme une force d'opposition face aux États « impérialistes ». VDF, qui demeure structurée par les balises du groupe de pression restreint, peine à organiser une action collective cohérente avec ces nouveaux objectifs. L'organisation est éventuellement dépassée par la pression de sa base militante, qui privilégie désormais l'action autonome, spontanée et décentralisée. Ses structures centralisées et peu démocratiques sont désertées par les partisans d'un internationalisme populaire et horizontal.

Finalement, alors que la discussion se centre sur la question des inégalités économiques et politiques entre le Nord et le Sud global, le fondement même de l'internationalisme féministe se dissipe : les discours centrés sur des aptitudes et des expériences féminines fédératrices perdent de leur pertinence. Plutôt que de se construire à travers l'amitié féminine, c'est désormais dans la lutte solidaire contre un ennemi commun, l'impérialisme, que doit se matérialiser l'idéal internationaliste. Les fondements de cette politique de solidarité demeurent toutefois ambigus : comment, concrètement, s'organiser pour donner vie à ce projet ambitieux de refonte d'un ordre géopolitique néocolonial ? Surtout, dans le contexte d'une décentralisation de l'action politique, comment coordonner l'ensemble des initiatives autonomes afin de développer une politique efficace d'opposition à l'impérialisme ? C'est le problème auquel seront confrontées les militantes à la fin de la décennie.

CHAPITRE IV

SORORITÉ : LES CONFÉRENCES INDOCHINOISES (1971)

En avril 1971, deux vastes « Conférences indochinoises » sont organisées à Toronto et à Vancouver. Chaque événement réunit environ six-cent femmes canadiennes et états-uniennes durant une semaine. Elles y rencontrent une délégation de six femmes indochinoises¹. Le projet est d'abord né d'une initiative conjointe de la Voix des Femmes et de l'Union des Femmes vietnamiennes, mais il s'est élargi rapidement. Une multitude d'autres groupes féminins et féministes participent finalement aux conférences, qui réunissent des féministes radicales, des collectifs lesbiens, des membres du mouvement chicana et Red Power, des militantes des Black Panthers, ainsi que des femmes responsables de groupes de soutien aux déserteurs états-uniens. En raison de la diversité des groupes qu'elles réunissent, les conférences de 1971 constituent l'une des plus vastes tentatives de coalition féministe nord-américaine du tournant des années 1970. Elles incarnent l'avènement d'une nouvelle phase de l'internationalisme féministe. Beaucoup plus décentralisé qu'auparavant, le projet internationaliste est réinterprété par de nombreux groupes qui se mobilisent autour d'un idéal phare : celui de la « sororité globale ».

¹ La délégation est composée de femmes laotiennes et sud-vietnamiennes et nord-vietnamiennes. Le qualificatif « indochinoise » sera utilisé dans le cadre de ce chapitre, puisqu'il s'agit du terme utilisé par les membres de la délégation pour se désigner elles-mêmes.

Les deux conférences de 1971 ont intéressé plusieurs historiennes des féminismes, puisqu'il s'agit d'un cas d'étude particulièrement éloquent pour étudier de nombreuses divisions qui traversent les mouvements féministes de l'époque. Ces historiennes identifient trois axes de tensions - raciales, sexuelles et nationales - qui entravent selon elles la construction d'une véritable « sororité globale » durant les Conférences indochinoises². Dans son analyse des conflits entre les féministes canadiennes et américaines durant l'événement, Candice Klein en vient à ce constat pessimiste :

The VIWC [Vancouver Indochinese Women's Conference] reflects the limitations of international collaborations built on the shaky ideological grounds of "sisterhood". [...] Sisterhood failed to unite women on a global scale because it ignored the inequalities and fundamentally different lived experiences of women, and the VIWC exemplifies the conflict that ensued³.

Au banc des accusés, figure l'idéal de la sororité : compris comme une volonté d'unifier les femmes dans une communauté homogène et exempte de tensions, cette dernière est présentée comme un projet inadéquat qui, en raison de ses angles morts, aurait causé l'échec des efforts de coalition.

Si ces critiques historiographiques permettent de souligner avec justesse les nombreuses tensions qui traversent le mouvement au tournant des années 1970, elles tendent toutefois à exagérer la portée des discours sur la sororité et des carences théoriques qu'on lui attribue : il semble indu de leur faire porter la responsabilité des divisions structurelles qui traversent le mouvement féministe de l'époque, indépendamment de la validité ou de l'insuffisance de ses cadres conceptuels⁴. Blâmer

² Judy Wu, « War at Peace Conference » dans *Radicals on the Road. Internationalism, Orientalism and Feminism during the Vietnam Era*, New York, Cornell University Press, 2013, pp. 219-243; Lynn Ly, « Beyond Refusal: Queer Transpacific Feminism During the Vietnam War », *TOPIA: Canadian Journal of Cultural Studies*, vol. 38, septembre 2017, pp. 145-54; Candice Klein, « “They Didn't Even Realize Canada Was a Different Country”: Canadian Left Nationalism at the 1971 Vancouver Indochinese Women's Conference », *Labour / Le Travail*, vol. 84, 2019, pp. 231-258.

³ Klein, Candice, *Op. cit.*, p. 251.

⁴ Nous nous inspirons ici de la critique que fait Ian McKay d'une « scorecard approach », qui consiste à évaluer les mouvements sociaux en fonction de leur succès ou de leur échec : « Understandable and useful in one way, it reflects an unthinking, deep liberalism in another. It assumes that individuals should be held accountable for conceptual frameworks that operate far beyond the control of any one of

ainsi la sororité et conclure à son « échec » implique également de prendre pour acquis que les militantes de l'époque avaient la prétention, par leur discours sur la question, de parvenir à transcender les tensions raciales, sexuelles et nationales. En présentant cette hypothèse comme un donné, l'historiographie court toutefois le risque de fossiliser une vision caricaturale de la sororité et d'évacuer la complexité de ses usages politiques.

En effet, les critiques de la sororité ne doivent pas faire oublier qu'au tournant des années 1970, de nombreux mouvements féministes –et souvent antiracistes– formulent des réflexions complexes sur la question de la différence et des inégalités entre les femmes. Ces réflexions spontanées émergent hors de toute structure centralisée qui dicterait les fondements d'une sororité univoque et unidimensionnelle ; cet idéal demeure dès lors sujets de débats et d'interprétations multiples. Dans ce contexte, nous croyons qu'il faut éviter de présenter la sororité comme une notion stable, ayant une signification universelle clairement définie a priori et qui aurait donc pu « réussir » ou « échouer ». Cherchant à nous dégager d'une problématique de l'échec qui repose sur une réification de la sororité, nous souhaitons plutôt historiciser ce projet pour comprendre l'intérêt qu'il revêt pour les militantes de l'époque : comment les discours sur la sororité sont-ils construits ? Quel est leur sens pour celles qui les formulent ? Pourquoi tant de militantes s'accrochent-elles à ce projet en dépit des évidents et virulents conflits qu'il suscite ? Reconnaisant l'importance des tensions et des différends entourant l'idée d'une sororité globale, nous souhaitons justement comprendre pourquoi, malgré tout, celle-ci s'impose comme cadre de référence partagé par une si grande diversité de militantes.

them. » McKay souligne ainsi avec justesse les limites de cette tendance à blâmer les groupes militants du passé pour l'insuffisance de leur projet lorsqu'ils ne parviennent pas à transcender un ordre social qui les dépasse pourtant. Ian McKay, *Loc. Cit.*, p. 81.

4.1. Unies contre la guerre : féminismes et internationalisme populaire

À la fin de la décennie 1960, dans le contexte de l'effervescence des mouvements antiracistes et de l'opposition à la guerre du Vietnam au Canada et aux États-Unis, les initiatives autonomes de solidarité anti-impérialistes se multiplient. L'internationalisme organisé au sein de grandes structures centralisées cède la place à un internationalisme populaire, qui se construit informellement au sein de la société civile. Le processus d'organisation des Conférences indochinoises incarne cette transition : d'abord formulé au sein des réseaux d'amitiés classiques, le projet échappe au contrôle de VDF et est récupéré par un vaste éventail de collectifs associés au « mouvement de libération des femmes » et au « féminisme tiers-mondiste ». Documenter ce processus nous permet de mieux comprendre l'évolution des structures de l'internationalisme féministe dans la foulée du développement d'une politique de la sororité : comment ces nouvelles alliances féministes se tissent-elles ? Comment la solidarité s'organise-t-elle en l'absence de grandes structures de coordination ? Comment ces nouvelles pratiques d'organisation influencent-elles la composition du mouvement et la définition de ses objectifs ?

4.1.1. « Diplomates du peuple » vietnamiennes et pacifistes canadiennes : naissance d'une solidarité

En 1967, face à l'enlisement du conflit vietnamien et aux dévastations causées par l'opération *Rolling Thunder*, le Parti communiste nord-vietnamien consacre officiellement, lors de son assemblée générale annuelle, l'ouverture d'un « front diplomatique »⁵. Il lance une campagne de « diplomatie populaire » mobilisant des organisations de masse, des syndicats, des artistes et des membres de la communauté intellectuelle vietnamienne⁶. L'objectif est simple : stimuler les mouvements d'opposition à l'intervention américaine. Hanoi espère que la pression de la société

⁵ Lien-Hang Nguyen, « Revolutionary Circuits: Toward Internationalizing America in the World », *Diplomatic History*, vol. 39, no. 3, 2015, p. 415; Harish Mehta, « 'People's Diplomacy': The Diplomatic Front of North Vietnam During the War Against the United States, 1965-1972 », Thèse de doctorat (histoire), Hamilton, McMaster University, 2009, p. 5.

⁶ Harish Mehta, *Op. cit* p. 40.

civile forcera Washington à pondérer son intervention militaire, donnant ainsi un avantage stratégique aux forces communistes sur le terrain et lors de futures négociations⁷. À terme, cette stratégie doit contribuer, selon ses architectes, à la victoire militaire des forces de libération du Vietnam du Sud et à la réunification avec le nord communiste. Dans le cadre de cette campagne, une mission importante est assignée à l'Union des femmes vietnamiennes, une organisation « de masse » affiliée au Parti. L'association se voit confier la responsabilité d'établir des relations avec les mouvements de femmes pour la paix en Amérique et en Europe⁸.

C'est dans ce contexte que l'Union des Femmes nord-vietnamiennes entre en contact avec le bureau national de la Voix des Femmes⁹. Le groupe invite Kay MacPherson, présidente de l'organisation, pour une visite de solidarité de dix jours en République démocratique du Vietnam. MacPherson accepte l'invitation et s'y rend l'année suivante, en compagnie de sa collègue québécoise Claire Culhane¹⁰. Cette visite permet aux deux femmes de créer des liens d'amitié avec les représentantes de l'Union des femmes vietnamiennes. Elles mettent alors sur pied un autre projet : celui d'organiser la venue d'une délégation de femmes vietnamiennes au Canada.

Le projet se réalise durant l'été 1969. Trois femmes représentant l'Union des femmes vietnamiennes et l'Union des femmes pour la libération nationale -la branche féminine du FLN sud-vietnamien- se rendent au Canada¹¹. Les organisatrices canadiennes constatent rapidement que leurs invitées désirent créer des liens avec les nouveaux mouvements de contestation qui s'organisent à l'extérieur des grandes structures internationalistes. Un bilan de la visite rapporte : « Everywhere they went the

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*, p. 57.

⁹ Ha Giang, « Lettre à Kay Mac Pherson », 13 avril 1967. Fonds Thérèse Casgrain, R7906-0-6-F, vol. 5 do. 5. Bibliothèque et archives du Canada.

¹⁰ Kay Macpherson et Christine Donald. *When in doubt, do both: the times of my life*, Toronto, University of Toronto Press, 1994, p. 121.

¹¹ « Vietnamese Women Visit to Canada, Special Issue », *VOW Newsletter*, juillet 1969. Fonds Léa Roback, F1243, vol. 4, do. 0039 "Peace-Periodical". Archives de la Bibliothèque publique juive.

Vietnamese wanted to talk to young people, Canadians and Americans. They met many draft dodgers and deserters »¹². Pour répondre à ces demandes, VDF organise une journée de rencontre à North Hatley, lors de laquelle les femmes vietnamiennes rencontrent une centaine de femmes canadiennes et états-uniennes, dont les membres du jeune collectif Bread and Roses¹³.

Bread and Roses est fondé durant l'été 1969 par des femmes bostonnaises¹⁴. Ses membres sont pour la plupart blanches, issues de la classe moyenne, et ont reçu une éducation supérieure. Elles ont fait leur éducation politique en militant au sein du mouvement étudiant, du mouvement des droits civiques et contre la guerre du Vietnam. Leur collectif naît de réunions féminines organisées pour partager leur expérience du sexisme dans les organisations de la Nouvelle Gauche. Au fil de leur discussion, elles en viennent à identifier la domination masculine comme un système de domination distinct, et conviennent de la nécessité de s'organiser de manière autonome. Elles fondent alors le groupe Bread and Roses dédié à la « libération des femmes ».

Les militantes de Bread and Roses sont galvanisées par leur rencontre avec la délégation vietnamienne à North Hatley. L'une d'entre elles témoigne de l'intense lien de solidarité qui l'unit, selon elle, aux femmes révolutionnaires du Vietnam :

It wasn't sentimental humanitarianism like those stories about Germans and French during WW II. It wasn't because we were all just people: it was because we were comrades in the same fight and because we make a difference -- not to their being able to resist and fight but to how the rest of the world views the war, to how much the administration can dare, to what will happen in the world revolution¹⁵.

Au terme de leur rencontre avec les « diplomates du peuple » vietnamiennes, les militantes bostonnaises sont convaincues que les femmes canadiennes et états-uniennes

¹² *Ibid.*, p. 6.

¹³ Ellin Heirst, « Reflexions on the Meeting with Vietnamese Women in Canada in 1969 », 1971. Women's Movement Collection, F166, do. 4. Simon Fraser University Archives.

¹⁴ Ann Hunter Popkin, « Bread and Roses: an Early Moment in the Development of Socialist Feminism », Thèse de doctorat (sociologie), Boston, Brandeis University, 1978, 284 p.

¹⁵ Ellin Heirst, *Op. cit.*

ont une contribution à apporter à la lutte révolutionnaire : en consolidant un mouvement efficace de solidarité avec le Vietnam, elles contribuent à pondérer l'intervention de l'administration américaine. Elles participent ainsi aux efforts planétaires en vue de la libération anti-impérialiste. Motivées par ce nouvel objectif, les participantes de la rencontre de North Hatley décident de planifier la venue d'une seconde délégation de plus grande envergure. On prévoit la tenue de vastes conférences nord-américaines : les femmes indochinoises pourraient y rencontrer les membres de diverses organisations féminines et féministes. C'est ainsi que naît le projet des « Conférences indochinoises » de 1971.

Pour organiser l'événement, VDF approche d'autres collectifs de jeunes féministes similaires à Bread and Roses revendiquant leur appartenance à un « Mouvement de libération des femmes » (MLF) naissant. Parmi eux figurent le Women Anti-imperialist Collective de Washington et les collectifs Montreal Women's Lib et Toronto Women's Lib¹⁶. En octobre 1970, des représentantes de ces trois groupes se rendent au congrès de la FIFD à Budapest en compagnie de déléguées de Bread and Roses et de VDF¹⁷. Elles en profitent pour rencontrer une délégation de femmes indochinoises afin de planifier le projet de conférences au Canada. Ces dernières sont catégoriques : elles souhaitent renforcer leurs liens avec le plus vaste éventail possible de groupes féminins et féministes nord-américains dans l'espoir de consolider un mouvement de masse opposé à l'intervention états-unienne. À leur retour de Budapest, les déléguées canadiennes et états-uniennes se font les porte-paroles de cette demande. L'une d'entre elles résume :

I hope lots of women will be able to meet the Vietnamese women and will work on making the conferences possible. Not only for what the Vietnamese can teach us and for how they can inspire us, but for how we can work together to fight America here¹⁸.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ « Origin of Canada Conference », p. 4. Women's Movement Collection, F166, do. 4. Simon Fraser University Archives.

¹⁸ Ellin Heirst, *Op. cit.*

À leurs yeux, la conférence devrait surtout servir de prétexte à la construction d'un vaste contre-pouvoir de la société civile, capable d'attaquer de l'intérieur l'Empire américain. Si VDF appuie cet objectif d'une mobilisation large, le groupe se sent toutefois peu outillé pour mener à bien un tel projet. Ses dirigeantes en ont désormais conscience : les structures de VDF, pensées pour réaliser des projets de lobbying, de « conférences au sommet » ou de délégation à l'étranger, se révèlent inadaptées pour organiser efficacement des solidarités populaires. Le groupe résout donc de réduire son rôle à celui de « facilitateur » : il prendra en charge les visas, le transport, l'hébergement des femmes vietnamiennes¹⁹. Le travail de réseautage, de recrutement et de coalition est quant à lui confié à Bread and Roses et aux quatre collectifs *Women's Lib* de Montréal, Toronto et Washington.

4.1.2. Le MLF et les Conférences : en quête d'une solidarité à inventer

Ces groupes voient d'un bon œil le projet de coalition. Dans les pages du *Montreal Women's Liberation Journal*, certaines militantes font part de leur enthousiasme :

When we recently discovered that a group of North Vietnamese women would be visiting Canada in October, and that they had expressed specific interest in getting together with Women's Liberation, it seemed that this would be a great opportunity to try to bring women together from as many cities and countries as possible. [...] Hopefully, what would come out of this conference would be a basis of solidarity and communication on which to build a more together and politically effective women's movement²⁰.

À leurs yeux, le processus d'organisation est aussi, sinon plus, important que les conférences en elles-mêmes. Les organisatrices sont conscientes qu'un nombre limité de femmes pourront participer aux rencontres, mais espèrent que les efforts d'organisation, de réseautage et de mobilisation nécessaires à la réalisation d'un tel

¹⁹ Lydie Sayle, « A Subjective Post-Mortem of the Indochinese Conference held in Vancouver », Avril 1971. Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 3, do. 28. Bibliothèque et archives du Canada.

²⁰ « Conference? », *Montreal Women's Liberation Newsletter*, no. 2, 1970, p. 3. Archives canadiennes du mouvement des femmes, Université d'Ottawa.

projet puissent toucher l'ensemble du mouvement des femmes nord-américain²¹. Elles perçoivent ce processus comme l'occasion d'ouvrir un espace de débat en vue de renforcer leurs liens de solidarité, de préciser leurs objectifs et de lutter contre l'isolement des collectifs locaux.

Ces efforts sont d'autant plus nécessaires que le mouvement demeure, au tournant des années 1970, diffus et fragmenté. Dans sa monographie *Finding the Movement*, l'historienne américaine Anne Enke décrit bien le caractère paradoxal d'un mouvement qui est à la fois « partout » et « nulle part » :

The phrase "women's liberation" was in the airwaves, on the streets and on the shop floors, in schools and the halls of government, in kitchens and in bedrooms throughout the United States. Everywhere, it seemed, women were resisting gender roles and their relegation to "second place" in a society structured around binary gender divisions that seemed to privilege men in virtually every arena. Yet many people who had heard of the women's movement did not know where, literally, to find it²².

Le mouvement de libération des femmes (MLF), malgré sa popularité, demeure au tournant des années 1970 un phénomène ambigu aux frontières floues : il réfère à une multitude d'initiatives spontanées et de collectifs informels, sans membership clair, se formant spontanément et se dissolvant souvent rapidement. Bien qu'ils revendiquent tous leur appartenance au MLF, ces groupes ne sont liés par aucune organisation formelle. Le jeune mouvement ne dispose pas d'une infrastructure solide, de canaux de communications permettant de coordonner ses efforts ou d'un projet politique clairement défini.

Dans ce contexte, si le projet d'une coalition féministe est enthousiasmant et prometteur, il s'annonce également ardu. Les membres des quatre collectifs responsables d'organiser l'événement l'écrivent elles-mêmes : « There should be some

²¹ « Projected Conference in North America with Indochinese Women », novembre 1970. Women's Movement Collection, F166, do. 4. Simon Fraser University Archives.

²² Finn Enke, *Finding the Movement: Sexuality, Contested Space, and Feminist Activism*, Durham, Duke University Press, 2007, p. 3.

unity to these groups, but how? [...] Even basic communications with sisters in other cities is lacking²³ ». Pour s'attaquer à ce défi, les organisatrices des Conférences indochinoises organisent une rencontre préparatoire à Baltimore. Grâce à leurs réseaux de contacts au sein de la Nouvelle Gauche, elles invitent des représentantes de quatorze villes nord-américaines. Elles établissent alors un plan de mobilisation, et divisent le territoire canadien et états-unien en sous-régions. Chaque collectif présent se voit attribuer une tâche de réseautage et d'invitation des collectifs présents sur son territoire²⁴. Parmi les groupes à inviter dans le projet de conférence, les organisatrices incluent notamment des étudiantes, des membres de groupes de soutien aux déserteurs, des groupes de défense des droits des chômeuses, des groupes lesbiens et des collectifs féministes.

Pour satisfaire les demandes de leurs invitées indochinoises, les organisatrices cherchent tout particulièrement à créer des liens avec une catégorie de femmes avec qui elles entretiennent peu de contact : les femmes de couleur provenant des mouvements de libération antiracistes en Amérique du Nord. Leur présence est extrêmement importante aux yeux de l'Union de femmes vietnamiennes. Dans le cadre de leur stratégie de diplomatie populaire, les autorités nord-vietnamiennes souhaitent tout particulièrement construire des alliances avec la communauté afro-américaine, perçue comme une force politique ayant le potentiel de déstabiliser les États-Unis²⁵. L'Union des femmes insiste donc, dès les premiers préparatifs des conférences, pour que soient incluses des femmes du Black Panther Party (BPP) dans le projet²⁶. Les organisatrices canadiennes et états-uniennes –qui constituent, selon leurs dires, un groupe de « femmes blanches²⁷ »- déploient donc un effort particulier pour intégrer ces militantes antiracistes à leur projet de coalition.

²³ « Projected Conference in North America with Indochinese Women », *Op. cit.*, p. 3.

²⁴ « Projected Conference in North America with Indochinese Women », *Op. cit.*, p. 5.

²⁵ Harish Mehta, *Op. cit.*, p. 82.

²⁶ « Projected Conference in North America with Indochinese Women », *Op. cit.*, p. 7.

²⁷ « Origin of Canada Conference », *Op. cit.* p. 6.

4.1.3. Antiracisme et féminisme : le mouvement des « femmes tiers-mondistes »

Les femmes invitées par le biais de ces efforts de réseautage appartiennent à un mouvement des « femmes tiers-mondistes » qui connaît alors ses premiers balbutiements aux États-Unis. Ce mouvement prend d'abord forme au sein du mouvement de libération afro-américain dans la deuxième moitié de la décennie. Avec la fondation du Black Panther Party (BPP) en 1966, le mouvement élargit ses revendications : plusieurs groupes radicaux en viennent à prôner une révolution socialiste et anti-impérialiste comme seul moyen d'abolir l'oppression des communautés noires²⁸. Pour se construire des modèles révolutionnaires, les têtes pensantes du BPP s'inspirent d'idoles communistes telles que le Cubain Fidel Castro, le Ghanéen Kwame Nkrumah et le dirigeant chinois Mao Zedong. Le Vietnam occupe une place centrale dans cet imaginaire politique : la « révolution vietnamienne », perçue comme un modèle de lutte contre l'impérialisme américain, suscite l'admiration du mouvement de libération afro-américain. Les militant.e.s noir.e.s en viennent à se penser comme partie prenante de ces mouvements et à se définir comme un peuple colonisé à l'intérieur même du territoire états-unien²⁹.

Inspirés par ces développements, de nouveaux mouvements de libération raciale voient le jour aux États-Unis. Entre autres, le mouvement chicano/a prend de l'ampleur dans les communautés mexicano-américaines : c'est en se mobilisant contre la guerre du Vietnam et en dénonçant la surreprésentation des hommes chicanos parmi les victimes américaines du conflit que les communautés se politisent. La mobilisation contre la guerre pose également des bases d'un mouvement pour une amélioration de la situation socio-économique des communautés mexicano-américaines et une reconnaissance de

²⁸ Jessica Frazier, « Making connections in Viet Nam: U.S. Women's Transnational Activism and the Meanings of Race, Gender, and Revolution, 1965–1975 », Thèse de doctorat (histoire), State University of New York, 2013, p. 94.

²⁹ *Ibid.*, p. 99 ; David Austin, *N***** Noirs, N***** Blancs. Race, sexe et politique dans les années 1960 à Montréal* (trad.), Montréal, Lux Éditeur, 2015, pp. 35 et 140.

leur héritage culturel³⁰. Le mouvement chicano/a place le Vietnam au cœur de son imaginaire politique : le conflit est fréquemment comparé à la conquête de l'Amérique par les Européens quelques siècles plus tôt³¹. Revendiquant Aztlán, territoire de la civilisation aztèque à l'époque précolombienne, comme territoire national, le mouvement célèbre son héritage métis et s'identifie à une identité colonisée.

En raison de cette identification aux luttes des « damnés de la terre », de plus en plus de militant.e.s chicanos/a se joignent aux Afro-Américains et à d'autres militants de mouvements de libération, dont des Japonais-Américains et des Autochtones, pour fonder des coalitions de libération des peuples assujettis en Amérique du Nord. Ensemble, ces mouvements revendiquent leur appartenance à une « gauche tiers-mondiste » : ils s'identifient à un nationalisme révolutionnaire marxiste-léniniste ou maoïste et conçoivent leurs luttes pour la libération raciale aux États-Unis comme partie prenante des luttes de libération nationale socialistes menées par le « tiers-monde³² ».

En parallèle de ces développements, une conscience féministe prend forme dans ces mouvements. Au sein des Black Panthers, de nombreuses femmes forment des comités féminins en réaction au sexisme vécu dans le mouvement : elles mettent de l'avant la nécessité d'une libération des femmes qui devrait être partie intégrante d'une lutte socialiste pour la libération des noirs³³. Des femmes chicanas forment également des collectifs distincts pour lutter contre les stéréotypes de genre au sein des mouvements chicano/a/s mixtes³⁴. Inspirées par les discours tiers-mondistes qui gagnent en popularité au sein de leurs réseaux, ces militantes revendiquent une identité de

³⁰ Lorena Oropeza, *Raza Si! Guerra No! Chicano Protest and Patriotism During the Viet Nam War Era*, Berkeley, University of California Press, 2005, p. 4.

³¹ *Ibid.*, p. 10.

³² Laura Pulido, *Black, Brown, Yellow, and Left : Radical Activism in Los Angeles*, Berkeley, University of California Press, 2007, p. 6.

³³ Kimberley Springer, *Living for the Revolution: Black Feminist Organizations, 1968–1980*. Durham, Duke University Press, 2005, p. 45.

³⁴ Lorena Oropeza, *Loc. cit.*, p. 11.

« femmes du tiers-monde » : elles définissent leur expérience comme le résultat de la confluence de l’oppression coloniale, patriarcale et capitaliste³⁵. Au nom de cette expérience partagée de « triple oppression³⁶ », elles cherchent à se solidariser avec les autres femmes racisées en Amérique du Nord en créant des collectifs multiraciaux. Ainsi, elles fondent la Third World Women Alliance (TWWA) à New York durant l’été 1970.

C’est ce groupe qui est approché par les organisatrices des Conférences indo-chinoises³⁷. Le jeune collectif accepte l’invitation et décide de profiter de l’occasion pour étendre les réseaux de solidarité des « femmes du tiers-monde » sur le continent nord-américain. Il lance un vaste effort de réseautage au sein de divers mouvements antiracistes afin de mettre sur pied deux délégations tiers-mondistes : l’une sur la côte Ouest en vue de la conférence de Vancouver et l’autre sur la côte Est pour la rencontre de Toronto. La TWWA profite de l’occasion pour créer des liens avec des militantes du « Young Lord Party », un mouvement luttant pour la libération des populations portoricaines, ainsi qu’avec des femmes du mouvement I Wor Kuen, un collectif marxiste regroupant des Américains.e.s d’origine asiatique³⁸. Ces efforts de mobilisation permettent de mettre sur pied deux délégations de trois cents « femmes du tiers-monde » canadiennes et états-uniennes en vue de chacune des conférences³⁹.

Ces mouvements féministes tiers-mondistes souhaitent également se solidariser avec les femmes franco-québécoises. Alors que s’organisent les Conférences indo-chinoises, le Québec est bouleversé par la crise d’Octobre : des cellules du Front de libération du

³⁵ Judy Wu, *Loc cit.*, p. 212.

³⁶ Ashley D. Farmer, *Remaking Black Power: How Black Women Transformed an Era*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2018, p. 175.

³⁷ « Origin of Canada Conference », *Op. cit.*

³⁸ Maureen Hynes, Carolyn Egan et Nancy Reynolds, « Connecting Anti-Imperialists to End War: Toronto – Indo-Chinese Women’s Conference, 1971 », entretien d’histoire orale réalisé par Sue Collins pour *Rise Up Feminist Archives*, n.d. [en ligne], <https://riseupfeministarchive.ca/collection-women-unite/toronto-indo-chinese-womens-conference-1971>

³⁹ Kathleen Gough Aberle, « An Indochinese Conference in Vancouver », *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, vol. 3, n° 3-4, 1971, pp. 2-29.

Québec, revendiquant la « décolonisation socialiste du Québec », kidnappent un dignitaire et un politicien et déclenchent ainsi une crise sociale et politique d'envergure. Le gouvernement Trudeau adopte la Loi sur les mesures de guerre, l'armée canadienne patrouille Montréal et des centaines de personnes liées à la gauche montréalaise sont arrêtées. Sensibles à la rhétorique anticoloniale mise de l'avant par le FLQ⁴⁰, de nombreux mouvements tiers-mondistes nord-américains voient dans l'intervention de l'armée canadienne une matérialisation de la domination coloniale du peuple québécois. C'est pourquoi un groupe de féministes afro-canadiennes propose d'organiser une troisième Conférence indochinoise à Montréal. Elles expliquent :

Montreal would focus world attention and world support on the liberation movement of the Québécois People, therein to strengthen international solidarity for and with the revolutionary struggle of French-speaking People of Québec, Canada⁴¹.

Les féministes tiers-mondistes sont particulièrement sympathiques à l'égard du Front de libération des femmes du Québec (FLF), avec qui elles partagent une analyse féministe et anticoloniale. À l'instar des féministes tiers-mondistes, les membres du FLF conçoivent leur situation comme le résultat d'une triple oppression coloniale, capitaliste et patriarcale⁴². En raison de cette affinité idéologique, le FLF est d'abord enthousiaste face au projet : durant l'automne 1970, plusieurs de ses membres se rendent à New York en compagnie de la militante américaine Marlène Dixon. Elles y rencontrent les féministes tiers-mondistes pour discuter du projet de conférence. Pour officialiser leur solidarité avec ces mouvements de libération, les membres du FLF participent à plusieurs manifestations en compagnie de militantes Black Panthers⁴³.

⁴⁰ À ce sujet, voir Sean Mills, *Contester l'Empire : pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal (1963-1972)*, Montréal, Hurtubise, 2011, pp. 185-225.

⁴¹ The Montreal International Collective. « Memorandum to the Interim Work Committee », 19 décembre 1970. Women's Movement Collection, F166, do. 4. Simon Fraser University Archives.

⁴² Sean Mills, *Op. cit.*, p. 157.

⁴³ « Lettre à des féministes américaines », dans Louise Toupin et Véronique O'Leary (dirs), *Québécoises debouttes! Une anthologie de textes du Front de libération des Femmes (1969-1971) et du Centre des femmes (1972-1975)*, Montréal Remue-Ménage, 1982 [1970], p. 79 ; Arianne Émond, « Québécoises Debouttes! », *La vie en rose*, no. 10, mars 1983, p. 53.

Les efforts pour créer des solidarités entre les militantes noires, chicanas, portoricaines, asiatiques et québécoises en vue des Conférences indochinoises contribuent donc à la consolidation d'un mouvement féministe tiers-mondiste qui émerge de divers mouvements de la gauche nationaliste. Inspirés par les théories anticoloniales, ces mouvements pensent leurs luttes de libération comme partie prenante d'un combat pour l'émancipation des peuples « colonisés » à l'intérieur même du territoire nord-américain. L'organisation des conférences indochinoises fournit l'occasion de mettre en pratique cet idéal d'une solidarité entre les femmes « colonisées » d'Amérique du Nord : l'événement motive le déploiement d'un important effort de réseautage entre divers collectifs locaux de libération raciale ou nationale.

Pour organiser les conférences, ces délégations tiers-mondistes se joignent donc à un ensemble hétéroclite de collectifs liés au « mouvement de libération des femmes » majoritairement blanc et anglophone ainsi qu'aux groupes pacifistes représentés par VDF et ses alliés. Malgré leur hétérogénéité, les divers groupes impliqués dans le projet ont un point commun : ils sont tous mués par l'urgence de s'opposer au conflit vietnamien, un enjeu au cœur de l'actualité et des préoccupations de leurs mouvements respectifs. Encouragées par l'État nord-vietnamien à travers les efforts de mobilisation des diplomates du peuple, les participantes sont de plus en plus convaincues que le meilleur moyen de se montrer solidaires face aux femmes vietnamiennes est de consolider, en Amérique du Nord, une opposition massive à l'administration américaine. Le conflit vietnamien et le projet de conférence servent en quelque sorte de « catalyseur organisationnel⁴⁴ » motivant un élargissement rapide et massif des réseaux de l'internationalisme féministe. Ses ramifications s'étendent désormais bien au-delà des structures de l'amitié développées au début de la décennie. Le mouvement s'élargit pour inclure des représentantes de la gauche nationaliste ainsi que des

⁴⁴ Cette expression est empruntée à Oropeza. *Loc. cit.*, p. 11

mouvements pacifistes, antiracistes, féministes. Toutes cherchent à s'allier dans une vaste coalition de solidarité avec la révolution vietnamienne.

Le projet suscite un tel enthousiasme que les organisatrices de VDF et des collectifs anti-impérialistes sont dépassées. Celles-ci tentent d'établir un quota de participation pour assurer une représentation équitable des représentantes de chaque ville tout en conservant un nombre raisonnable de participantes aux conférences⁴⁵. Elles sont incapables de le faire respecter : un nombre grandissant d'initiatives locales et de collectifs se greffent aux réseaux de solidarité et revendiquent leur droit de participer au projet. Ces alliances se tissent de manière spontanée et échappent au contrôle des structures centralisées de l'amitié féminine. L'événement marque ainsi l'aboutissement d'une transition entamée depuis la « Deuxième conférence des femmes pour la paix » : l'internationalisme féministe prend désormais la forme d'un internationalisme populaire constitué de réseaux informels au sein d'une base militante qui ne cesse de s'élargir.

4.2.Sœurs en guerre : conflit et sororité autour des Conférences indo-chinoises

À la fin de l'année 1970, le projet des Conférences indo-chinoises, prévu pour le printemps suivant, est sur toutes les lèvres : du Front de libération du Québec au collectif RadicalLesbian de San Francisco, du « Caucus tiers-mondiste » de Los Angeles aux groupes d'épouses de déserteurs établis au Canada. Les militantes planifient l'événement dans des rencontres locales et débattent de ses orientations par le biais de pamphlets, de manifestes et dans les pages de leurs journaux clandestins. Ces textes circulent partout au Canada et aux États-Unis par le biais de réseaux militants informels. Par ces échanges, les militantes se questionnent sur la meilleure manière d'organiser l'événement, de définir ses objectifs et de faire sens de ce vaste effort de coalition féminine. C'est ainsi un véritable espace de débat qui se construit

⁴⁵ Celles-ci craignent qu'une trop grande affluence de militantes états-uniennes aux frontières canadiennes n'éveille les soupçons et nuisent à la capacité de certaines d'entrer au pays. Vancouver Conference Committee. « Letter to the Conference Participants », 1971. Women's Movement Collection, F166, do. 5. Simon Fraser University Archives.

au Canada et aux États-Unis pour réfléchir aux orientations de l'internationalisme féministe.

C'est dans ce contexte qu'émergent divers discours sur la sororité. Tous se questionnent sur la nature de ce qui lie les militantes les unes aux autres : comment articuler les luttes spécifiques des divers collectifs ? Comment générer une unité en dépit de l'hétérogénéité des groupes représentés ? Surtout, comment construire des ponts entre les collectifs MLF, majoritairement blancs et anglophones, et les féministes tiers-mondistes issues des mouvements antiracistes et anticoloniaux ? Pour répondre à ces questions, trois grandes conceptions de la sororité émergent. La première est formulée par les organisatrices anti-impérialistes : leurs réflexions sur la sororité s'inspirent librement des idées marxistes de la Nouvelle Gauche tout en y incorporant une analyse féministe. La seconde, formulée par les féministes tiers-mondistes, réfléchit à la sororité à partir d'une perspective antiraciste et anticoloniale. Finalement, une troisième tendance émerge : des féministes « autonomes » dénoncent les conceptions anti-impérialistes et anticoloniales et revendiquent la construction d'une sororité dans la lutte contre le patriarcat.

4.2.1. Sororité anti-impérialiste

La discussion est lancée par les quatre collectifs chargés d'organiser les conférences : le groupe Bread and Roses, le Montreal Women's Lib, le Toronto Women's Lib et le DC Anti-imperialist Women's Liberation Committee font circuler un pamphlet expliquant leurs intentions pour l'événement⁴⁶. À leurs yeux, la conférence devrait avoir pour objectif de « build a continent-wide anti-imperialist women's movement⁴⁷ ». Ces efforts de mobilisation féministes sont pensés comme complémentaires à ceux de l'ensemble des mouvements révolutionnaires mixtes :

⁴⁶ Deux versions du pamphlet circulent : « Projected Conference in North America with Indochinese Women », *Op. cit.*; « Origin of Canada Conference », *Op. cit.*

⁴⁷ *Ibid.*, p. 1.

The movement of Women's Liberation is part of a large force of social unrest among people who have begun to realize that the American dream of freedom and prosperity is a lie. [...] We in Women's Liberation are for equal rights, but we do not want to be equal with men in a society where everyone is in chains. We do not want to be free to become a Nixon or a Rockefeller. We therefore understand that the only way women can achieve real liberation is to become part of the whole revolutionary struggle⁴⁸.

Reprenant les idées marxisantes de la Nouvelle Gauche, les autrices considèrent que leur libération passe par la lutte internationale contre l'impérialisme américain et le système capitaliste.

Les autrices du pamphlet soulignent toutefois l'urgence d'incorporer une perspective féministe au sein de ce cadre d'analyse anticapitaliste. À leurs yeux, l'émancipation et l'autonomisation des femmes constituent une dimension essentielle de la lutte révolutionnaire. Le féminisme, en permettant aux femmes de se développer en tant que sujet politique autonomes et libres de la domination masculine, est essentiel pour maximiser le potentiel révolutionnaire de cette frange de la population. C'est ainsi qu'elles interprètent leur propre parcours :

Although we are part of the entire struggle against imperialism in the U.S, we have organized ourselves separately as women. When we worked in the Civil Rights movement and the Antiwar movement, the men were the leaders and the women typed and answered the phones. Since we have had our own movement we have been able to develop our own ideas and our own strengths, and we are better revolutionaries [...] By discovering our own oppression and by understanding the causes of it we have become more committed to the entire fight⁴⁹.

Selon les autrices du manifeste, c'est d'abord et avant tout pour changer leurs propres conditions d'existence que les peuples deviennent acteurs d'un changement révolutionnaire. C'est pourquoi elles insistent sur certaines conditions matérielles d'existence partagées par l'ensemble des femmes sous le capitalisme :

⁴⁸ *Ibid.*, p. 4.

⁴⁹ *Ibid.*

Women are oppressed in our society economically and psychologically. In North America, women do not have: 1-Day Care Centers; 2-Adequate Medical Centers; 3- Equal Pay: Equal access to jobs (women are only 7 of all doctors [sic]); 4. Maternity benefits; 5. Equal education opportunities; 6. The right to free abortion on demand. Moreover, every day in the mass media we are fed an image of women as nothing more than a sexual object. Women are taught to compete with each other for men instead of seeing each other as commonly oppressed sisters⁵⁰.

Ainsi, les Canadiennes et États-Uniennes sont victimes d'un système capitaliste qui marginalise systématiquement les femmes. Pour les féministes blanches qui rédigent le manifeste, cette expérience d'oppression fait d'elles des alliées naturelles des mouvements de libération anti-impérialistes. C'est sur la base de cette appartenance à une lutte commune que les autrices du manifeste souhaitent s'appuyer pour développer une solidarité avec leurs « sœurs » issues des mouvements antiracistes : « We want to stress the importance of the struggle of the colored people in the U.S. and the struggle of other nations against imperialism [...] As white Americans we have a different kind of oppression, but we are all struggling against one enemy⁵¹. » C'est en développant leur conscience de ce lien que les femmes blanches et les femmes racisées pourront, selon les autrices du manifeste, s'unir et se constituer en force massive d'opposition à l'impérialisme.

C'est ce qu'elles souhaitent faire dans le cadre des Conférences indochinoises. Les autrices du manifeste proposent à tous les collectifs impliqués dans l'organisation de l'événement de rédiger une « Proclamation of Birth of the New American Woman⁵². » Dans le cadre de ce projet, elles invitent les militantes en lutte contre le sexisme ou le racisme à présenter leurs activités et à tenter de réfléchir à la manière dont ces différents combats sont partie prenante d'une même lutte contre l'oppression capitaliste-impérialiste : « We need to find more ways to understand the inter-relatedness of our

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.* p. 3.

lives and movements ⁵³ ». C'est, selon elles, en s'unissant pour réfléchir aux liens entre leurs réalités et leurs luttes respectives que les femmes développeront « a new feeling of solidarity and sisterhood⁵⁴ » et pourront jeter les bases d'un mouvement plus unifié et cohérent politiquement. Elles suggèrent que la Proclamation des femmes soit signée par toutes les participantes et remise à la délégation indochinoise en guise de démonstration de solidarité : en se constituant comme une force révolutionnaire massive et unifiée, le mouvement féministe nord-américain pourra se positionner comme un allié important de la révolution vietnamienne et, plus largement, de la lutte globale contre l'impérialisme.

4.2.2. Sororité et libération des « colonisées de l'intérieur »

Le manifeste des féministes anti-impérialistes suscite de nombreuses réactions au sein du mouvement féministe tiers-mondiste. Entre autres, le « Third World Women's Caucus », un regroupement formé sur la côte ouest des États-Unis en vue des conférences, répond par la diffusion de son propre manifeste. Les autrices y dénoncent la prétention des collectifs anti-impérialistes à se positionner comme les représentantes fédératrices du mouvement féministe. Le Caucus tiers-mondiste voit dans cette attitude la manifestation d'une « mentalité petite-bourgeoise » : les féministes anti-impérialistes blanches s'imaginent être liées aux peuples colonisés en raison de leur oppression en tant que femmes, tout en faisant l'impasse sur les « privilèges » que leur confère leur blancheur⁵⁵.

Selon le Caucus tiers-mondiste, les féministes anti-impérialistes se contentent de discours abstraits, empreints de « [...] sentimentality, which is used to cover over differences [...]»⁵⁶, plutôt que d'attaquer de front la question du racisme. En

⁵³ DC WLM Anti-Imperialist Collective, « Thoughts about the Women's Proclamation », 28 novembre 1970. Women's Movement Collection, F166, do. 4. Simon Fraser University Archives.

⁵⁴ « Origin of Canada Conference », *Op. cit.*

⁵⁵ Third World Women's Caucus, « Third World Position Paper », n.d. [vers février 1971], Women's Movement Collection, F166, do. 3. Simon Fraser University Archives.

⁵⁶ Cité dans : Vancouver Delegation to the Portland Meeting, « Indochinese Conference (for internal use) », 1971 Women's Movement Collection, F166, do. 3. Simon Fraser University Archives.

minimisant l'importance des divisions raciales en Amérique du Nord, elles reproduisent des mécanismes « racistes » qui reconduisent l'exclusion et la marginalisation des « femmes du tiers-monde ». L'organisation même des conférences en témoigne : le Third World Women Caucus déplore que le projet soit né dans les réseaux d'amitiés informels dominés par les femmes blanches. Ces dernières auraient invité les « femmes du tiers-monde » nord-américaines à se rallier au projet, sans toutefois les consulter. Le Caucus tiers-mondiste dénonce : « the mailings which we received [...] never mentioned Third World leadership and participations in both national and international aspects of the movement⁵⁷ ». Doublant leur critique antiraciste d'une analyse de classe, elles expliquent que peu de « femmes du tiers-monde » risquent de se présenter à l'événement : « they haven't the money to lose by not working one or more days and to spend on child care and travel expenses⁵⁸ ». Les organisatrices blanches sont accusées d'être incapables de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes pauvres et des femmes de couleur. Aux yeux du Third World Women Caucus, le projet d'une sororité anti-impérialiste demeure donc essentiellement rhétorique : puisqu'il ne s'accompagne d'aucun moyen concret d'abolir les frontières divisant les femmes blanches des femmes du tiers-monde, il ne peut déboucher sur la construction de solidarités tangibles.

Pour lutter contre les dynamiques racistes qui imprègnent le mouvement féministe, les autrices du manifeste revendiquent une plus grande autonomie au sein de la coalition. Elles proposent que deux journées de la conférence de Vancouver soient réservées aux femmes tiers-mondistes : « We feel that since we have been denied an equal participation with white groups, we can only ask for equal but separate conferences⁵⁹ ». Cette structure est dépeinte comme l'unique moyen d'échapper à la domination des femmes blanches et de travailler d'égaux à égaux sur le projet de

⁵⁷ Third World Women's Caucus, *Op. cit.*

⁵⁸ Third World Women Caucus, cité dans : « Minutes of Portland, Oregon, Meeting », 6 février 1971. Women's Movement Collection, F166, do. 5. Simon Fraser University Archives.

⁵⁹ Third World Women's Caucus, « Third World Position Paper », *Op. cit.*

conférence. Elles espèrent ainsi pouvoir établir leurs propres contacts avec les femmes vietnamiennes et construire un mouvement féministe tiers-mondiste plus unifié et plus efficace.

Le Caucus tiers-mondiste ne rejette pas pour autant l'idéal d'une sororité avec les féministes blanches. Dans la conclusion de leur manifeste, les militantes expliquent : « Again, we are presenting these criticisms because we want to build an authentic sisterhood and to build with the differences which divide us⁶⁰ ». C'est en abordant de front la question de leurs différences dans une perspective antiraciste que les féministes pourront développer des solidarités fécondes. C'est pourquoi les féministes tiers-mondistes préfèrent pour l'instant se concentrer à la construction d'un mouvement antiraciste autonome et apte à contester efficacement les dynamiques racistes au sein des mouvements féministes nord-américains.

Dans la même optique, le FLF publie une lettre ouverte dans laquelle il critique les féministes anti-impérialistes anglophones. Les autrices franco-québécoises dénoncent les organisatrices qui prétendent parler au nom de l'ensemble des féministes nord-américaines, mais qui gommant l'expérience complexe de nombreuses femmes. Selon le FLF, les discours mettant l'accent sur les intérêts partagés par toutes les femmes effacent la spécificité de l'oppression des franco-Québécoises : « nous sommes opprimées non seulement en tant que femmes, mais aussi en tant que Québécoises francophones, colonisées par les capitalistes anglo-américains », rappellent les autrices de la lettre ouverte⁶¹. C'est pourquoi le collectif revendique l'annulation de la conférence de Montréal. Le FLF considère que, dans le contexte de la crise d'Octobre, ses militantes doivent prioriser la construction d'un mouvement fort de libération des franco-Québécoises, plutôt que de concentrer leur énergie à organiser une conférence dont les orientations sont définies par des féministes anglophones :

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ « Lettre à des féministes américaines », *Op. cit.*

Nous pensons personnellement que la meilleure façon de lutter avec vous et avec toutes les femmes du monde, c'est actuellement de consacrer toutes nos énergies à faire progresser la lutte de libération des Québécoises⁶².

À l'instar du caucus tiers-mondiste, le FLF refuse d'être intégré à un vaste mouvement des femmes dans lequel les expériences spécifiques des « peuples colonisés » seraient reléguées au second plan. Le collectif préfère conserver une plus grande autonomie afin de prioriser ses luttes locales. Le FLF souligne tout de même son adhésion à l'idéal d'une sororité globale. Il annonce d'ailleurs sa volonté de se rendre à Toronto pour rencontrer ses « sœurs » vietnamiennes et nord-américaines. Toutefois, il considère que c'est dans la multiplication des combats locaux des femmes en lutte contre leur oppression spécifique que l'idéal solidaire pourra prendre racine.

Les critiques du FLF et du Caucus tiers-mondiste sont plutôt bien reçues par les féministes anti-impérialistes. Dans les semaines qui suivent la diffusion des documents, l'organisation des conférences s'adapte pour répondre à leurs revendications. La conférence de Montréal est annulée, et deux journées de la conférence de Vancouver sont désignées pour l'organisation de rencontres autonomes des féministes tiers-mondistes avec les femmes indochinoises. Quelques mesures sont également adoptées pour faciliter l'accessibilité des conférences. Le procès-verbal d'une rencontre d'organisation rapporte : « Probably the most important emphasis was to begin changing the class and race nature of people who come to Women's conferences, beginning with the [Indochinese] Conference⁶³. » Les organisatrices planifient un « travel pool » continental pour lever des fonds qui seront par la suite distribués, en fonction des besoins, pour financer le voyage de certaines déléguées venant de communautés marginalisées.

De manière générale, la critique tiers-mondiste contribue à une redéfinition de la sororité au sein des mouvements anti-impérialistes. L'idée d'une sororité préalable à

⁶² *Ibid.*

⁶³ « Minutes of Portland, Oregon, Meeting », *Op. cit.*

l'action politique et découlant naturellement d'une expérience analogue d'oppression se dissipe. Un nombre grandissant de féministes anti-impérialistes conçoivent la sororité comme un idéal ne pouvant être atteint que par la lutte contre les inégalités économiques et raciales divisant les femmes : « A genuine sisterhood has to be struggled for and cannot be universal while racism and class differences exist », concluent par exemple deux féministes anti-impérialistes de Vancouver suite aux échanges avec le Caucus tiers-mondiste⁶⁴. Invoquant la nécessité de « [...] build an authentic sisterhood », un collectif de féministes blanches de Los Angeles écrit pour sa part : « it can only occur if white women are willing to struggle very hard against their racism and its manifestation in the planning⁶⁵. » De nombreuses militantes anti-impérialistes affirment être désormais convaincues : c'est en reconnaissant et en luttant contre leur privilège que les femmes blanches peuvent espérer développer une solidarité véritable avec les féministes tiers-mondistes.

4.2.3. Sororité face au patriarcat : féminisme autonome et « Quatrième monde »

Cette conception ne fait toutefois pas l'unanimité. En réaction aux échanges entre les féministes anti-impérialistes et tiers-mondistes, une troisième tendance émerge. Les partisans de cette troisième voie revendiquent leur appartenance à un MLF « autonome », qu'elles distinguent du MLF anti-impérialiste et du féminisme tiers-mondiste : elles prônent une plus grande indépendance vis-à-vis de la Nouvelle Gauche et des mouvements de libération « dominés par les hommes⁶⁶ ». Elles se font connaître par le biais du « Fourth World Manifesto », un document rédigé par un collectif de féministes blanches de Détroit. Leur manifeste est une réponse directe aux textes

⁶⁴ Ann Roberts et Barbara Todd, « Murmurings After the Indochinese Conference », *Pedestal: a Womens Liberation Newspaper*, vol. 3, no. 5, mai 1971, p. 6-11.

⁶⁵ « Statement from a Member of the White Women in Los Angeles who are Working on the Indochinese Women's Conference », 7 février 1971. Women's Movement Collection, F166, do. 5. Simon Fraser University Archives.

⁶⁶ Barbara Burris et al. « Fourth World Manifesto », décembre 1970, p. 2. Women's Movement Collection, F166, do. 3. Simon Fraser University Archives.

rédigés par les deux autres tendances : il dénonce la manière dont ces groupes conçoivent le projet de conférence et insiste sur la nécessité d'utiliser l'événement pour consolider une sororité globale dans la lutte contre le patriarcat⁶⁷.

Le « Fourth World Manifesto » critique d'abord durement les féministes anti-impérialistes et leurs efforts pour définir les objectifs des Conférences indochinoises. Le document reproche à ces dernières d'instrumentaliser le féminisme pour inciter les femmes à lutter dans les termes de la gauche masculine. Le manifeste dénonce : « the anti-imperialist women, in a new refrain to an old song, are in essence asking women in the independent Women's Movement to focus their energies on "anti-imperialism" as the male Left defines it⁶⁸. » Aux yeux des féministes autonomes, les organisatrices anti-impérialistes « cooptent » et « manipulent » le MLF pour le mettre au service des luttes « masculines », détournant ainsi les féministes de ce que devrait être leur combat prioritaire : la lutte contre le patriarcat.

Le « Fourth World Manifesto » s'attaque également aux féministes tiers-mondistes. Le document accuse ces dernières d'accorder une trop grande importance aux questions raciales et de générer de la division au sein du mouvement féministe. Le manifeste dénonce tout particulièrement la tendance des féministes tiers-mondistes à insister sur la question des « privilèges » des femmes blanches. Les féministes autonomes craignent que de tels discours aliènent ces dernières. Identifiées à une classe dominante, celles-ci risquent d'être incapables de développer une conscience de leur propre oppression et de leur appartenance à la « caste des femmes ». Les autrices du manifeste expliquent :

As the Female Liberation Movement must cut across all (male imposed) class, race and national lines, any false identification of women with privileges that are really male (such as whiteness) [...] will destroy the basis of communication which we female share as a

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ *Ibid.*, p. 11.

suppressed caste and will divide us up as enemies where we should be friends and equals⁶⁹.

En insistant sur les différences raciales et sur le « privilège » de femmes blanches, les féministes tiers-mondistes risquent, aux dires des autrices du Fourth World Manifesto, d'amener les femmes à développer une fausse conscience de leur position dans la société et, par conséquent, de saper les bases d'une solidarité féministe anti-patriarcale.

Tout en critiquant sévèrement leurs consœurs, les autrices du « Fourth World Manifesto » puisent abondamment dans les théories tiers-mondistes pour développer leur propre réflexion sur l'assujettissement des femmes. La pensée de Franz Fanon est au cœur de leur argumentaire qui présente les femmes comme un sexe colonisé :

Fanon and the whole black liberation struggle have recently extended the dictionary definition of imperialism or colonialism to mean a group which is prevented from self-determination by another group -whether it has a national territory or not. [...] And woman - a sexual caste subordinated to the dominant ruling sex, man - is defined primarily by that relationship⁷⁰.

Pour les autrices du manifeste, l'assujettissement des femmes par les hommes constitue le rapport social fondamental à l'échelle globale. Avant d'appartenir à une classe sociale, les femmes sont d'abord et avant tout définies par leur sexe : « A woman's class is almost always determined by the man she is living with. [...] Class is therefore basically a distinction between males - while the female is defined by her sexual caste status⁷¹ ». Les mouvements de décolonisation et les luttes pour l'émancipation raciale sont pour leur part qualifiés de combats opposant deux « sociétés dominées par les hommes ».

Qu'elles soient blanches ou noires, prolétaires ou bourgeoises, les femmes appartiennent toutes, selon les autrices du manifeste, à un « quatrième monde » : elles sont liées en tant que « premier » et « principal » groupe colonisé. En raison de ce statut

⁶⁹ *Ibid.*, p. 15.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 17.

⁷¹ *Ibid.*, p. 14.

et des rôles qui y sont associés, les femmes partagent selon elles une culture commune qui fait d'elles des « sœurs dans l'assujettissement⁷² ». C'est seulement en lisant avec leurs « yeux de femmes » et en écoutant avec leurs « oreilles de femmes⁷³ » que les féministes pourront renouer avec cette sororité pensée comme naturelle et universelle, mais souillée par une fausse conscience de classe et de race. Selon les autrices du « Fourth World Manifesto », les Conférences indo-chinoises devraient être l'occasion de favoriser le développement de cette conscience d'une « caste de sexe » et de contribuer au développement d'un mouvement féministe centré sur la contestation du patriarcat. Cette lutte représente d'ailleurs, selon elles, le seul moyen d'être réellement solidaire avec les femmes vietnamiennes. Elles écrivent : « Women who have nothing to say about running the country or fighting in the war will never end war except by attacking and ending male domination and the sex roles where men learn their war-mentality⁷⁴. » À leurs yeux, l'opposition au conflit vietnamien doit donc s'orchestrer par le biais d'une lutte globale des femmes unies face au patriarcat.

Le « Fourth World Manifesto » circule abondamment au sein des réseaux féministes canadiens et états-uniens et plusieurs collectifs s'en inspirent pour rédiger leurs propres manifestes quant au projet de conférence⁷⁵.⁷⁶ Une analyse des périodiques féministes durant la décennie 1970 place d'ailleurs le document au deuxième rang des manifestes les plus cités dans la presse féministe de l'époque⁷⁷. C'est cette conception particulière

⁷² Traduction libre. Les autrices du manifeste utilisent l'expression « sisters in subjection ». *Ibid.*

⁷³ *Ibid.* p. 1.

⁷⁴ *Ibid.* p. 10.

⁷⁵ Par exemple, un collectif lesbien de San Francisco publie le « *Statement from RadicalLesbian* ». Fortement influencée par la pensée des féministes de Détroit, la déclaration cite abondamment le « Fourth World Manifesto ». « Statement by the RadicalLesbians of the Bay Area », 1971. Women's Movement Collection, F166, do. 5. Simon Fraser University Archives.

⁷⁶ Différentes versions du Manifeste circuleront sous forme de pamphlets durant plusieurs années. Le Manifeste est par la suite publié dans plusieurs anthologies de textes portant sur le féminisme radical états-unien, ce qui témoigne de son important retentissement. Voir entre autres: Barbara A. Crow (dir.), *Radical Feminism: A Documentary Reader*, New-York, NYU Press, 2000, 574 p.; Rosalyn Baxandall et Linda Gordon (dirs), *Dear Sisters: Dispatches from the Women's Liberation Movement*, New York, Basic Books, 2000, 336 p.

⁷⁷ Michelle Moravec, « Network Analysis and Feminist Artists », *Artlas Bulletin*, vol. 6, no. 3, 2017, p. 77.

de la sororité, considérant les femmes comme une caste universellement opprimée par un patriarcat global, qui est généralement présentée dans l'historiographie pour critiquer les Conférences indochinoises et, plus largement, le projet d'une sororité féministe globale au tournant des années 1970⁷⁸.

Toutefois, l'étude des débats entourant l'événement permet de constater que les discours des féministes autonomes sur la sororité ne sont pas aussi hégémoniques que ce que suggère l'historiographie. Ceux-ci cohabitent avec les réflexions tiers-mondistes et anti-impérialistes qui accordent une grande importance aux rapports d'exploitation liés au capitalisme et au racisme. C'est en interagissant avec ces tendances, en s'appropriant et en réinterprétant ces théories, que les féministes autonomes développent leur conception de la sororité face au patriarcat. Leur interprétation ne s'impose pas en tant que fondement consensuel de la solidarité féministe ; elle demeure l'une des diverses conceptions qui coexistent et se confrontent dans le cadre des Conférences indochinoises.

4.3. « Unify, unify, unify » : rencontre avec les « sœurs » indochinoises

Les conférences de Vancouver et de Toronto s'ouvrent finalement au début du mois d'avril 1971. Dans chaque ville, l'évènement réunit environ deux-cents représentantes anti-impérialistes et autonomes du MLF, trois-cents féministes tiers-mondistes ainsi qu'une centaine de membres de VDF et de ses alliées de la WILPF et de WSP⁷⁹. L'assemblée rencontre une délégation de six femmes indochinoises représentant une coalition opposée au régime Diem et à ses alliés états-uniens⁸⁰. Deux d'entre elles, membres de l'Union des femmes nord-vietnamiennes, représentent la République

⁷⁸ Judy Wu, *Loc. cit.*; Lynn Ly, *Op. cit.*; Candice Klein, *Op. cit.*; bell hooks, « Sororité: la solidarité politique entre les femmes », dans *De la marge au centre: théorie féministe*, Paris, Cambourakis, 2017 [1984], 119-153; Carby, Hazel. « Femme blanche écoute ! Le féminisme noir et les frontières de la sororité », dans Elsa Dorlin, *Black feminism. Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*, Paris, L'Harmattan, 2007 [1982], pp. 87-112.

⁷⁹ Vancouver Delegation to the Portland Meeting, *Op. cit.*

⁸⁰ Voice of Women Visit Committee, « Guests from Indochina », 1971. Fonds VOW, R246-0-X-E, vol. 3, do. 28. Bibliothèque et archives du Canada.

démocratique du Vietnam. Les deux déléguées sud-vietnamiennes représentent quant à elles l'Union des femmes pour la libération nationale, la branche féminine du FLN. La délégation comprend enfin deux représentantes du Comité central du parti révolutionnaire populaire laotien⁸¹.

Durant les conférences, ces déléguées portent un message clair : l'objectif prioritaire du mouvement doit être le retrait complet et inconditionnel des troupes américaines du territoire vietnamien. La délégation incite l'auditoire à accroître la pression sur l'administration américaine afin de forcer cette dernière à mettre fin à la guerre. Lorsqu'elles sont questionnées par les participantes au sujet des meilleurs moyens d'atteindre cet objectif, les déléguées indochinoises proposent d'encourager la résistance à la conscription, de soutenir les déserteurs et leur famille, ou encore d'organiser des grèves massives afin de déstabiliser la production militaire⁸². À leurs yeux, seule une vaste stratégie de résistance impliquant de larges pans de la société civile permettrait d'ébranler Washington.

En réaction à cet appel, plusieurs participantes soulignent les problèmes qui entravent, selon elles, le développement d'une force d'opposition efficace face à l'administration états-unienne. Réunies en séance plénière, les déléguées à la rencontre de Vancouver reviennent sur les conflits entourant l'organisation des conférences. Soulignant les défis d'un mouvement divisé et préoccupé par une multitude d'enjeux qu'il peine à articuler, les déléguées expliquent à leurs interlocutrices indochinoises :

There is disunity between the several kinds of anti-war groups, revolutionary groups, and oppressed groups (Third World peoples, unemployed, poor people, youth, women's groups) who are struggling

⁸¹ Parmi elles, figure Khampeng Boupha, représentante du Comité central du parti révolutionnaire populaire laotien. Boupha siège à de nombreuses conférences internationales durant les années 1960 et 1970. Susan Blackburn et Helen Ting, *Women in Southeast Asian Nationalist Movements*. NUS Press, 2013, p. 216.

⁸² Le verbatim des allocutions des déléguées indochinoises en séance plénière ainsi qu'une synthèse des ateliers de discussions sont publiés dans : Kathleen Gough Aberle, « An Indochinese Conference in Vancouver », *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, vol. 3, n° 3-4, 1971, p. 22.

for survival or for the improvement of their conditions. We can't find a basis for unity but we feel we should.

En réponse à ces considérations, les déléguées indochinoises insistent sur le potentiel fédérateur de la question vietnamienne :

We understand that racism, poverty and unemployment existed in America before the war and will continue after. Yet the war has greatly increased these conflicts; much of the present nature of American suffering results from the war in Indochina. You can therefore combine the multi-issues in the single issue⁸³.

Les « diplomates du peuple » indochinoises insistent : en priorisant cet enjeu, les féministes canadiennes et états-uniennes seraient en mesure de faire converger leurs intérêts divergents et d'adoucir le problème de la division au sein du mouvement.

Pour convaincre l'assemblée, l'une des déléguées sud-vietnamiennes partage son expérience au sein du FLN. Au Vietnam du Sud, les forces d'opposition disposent de moyens limités pour organiser une résistance militaire efficace face au régime de Diem et aux troupes américaines. En raison de ce désavantage matériel, les forces d'opposition adoptent une stratégie de « guerre populaire » visant à mobiliser l'ensemble des populations dans la résistance, ce qui implique des alliances « contre nature » avec la bourgeoisie nationale⁸⁴. C'est ce qu'explique la déléguée indochinoise à l'assemblée : au Vietnam, la libération doit se réaliser en deux « étapes ». La première implique de former un « front » pour lutter contre l'impérialisme en s'unissant avec tous les groupes prêts à résister à l'intervention états-unienne. C'est seulement après le départ des troupes que les forces de libération pourraient mener à bien la « seconde étape » : briser l'alliance avec la bourgeoisie pour compléter la révolution socialiste⁸⁵.

Les déléguées indochinoises insistent longuement sur ces considérations. Elles exhortent leurs consœurs canadiennes et états-uniennes à émuler cette stratégie de

⁸³ Cité dans *Ibid.*, p. 21

⁸⁴ Mary Ann Tétreault, « Women and Revolution in Vietnam », dans Kathleen Barry (dir.), *Vietnam's Women in Transition*, London, Palgrave Macmillan, 1996, p. 42.

⁸⁵ Kathleen Gough Aberle, *Op. cit.* p. 25.

coalition pragmatique. Lorsqu'une participante canadienne soulève des doutes quant à la pertinence de s'allier avec des groupes « non-révolutionnaires » et moins « progressistes », l'une des déléguées vietnamiennes répond :

The main question is unity for the common goal- END THE WAR. The more people the better. Divide the enemy - get them fighting among themselves. Exploit the utmost split in the ruling class. Isolate the Nixon administration. Work even with senators - any people - who are willing to end the war. You do not have to decrease your main objective because of their presence with you⁸⁶.

En proposant à l'assemblée de calquer la stratégie de coalition du FLN, les déléguées incitent le mouvement à mettre de côté les conflits raciaux et les antagonismes de classes pour unir toute la population dans la lutte contre le conflit vietnamien.

Poursuivant son exposé sur l'expérience sud-vietnamienne, l'une des intervenantes insiste sur l'importance des « Unions des femmes » dans la construction de telles coalitions :

Women have become aware that they were oppressed and that they had to fight, both for the freedom of their country and for their rights. Before 1951, no women's organization existed, and various scattered activities were taking place all over. Our organization, the Women's Union for National Salvation, was formed then out of the different parts of the struggle⁸⁷.

La lutte contre l'oppression des femmes est une composante essentielle du combat anti-impérialiste, insistent les déléguées : elle a le potentiel de fédérer les femmes malgré leur antagonisme de classe. Ainsi, une déléguée nord-vietnamienne soutient que toutes les femmes ont bénéficié de la libération anti-impérialiste, puis socialiste, de la République Démocratique du Vietnam :

The system of society (whether imperialism or socialism) determines whether or not women have equal rights. [...] After our independence

⁸⁶ Cité dans *Ibid.*, p. 24.

⁸⁷ Cité dans *Ibid.*, p. 17.

was achieves in the North, we began socialist construction. Then came the real equality of men and women⁸⁸.

Les déléguées sont catégoriques : puisque toutes les femmes ont intérêt à lutter contre l'impérialisme, les alliances entre femmes constituent un excellent moyen de fédérer les différents secteurs d'une société au sein d'un mouvement de libération efficace. Les femmes ont ainsi un rôle unique à jouer en matière de construction de coalitions dans le cadre d'une politique de front commun contre l'impérialisme.

Ces appels répétés à l'unité marquent profondément l'assemblée. Tous les bilans sur l'événement rapportent les propos des déléguées indochinoises avec enthousiasme et font de la recherche d'unité une thématique centrale de leur réflexion. Les rapports s'entendent sur l'urgence de continuer à développer des alliances pour répondre à l'appel de leurs « sœurs » indochinoises : « The Vietnamese reiterated one overriding theme : "unify, unify, unify" », conclut par exemple une féministe américaine⁸⁹. Des membres de la délégation tiers-mondiste de San Francisco expliquent pour leur part que l'expérience de la conférence leur a prouvé l'importance de construire des solidarités avec leurs « sœurs » noires, asiatiques, autochtones et blanches⁹⁰. Elles expliquent œuvrer, depuis les Conférences indochinoises, à la construction de coalitions multiraciales dans leur région.

Affirmant que le genre constitue une composante identitaire fédératrice pour construire des solidarités, de nombreux bilans réitèrent la nécessité de déployer une politique de la sororité. Ainsi, des militantes chicanas concluent leur bilan avec optimisme : « Women *can* get together on an international scale for a worthwhile thing⁹¹ ». Une membre d'un collectif féministe anti-impérialiste de Vancouver abonde dans le même sens. Dans son bilan sur l'événement, elle raconte s'être d'abord sentie découragée par

⁸⁸ Cité dans *Ibid.*, p. 18.

⁸⁹ Cité dans *Ibid.*, p. 29.

⁹⁰ Donna, « Chicanas Meet Indo-chinese », *El Grito del Norte*, vol. 4, n° 4-5, juin 1971, p. K.

⁹¹ « Chicana Attend Vancouver Conference », dans Garcia Alma M. (dir.) *Chicana Feminist Thought : The Basic Historical Writings*, Londres, Taylor & Francis, 1997 [1971], pp. 151-152. Emphase par les autrices du bilan.

les tensions entourant les conférences et la fracture politique entre les tendances anti-impérialistes, tiers-mondistes et autonomes. Toutefois, elle considère finalement l'éclatement de ces conflits comme « [...] the most healthy outcome of the conference⁹² ». À ses yeux, les conférences ont eu le mérite d'unir les femmes pour créer un espace de débats où leurs différentes conceptions de la libération ont pu s'entrechoquer et se confronter les unes aux autres. C'est ce qui fait selon elle la force d'une politique de la sororité :

It is the isolating of struggles which leads to wrong ideas and strategy. [...] By linking our struggles, we can learn from each other, we can offer strength and insights to each other, and we can support each other's struggles both politically and materially. That is what solidarity means⁹³.

Aux yeux de plusieurs conférencières, les nombreux conflits ne marquent pas l'échec de leur projet. Ils sont au contraire perçus comme une composante centrale d'une politique de sororité qui vise moins à générer un sujet féministe unitaire qu'à permettre aux représentantes des divers mouvements sociaux d'échanger et de négocier la construction de coalitions par-delà la différence.

Conclusion

Dans son important ouvrage *Rebels, Reds, Radicals : Rethinking Canada's Left History*, l'historien Ian McKay souligne l'importance de ce qu'il appelle les « événements matrices » -les guerres, par exemple- dans l'histoire de la gauche canadienne. Ces événements placent au cœur de l'actualité la violence de l'ordre social et ses conséquences humaines bouleversantes. Ils créent ainsi une onde de choc dans les mouvements sociaux :

When the system suddenly and strangely seems to generate anomalies and unprecedented injustices, the web of common sense

⁹² Liz Briemberg, « Reappraisal of the Indochinese Women's Conference – April 1971 ». Vancouver Women's Caucus, mai 1971. Vancouver Womens Caucus Archives [en ligne] <https://www.vancouverwomenscaucus.ca/key-issues/indo-chinese-womens-conference/>.

⁹³ *Ibid.*

and normality suddenly becomes visible. For radicals and leftists, such specific occasions call out for great *moment of refusal*. A person suddenly sees through the order's appearance of permanence to its historical transience, through its politeness and orderliness to its underlying cruelty and violence, through its universality to its intransigent selectivity⁹⁴.

Pour les féministes internationalistes canadiennes et états-uniennes, la guerre du Vietnam s'impose avec force comme l'un de ces « événements matrices ». Le choc du conflit et de sa violence spectaculaire bouleversent le mouvement et créent l'impératif d'attaquer de front le « système impérialiste ». Encouragées par les diplomates du peuple vietnamiennes et déterminées à soutenir leurs « sœurs » indochinoises dans leur combat pour la libération, les féministes canadiennes sentent l'urgence : elles doivent mettre fin à l'intervention militaire des États-Unis en Asie du Sud-Est en organisant, en Amérique du Nord, une force d'opposition massive apte à forcer l'armée états-unienne à retirer ses troupes. Dans ce contexte, la réflexion sur les liens avec les femmes de l'étranger devient secondaire. Le débat porte désormais sur le meilleur moyen d'unir les forces du plus grand nombre de femmes canadiennes et états-uniennes. C'est ainsi qu'on espère pouvoir lutter sur le front intérieur contre l'insoutenable « guerre impérialiste » de l'administration américaine.

Ces grands moments d'agitation, écrit Ian McKay, sont fréquemment caractérisés par une décentralisation des lieux de débats. De nouveaux horizons politiques sont imaginés à partir des échanges parfois chaotiques d'une base militante qui écrit et repense le monde de manière spontanée :

A sense of intolerable does not wait upon a party to give it a manifesto. [...] In such a time, the radical presses blaze with energy: pamphlets, position papers, manifestos, broadsheets, letters, declarations stream from them, answering each other, creating –as if out of thin air- a new political universe⁹⁵.

⁹⁴ Ian McKay, *Loc. Cit.*, p. 103.

⁹⁵ *Ibid*, p. 104-106.

Le cas des Conférences indochinoises permet d'observer ce phénomène. Sous la pression d'un bouillonnement féministe décentralisé, les structures de l'internationalisme éclatent et se démocratisent. On observe une multiplication des collectifs locaux en lutte pour diverses formes de libération : celle des femmes, mais également celle des Noires, des Chicanas, ou encore des Québécoises. Les modes d'organisation non hiérarchisés deviennent la norme et les liens de solidarité se brodent au gré des initiatives autonomes. Les débats se tiennent désormais dans les pages de manifestes et de journaux informels, les stratégies du mouvement sont constamment débattues et redéfinies et chaque composante du mouvement fabrique son projet politique en dialoguant avec les visions concurrentes proposées par ses « sœurs ». Confrontant frénétiquement leurs idées, théories et pratiques militantes, les différentes franges du mouvement développent un lexique commun qui permet à toutes de repenser l'émancipation dans les termes de l'anti-impérialisme et de la sororité. Pour reprendre l'expression de McKay, c'est tout un « nouvel univers politique⁹⁶ » – conflictuel mais partagé – qui se tisse au fil des débats et des confrontations.

Au sein de ce nouvel univers, l'idéal de la sororité s'impose comme référence centrale. Sa popularisation reflète les impératifs politiques de l'époque : les militantes ne peuvent désormais plus se contenter de coexister pacifiquement, comme elles le proposaient dans le cadre d'une politique de l'amitié, ou de travailler en parallèle en vue d'un même objectif, tel que prévu durant la « Seconde conférence ». L'urgence du contexte international et la puissance des aspirations révolutionnaires qui déferlent sur le mouvement imposent des efforts de coordination beaucoup plus intenses afin de se constituer rapidement en force politique fédérée et efficace. Davantage contraignant qu'une politique d'amitié ou de solidarité entre des femmes qui demeuraient relativement étrangères, le projet d'une sororité implique donc le développement d'une relation forte, relevant symboliquement du lien filial, entre les féministes.

⁹⁶ Ibid.

Ces aspirations communes à la solidarité se déploient sans attendre la formulation d'un projet politique consensuel et englobant. Tout en incarnant les espoirs d'une plus grande cohésion du mouvement, l'idéal de la sororité demeure ouvertement ambigu, débattu et sujet à des interprétations multiples. Parce qu'il se développe dans les réseaux d'un mouvement décentralisé, ce projet permet le déploiement simultané de diverses interprétations au sujet du lien unissant les féministes les unes aux autres. C'est finalement cette malléabilité qui explique l'attrait qu'exerce l'idée de sororité au tournant des années 1970 : elle sert de cadre de référence fédérateur, mais suffisamment souple pour permettre à diverses conceptions du féminisme de coexister, de s'entrechoquer et de se nourrir mutuellement. Elle permet, dans un contexte de fortes tensions sociopolitiques, de baliser un terrain à partir duquel une solidarité féministe pluraliste peut être pensée, se former et se développer.

CONCLUSION

Notre analyse de l'internationalisme féministe a permis de dresser le portrait d'un mouvement préoccupé par les questions géopolitiques liées à la Guerre froide, à la décolonisation et à la guerre du Vietnam. Tout au long de la période, les discours, les structures et les stratégies féministes se transforment pour faire face aux défis urgents que pose le contexte international. En nous intéressant aux divers réseaux de solidarité développés en réponse à ces problèmes géopolitiques, nous avons mis en lumière plusieurs influences qui, bien que parfois sous-estimées dans l'historiographie, ont été déterminantes dans l'évolution des féminismes canadiens. En effet, l'étude de l'internationalisme permet d'observer les mouvements féministes dans leur interaction avec une variété d'acteurs : durant la décennie 1960, le mouvement est modelé par ses échanges avec les groupes réformistes du « bloc » libéral, avec les États communistes et les régimes issus des mouvements décoloniaux ou encore avec les mouvements anticapitalistes et antiracistes en Amérique du Nord.

Au début de la décennie, dans le climat polarisé de la Guerre froide et envenimé par la crise des missiles de Cuba, des femmes canadiennes invitent leurs consœurs de l'étranger à Saint-Donat pour jeter les bases d'un réseau internationaliste. La fracture profonde entre l'Est et l'Ouest est au cœur de leurs préoccupations : menaçant d'éclater en conflit atomique, elle met en péril l'humanité tout entière. C'est en réponse à cette menace qu'elles mettent sur pied un projet internationaliste influencé par les idées pacifistes qui circulent dans les milieux réformistes européens et nord-américains

depuis l'entre-deux-guerres. Une politique de l'amitié se développe : elle prend la forme d'une stratégie féministe de pression auprès des structures étatiques masculines afin d'encourager la coexistence pacifique des deux camps de la Guerre froide. Par le biais d'un dispositif de diplomatie informelle, les militantes se font ambassadrices des valeurs de compréhension mutuelle et de coopération qui découlent, à leur avis, d'une « culture féminine » fondamentalement pacifiste.

Ce projet se révèle, dès le milieu de la décennie, insuffisant pour résoudre les problèmes soulevés par la décolonisation de l'Afrique, l'intensification de la Guerre du Vietnam et la montée en puissance des mouvements anti-impérialistes en Amérique latine. Les défenderesses de l'internationalisme féministe entrent en contact avec des représentantes des nouveaux régimes issus de la décolonisation, qui insistent sur l'urgence de développer une politique de solidarité avec les luttes de libération d'anciennes colonies. Un rapport nouveau au champ politique s'instaure alors. Le mouvement priorise désormais la dénonciation des « puissances impérialistes » qui perpétuent la domination néocoloniale et impérialiste dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Pour déployer cette politique d'opposition aux États impérialistes, le modèle du groupe de pression est progressivement abandonné. Il cède la place à la difficile construction d'un réseau horizontal de solidarité composé de groupes féministes, pacifistes et anti-impérialistes.

Au tournant des années 1970, motivés par ces nouveaux objectifs solidaires, les mouvements féministes canadiens et américains sont convaincus de l'urgence de se constituer en contre-pouvoir apte à déstabiliser de l'intérieur l'impérialisme américain. Encouragées par les « diplomates du peuple vietnamiennes », les militantes considèrent que le meilleur moyen de supporter les luttes pour la libération du Vietnam est de contribuer à la formation d'un mouvement d'opposition massif et efficace qui forcerait l'administration Nixon à retirer les troupes états-uniennes. Les énergies des féministes internationalistes se concentrent dès lors autour d'efforts de réseautage, d'échange, et de négociations visant à unir les forces vives du féminisme, du pacifisme et de

l'antiracisme : l'objectif est de former un vaste mouvement d'opposition et d'émancipation qui permettrait de fédérer ces différentes luttes tout en combattant efficacement l'intervention états-unienne au Vietnam.

C'est ainsi qu'émerge une politique de sororité qui, bien qu'abondamment débattue dans l'historiographie féministe, est rarement analysée dans toute son ambiguïté. Nous croyons qu'il est essentiel de s'éloigner d'une conception réifiante de ce projet : c'est justement leur caractère équivoque et contesté qui fait l'essence des aspirations solidaires de l'époque. En s'intéressant à ces dynamiques conflictuelles au cœur du développement des solidarités féministes, il devient possible de mieux reconnaître l'apport des femmes socialistes, tiers-mondistes ou liées aux mouvements de décolonisation. Leurs revendications sont souvent présentées comme un ajout tardif à un féminisme étriqué qui aurait, au tournant des années 1970, négligé de réfléchir aux enjeux liés à au racisme et au colonialisme. Nos conclusions nous amènent à nuancer ces interprétations : nous constatons que les féministes des « marges » participent pleinement à la construction d'une sororité débattue.

Vus sous cet angle, les tensions et les antagonismes qui marquent le développement de la sororité cessent d'apparaître comme autant de preuves de la faillite d'une tentative naïve et perdue d'avance de générer un sujet féministe unitaire et universel. L'historien ne pourrait plutôt y voir la marque d'un mouvement qui se démocratise et se radicalise. En effet, les réseaux plus élitistes et homogènes du début de la décennie réussissent relativement aisément à générer un consensus autour de l'idéal de l'amitié au sein de leur cercle restreint ; les tentatives de construire des coalitions plus horizontales et hétérogènes se heurtent quant-à-elles à l'impossibilité de contenir l'ensemble des aspirations politiques portées par les diverses composantes du mouvement. En ce sens, les conflits qui se multiplient au tournant des années 1970 nous indiquent l'ampleur des aspirations démocratiques d'un mouvement incapable de générer un consensus justement parce que déterminé à forger des alliances plus larges.

Cette manière d'interpréter les conflits nous permet également de mieux comprendre l'importance de la question de la différence dans l'histoire de la formation des solidarités féministes. Notre étude suggère que cet enjeu occupe une place centrale dans les préoccupations du mouvement tout au long de la décennie : ces réflexions s'articulent d'abord autour de la fracture entre l'Est et l'Ouest. Elles se déplacent pour se centrer sur la question des inégalités nord-sud à partir du milieu des années 1960, puis se redéfinissent, à la fin de la période, pour se focaliser sur les nombreuses différences entre femmes au sein même des sociétés canadiennes et états-uniennes. Dans ces trois cas de figure, c'est justement pour répondre aux défis d'un monde profondément divisé que l'idée d'une amitié, d'une solidarité ou d'une sororité féministe émerge comme moyen de construire des coalitions efficaces à même la différence.

C'est finalement cet aspect qui confère sa spécificité à la période des années 1960 et qui peut en partie expliquer l'effervescence des mouvements durant la décennie. Dans un contexte où les clivages politiques et économiques sont au cœur de l'actualité et posent une menace bien réelle pour la survie de l'humanité, l'urgence de les atténuer, de les dénoncer ou de les surmonter motive la multiplication des initiatives de solidarité féministe. Plutôt que d'interpréter l'omniprésence de ces tensions comme la marque d'un échec des mouvements de l'époque, nous proposons d'appréhender ces dernières comme parties intégrantes de la dynamique profonde de la formation de solidarités féministes dans le contexte de sociétés divisées par les antagonismes de genre, de race, de classe, ou par les inégalités découlant du colonialisme. Il devient ainsi possible d'écrire une histoire de la solidarité qui prenne au sérieux les aspirations de celles qui ont cru, face à un monde profondément inégalitaire, en la possibilité et en la nécessité de construire des féminismes pluralistes, débattus et solidaires.

BIBLIOGRAPHIE

1. Sources

1.1. Documents d'archives

Archives de la Bibliothèque publique juive

Fonds Lea Roback (F1243)

F1243, vol. 4, do. 0039, « Peace-Periodical ».

Archives de la Bibliothèque de l'Université d'Ottawa

Canadian Women's Movement Archives (CWMA) collection (ONOO23 10-001)

ON0034 10-001, S6, SS4, do. 2, « Indochinese Women's Conference »

Collection de périodiques féministes

Montreal Women's Liberation Newsletter

Voix des femmes, Bulletins du Québec

Voice of Women, National Newsletters

Archives de l'Organisation des Nations Unies

« Request for the inclusion of an additional item in the agenda of the 16th regular session », 11 décembre 1961. Archives de l'Organisation des Nations Unies, [en ligne] <http://digitallibrary.un.org/record/841179>

Dobell, P.C. « Report of the Committee for the International Co-operation Year », 17 décembre 1964. S-0730-0017-02-00001. Archives de l'Organisation des Nations Unies, [en ligne] <https://search.archives.un.org/relationship-and-co-ordinations-c-org-200-11-international-cooperation-year-2>.

Organisation des Nations Unies, « Résolution 1844 (XVII) Année de la coopération internationale », dans *Résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée*

générale au cours de sa 17e session, 1962. Archives de l'Organisation des Nations Unies, [en ligne] <https://research.un.org/fr/docs/ga/quick/regular/17>.

Archives Passe-mémoire

Fonds Béatrice Ferneyhough (APM10)

APM10, S5, SS1, D1 « Manuscrits »

Bibliothèque et archives Canada

Fonds Voice of Women (R2846-0-X-E)

R2846-0-X-E, v. 2, do. 9, « International Co-operation Year Conference Reports »

R2846-0-X-E, v. 2, do. 10, « International Co-operation Year – Travel Missions Reports »

R2846-0-X-E, v. 3, do. 28, « Hanoi Trip. Follow Up Canada »

R2846-0-X-E, v. 3, do. 28, « Indochina Visit -1971 »

R2846-0-X-E, v. 5, do. 15, « USSR, Visit »

R2846-0-X-E, v. 5, do. 16, « USSR, Visit »

R2846-0-X-E, v. 21, do. 10, « Hull, Québec: Correspondance »

R2846-0-X-E, v. 32, do. 11, « Visit to Canada by Delegation of Vietnamese Women »

R2846-0-X-E, v. 37, do. 13, « International Conferences- Programs »

R2846-0-X-E, v. 37, do. 14, « International Conferences- Statements – Paper – Correspondance »

R2846-0-X-E, v. 37, do. 15, « International Conferences- Registrations »

R2846-0-X-E, v. 37, do. 16, « International Conferences: Workshops, Papers, List of Choices of Topics ».

Fonds Thérèse Casgrain (R7906-0-6-F)

R7906-0-6-F, v. 5, do. 5, « 2e Conférence internationale pour la paix à Montréal »

R7906-0-6-F, v. 8, do. 9, « Voix des femmes »

Bibliothèque et archives nationales du Québec (Vieux-Montréal)

Fonds Simonne Monet et Michel Chartrand (P138)

P839, S5, D12, « Congrès Mondial des femmes à Moscou »

P839, S5, D13, « Voix des femmes du Canada »

P839, S6, D10, « Préface, projet d'édition et manuscrit de l'ouvrage intitulé " En marche vers une paix à inventer " » [Manuscrit non publié]

P839, S6, D11 « Manuscrits des deux versions de l'ouvrage intitulé " Les femmes et la paix 1939-1967 " » [Manuscrit non publié]

Fonds Famille Laurendeau et Perreault (CLG2)

CLG2, B, vol. 121, « Voix des Femmes (1961-1968) [1/2] »

CLG2, B, vol. 122, « Voix des Femmes (1961-1968) [2/2] »

Simon Fraser University Archives

Women's Movement Collection (F166)

F-166, do. 3, « Indo-Chinese Women's Conference, 1970 – 1971 [1/3] »

F-166, do. 4, « Indo-Chinese Women's Conference, 1970 – 1971 [2/3] »

F-166, do. 5, « Indo-Chinese Women's Conference, 1970 – 1971 [3/3] »

1.2. Sources imprimées

« Chicana Attend Vancouver Conference », dans Garcia Alma M. (dir.) *Chicana Feminist Thought: The Basic Historical Writings*, Londres, Taylor & Francis, 1997 [1971], pp. 151-152.

CASGRAIN, Thérèse, *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du jour, 1971, 296 p.

GOUGH ABERLE, Kathleen, « An Indochinese Conference in Vancouver », *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, vol. 3, n° 3-4, 1971, pp. 2-29.

JASMIN, Judith, « Pour la paix (extraits) », dans DUMONT, Micheline et Louise TOUPIN (dirs), *La pensée féministe au Québec. Anthologie (1900-1958)*, Montréal, Remue-Ménage, 2003 [1962], p. 406-409.

MACPHERSON, Kay, *When in Doubt, Do Both: The Times of My Life*, Toronto, University of Toronto Press, 1994, 48 p.

MONET-CHARTAND, Simonne, *Les Québécoises et le mouvement pacifiste*, Montréal, Écosociété, 1993, 162 p.

1.3. Sources audiovisuelles

« Le rôle de la femme dans la sauvegarde de la paix », Table-ronde à l'émission *Le beau sexe*, Société Radio-Canada, diffusé le 8 juin 1967, 21:00, Archives de Radio-Canada. [en ligne] <https://curio.ca/fr/video/le-role-de-la-femme-dans-la-sauvegarde-de-la-paix-25480/>

HYNES, Maureen, Carolyn EGAN et Nancy REYNOLDS, « Connecting Anti-Imperialists to End War: Toronto – Indo-Chinese Women's Conference, 1971 », entretien d'histoire orale réalisé par Sue COLLINS pour *Rise Up Feminist Archives*, n.d. [en ligne] <https://riseupfeministarchive.ca/collection-women-unite/toronto-indo-chinese-womens-conference-1971/>

PINEAU, Margo, *The Voice of Women: The First Thirty Years*, Pineau Production, 1992.

1.4. Journaux

Devoir, Le [collection numérisée] récupéré de <https://numerique.banq.qc.ca/>

Grito del Norte, El [collection numérisée] récupéré de Archives Chicana por mi raza, <https://chicanapormiraza.org/record/el-grito-del-norte>

Pedestal. A Women's Liberation Journal [collection numérisée] récupéré de Rise Up Feminist Archives, http://riseupfeministarchive.ca/wp-content/uploads/Pedestal_03_05.pdf.

Presse, La [collection numérisée] récupéré de <https://numerique.banq.qc.ca/>

Soleil, Le [collection numérisée] récupéré de <https://numerique.banq.qc.ca/>

Toronto Daily Star, [collection numérisée] récupéré de Historical Newspaper Archives <https://www.torontopubliclibrary.ca/detail?R=EDB0111>

Vie en Rose, La [collection numérisée] récupéré de Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine http://cdeacf.ca/femmes/documents/bv/la_vie_en_rose

2. Études

2.1. Articles de revue

- ARMSTRONG, Elisabeth, « Before Bandung: The Anti-Imperialist Women's Movement in Asia and the Women's International Democratic Federation », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, vol. 41, no. 2, 2015, p. 305–331.
- BILGE, Sirma, « Le blanchiment de l'intersectionnalité », *Recherches féministes*, vol. 28, n° 2, 2015, pp. 9-32.
- BLAIS, Mélissa, Laurence FORTIN-PELLERIN, Ève-Marie LAMPRON et Geneviève PAGÉ, « Pour éviter de se noyer dans la (troisième) vague : réflexions sur l'histoire et l'actualité du féminisme radical », *Recherches féministes*, vol. 20, no. 2, 2007, pp.141-162.
- CANO, Gabriela, « El “feminismo de estado” de Amalia de Castillo Ledón durante los gobiernos de Emilio Portes Gil y Lázaro Cárdenas », *Relaciones. Estudios de historia y sociedad*, vol. 38, n° 149, mars 2017, pp. 39-69.
- CHARLES, Aline et Thomas WIEN, « Le Québec entre histoire connectée et histoire transnationale », *Globe*, vol. 14, no. 2, 2011, pp. 199–221.
- COHEN, Yolande Cohen et Hubert VILLENEUVE, « La Fédération nationale Saint-Jean Baptiste, le droit de vote et l'avancement du statut civique et politique des femmes au Québec », *Histoire sociale/Social History*, vol. 46, no. 91, 2013, pp. 121-144.
- COHEN, Yolande et Linda GUERRY, « Discours et pratiques transnationales. La YWCA et l'immigration au Canada (1918–1939) », *The Canadian Historical Review*, vol. 94, no. 3, septembre 2013, pp. 380-404.
- COTT, Nancy, « Comment on Karen Offen's “Defining Feminism” : A Comparative Historical Approach » », *Signs*, vol. 15, no. 1, 1989, p. 203-205.
- DELEUZE, Magali, « Le Maghreb à l'Expo 67 (Tunisie, Maroc, Algérie) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 17, n° 1, 2008, pp. 49-61.
- DESCHAUFOUR, Laetitia, « Introduction au féminisme postcolonial », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 27, no. 2, 2008, pp. 99-110.
- DUMONT, René, « Kenneth Kaunda et le socialisme zambien », *Esprit*, vol. 9, n° 363, 1967, pp. 248-264.

- FAYET, Jean-François, « La Société pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger (VOKS) », *Relations internationales*, no. 115, 2003, pp. 411-423.
- FORESTELL, Nancy, « Mrs. Canada Goes Global: Canadian First Wave Feminism Revisited », *Atlantis*, vol. 30, no. 1, 2005, pp. 7-20.
- GATHOGO, Julius, « Francis Akanu Ibiam (1906-1995): A Leader who had a Mission Beyond Ecclesia », *Studia Historiae Ecclesiasticae*, vol. 41, n° 1, 2015, pp. 222-238.
- GRADSKOVA, Yulia, « Women's international Democratic Federation, the 'Third World' and the Global Cold War from the late-1950s to the mid-1960s », *Women's History Review*, vol. 29, n° 2, 2019, pp. 270-280.
- HAAN, Francisca de, « Eugénie Cotton, Pak Chong-Ae, and Claudia Jones: Rethinking Transnational Feminism and International Politics », *Journal of Women's History*, vol. 25, no. 4, 2013, pp. 174-89.
- HAAN, Francisca de, « Continuing Cold War Paradigms in Western Historiography of Transnational Women's Organizations: the case of the Women's International Democratic Federation (WIDF) », *Women's History Review*, vol. 19, no. 4, 2010, p. 547-73.
- HÉBERT, Karine, « Une organisation maternaliste au Québec : la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et la bataille pour le vote des femmes », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, n° 3, hiver 1999, pp. 315-344.
- HENDRICK, Aude, « Les pays africains à l'Expo 67 : symboles du changement », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 17, n° 1, 2008, pp. 79-91.
- KLEIN, Candice, « "They Didn't Even Realize Canada Was a Different Country": Canadian Left Nationalism at the 1971 Vancouver Indochinese Women's Conference », *Labour / Le Travail*, vol. 84, 2019, pp. 231-258.
- LAMOUREUX, Diane, « Y a-t-il une troisième vague féministe ? », *Cahiers du Genre*, vol. 1, n° 3, 2006, pp. 57-74.
- LAUGHLIN, Kathleen A., et al. « Is It Time to Jump Ship? Historians Rethink the Waves Metaphor », *Feminist Formations*, vol. 22, n° 1, 2010, pp. 76-135.
- LIEN-HANG, Nguyen, « Revolutionary Circuits: Toward Internationalizing America in the World », *Diplomatic History*, vol. 39, no. 3, 2015, pp. 411-22.

- LY, Lynn, « Beyond Refusal: Queer Transpacific Feminism During the Vietnam War », *TOPIA: Canadian Journal of Cultural Studies*, vol. 38, 2017, pp. 145-154.
- MACKIE, Vera, « From Hiroshima to Lausanne: The World Congress of Mothers and the Hahaoya Taikai in the 1950s », *Women's History Review*, vol. 25, no. 4, 2016, pp. 671–695.
- MAILLÉ, Chantal, « Réception de la théorie postcoloniale dans le féminisme québécois », *Recherches féministes*, vol. 20, n°2, 2007, p. 91-111.
- MASSHOLDER, Alexia, « La recepción de la Revolución Cubana en los Partidos Comunistas de América Latina », *Izquierdas*, 42, octobre 2018, pp. 122-136.
- MELBOURNE, Roy, « The American Response to the Nigerian Conflict, 1968 », *Issue : A Journal of Opinion*, vol. 3, n° 2, 1973, pp. 33-42.
- MOHANTY Chandra T., « Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses », *Boundary*, vol. 12, no. 3, 1984, pp. 333-358.
- MOONEY, Jadwiga Pieper, « El antifascismo como fuerza movilizadora: Fanny Edelman y la Federacion Democratica Internacional de Mujeres (FDIM) », *Anuario IEHS*, n° 28, 2013, pp. 207-226.
- MORAVEC, Michelle, « Network Analysis and Feminist Artists », *Artlas Bulletin*, vol. 6, no. 3, 2017, pp. 65-80.
- OFFEN, Karen, « Reply to Cott », *Signs*, vol. 15, no. 1, pp. 206-209.
- PEDEMONTE, Rafael, « Les voyages internationaux, une force sous-jacente de la diplomatie de la Guerre froide ? », *Hypotheses*, vol. 17, no. 1, 2014, pp. 57-67.
- POITRAS, Daniel, « Les métèques grondent dans la cité. Les étudiants étrangers face au syndicalisme étudiant au Québec (1954-1968) », *Recherches sociographiques*, vol. 58, no. 3, 2017, pp. 629-658.
- RENOLIET, Jean-Jacques, *L'UNESCO oubliée : la Société des Nations et la coopération intellectuelle, 1919-1946*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, pp. 161-198.
- RUPP, Leila, « Challenging Imperialism in International Women's Organizations, 1888-1945 », *NWSA Journal*, vol. 8, n° 1, printemps 1996, pp. 8-27.

- SANDWELL, Rachel, « The Travels of Florence Mophosho: The African National Congress and Left Internationalism, 1948–1985 », *Journal of Women's History*, vol. 30, no. 4, 2018, pp. 84-108.
- SANGSTER, Joan, « Radical Ruptures: Feminism, Labor, and the Left in the Long Sixties in Canada », *American Review of Canadian Studies*, vol. 40, n° 1, 2010, 21 p.
- STETTNER, Shannon, « We Are Forced to Declare War’: Linkages between the 1970 Abortion Caravan and Women’s Anti-Vietnam War Activism », *Histoire sociale/Social History*, vol. 46, n° 92, 2013, pp. 423-441.
- SCOTT, Joan W., « Deconstructing Equality Versus Difference; or, The Uses of Post-Structuralist Theory for Feminism », *Feminist Studies*, vol. 14, n° 1, 1988, pp. 33-50.
- THOMPSON, E.P., «Beyond the Cold War», *European Nuclear Disarmament and the Merlin Press*, Worchester, 1982. History and Public Policy Program Digital Archive, [en ligne] <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/113717>
- TOUPIN, Louise, « Une histoire du féminisme est-elle possible ? », *Recherches féministes*, vol. 6, no. 1, 1993, pp. 25-52.
- TROTZ, Allisa, « Going Global? Transnationality, Women/Gender Studies and Lessons from the Caribbean », *Caribbean Review of Gender Studies*, vol. 1, 2007, 18 p.
- UCHE, Chibuïke, « Oil, British Interests and the Nigerian Civil War », *The Journal of African History*, vol. 49, n° 1, 2008, pp. 111-35.
- VALOBRA, Adriana María, « "Mujeres-sombra" y "Barbudas". Género y política en el Primer Congreso Latinoamericano de Mujeres, Chile- 1959 », *Anuario del Instituto de Historia Argentina*, n° 14, 2014, 17 p.
- WILTON, Shauna, « Manitoba Women Nurturing the Nation: The Manitoba IODE and Maternal Nationalism, 1913–1920 », *Journal of Canadian Studies*, vol. 35, no. 2, 2000, pp. 149–165.
- WITTNER, Lawrence S., « Gender Roles and Nuclear Disarmament Activism, 1954-1965 », *Gender and History*, vol. 12, no. 1, 2000, pp. 197-222.

2.2. Monographies

- AUSTIN, David, *N***** Noirs, N***** Blancs. Race, sexe et politique dans les années 1960 à Montréal* (trad.), Montréal, Lux Éditeur, 2015, 293 p.
- BAILLARGEON, Denyse, *Ménagères au temps de la crise*, Montréal, Remue-ménage, 1991, 311 p.
- BLACKBURN, Susan et Helen TING, *Women in Southeast Asian Nationalist Movements*, NUS Press, 2013, 344 p.
- BLUM, William, *Killing Hope: US Military and CIA Interventions Since World War II*, Monroe, Common Courage Press, 2003, 476 p.
- BRADBURY, Bettina, *Working Families. Age, Gender, and Daily Survival in Industrializing Montreal*, Toronto, McClelland and Stewart, 1993, 310 p.
- BROOKFIELD, Tarah, *Cold War Comforts. Canadian Women, Child Safety, and Global Insecurity*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2012, 270 p.
- COHEN, Yolande, *Femmes de parole. L'histoire des cercles de fermières du Québec, 1915-1990*, Montréal, Le Jour, 1990, 315 p.
- ENKE, Finn, *Finding the Movement: Sexuality, Contested Space, and Feminist Activism*, Durham, Duke University Press, 2007, 392 p.
- FAHRNI, Magda, *Household Politics: Montreal Families and Postwar Reconstruction*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, 279 p.
- FARMER, Ashley D., *Remaking Black Power: How Black Women Transformed an Era*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2018, 288 p.
- FOLEY, Michael S., *Confronting the War Machine: Draft Resistance during the Vietnam War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2003, 456 p.
- GOSCHA, Christopher, *Vietnam: A New History*, New York, Basic Books, 2016, 352 p.
- GRAY WHITE, Deborah, *Too Heavy a Load: Black Women in Defense of Themselves, 1894-1994*, New York, W. W. Norton, 320 p.
- HARTMAN, Susan, *The Other Feminists: Activists in the Liberal Establishment*, New Haven, Yale University Press, 1998, 304 p.
- hooks, bell, *De la marge au centre. Théorie féministe*, Paris, Cambourakis, 2017 [1984], 304 p.

- JEANSONNE, Glen, *Women of the Far Right: The Mothers' Movement and World War II*, Urbana, University of Illinois Press, 284 p.
- KNICKERBOCKER, Nancy, *No Plaster Saint : The Life of Mildred Osterhout Fahrni*, Vancouver, Talonbooks, 2001, 287 p.
- MARCUSE, Gary et Reginald WHITAKER, *Cold War Canada: The Making of a National Insecurity State, 1945-1957*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, 512 p.
- McDUFFIE, Erik S., *Sojourning for Freedom: Black Women, American Communism, and the Making of Black Left Feminism*, Durham, Duke University Press, 2011, 312 p.
- McKay, Ian, *Rebels, Reds, Radicals: Rethinking Canada's Left History*, Toronto, Between The Lines, 2005, 254 p.
- MILLS, Sean, *Contester l'Empire. Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972* (trad.), Montréal, Éditions Hurtubise, 2011, 349 p.
- MILLS, Sean, *Une place au soleil. Haïti, les Haïtiens et le Québec* (trad.), Montréal, Mémoire d'encrier, 2016, 358 p.
- NICKERSON, Michelle, *Mothers of Conservatism: Women and the Postwar Right*, Princeton, Princeton University Press, 2012, 264 p.
- OROPEZA, Lorena, *Raza Si! Guerra No! Chicano Protest and Patriotism During the Viet Nam War Era*, Berkeley, University of California Press, 2005, 296 p.
- PALMER, Bryan, *Canada's 1960s: The Ironies of Identity in a Rebellious Decade*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, 480 p.
- PÉLOQUIN, Marjolaine, *En prison pour la cause des femmes : Conquête du banc des jurées*, Montréal, Remue-ménage, 2007, 312 p.
- PICKLES, Katie, *Female Imperialism and National Identity: Imperial Order Daughters of the Empire (IODE)*, Manchester et New York, Manchester University Press, 2009, 209 p.
- PRASHAD, Vijay, *The Darker Nations: A People History of the Third World*, New York, New Press, 2007, 384 p.
- PULIDO, Laura, *Black, Brown, Yellow, and Left : Radical Activism in Los Angeles*, Berkeley, University of California Press, 2007, 364 p.
- REY, Marie-Pierre, *La tentation du rapprochement : France et URSS à l'heure de la détente, 1964-1974*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020, 443 p.

- RICH, Adrienne, *Blood, Bread and Poetry : Selected Prose (1979-1985)*, Londres, Little Brown & Co., 1994, 256 p.
- ROBERTS, Dorothy, *Killing the Black Body: Race, Reproduction, and the Meaning of Liberty*, New York, Vintage Books, 1998, 400 p.
- RUPP, Leila, *Worlds of Women: The Making of an International Women's Movement*, Princeton, Princeton University Press, 1997, 344 p.
- SANGSTER, Joan, *Demanding Equality: one Hundred Years of Canadian feminism*, Vancouver, UBC Press, 2021, p. 230.
- SANGSTER, Joan, *Dreams of Equality: Women on the Canadian Left, 1920-1950*, Toronto, University of Toronto Press, 1989, 273 p.
- SOCKNAT, Thomas Paul, *Witness Against War: Pacifism in Canada, 1900-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 1987, 370 p.
- SPRINGER, Kimberly, *Living for the Revolution: Black Feminist Organizations, 1968–1980*, Durham, Duke University Press, 2005, 240 p.
- SWERDLOW, Amy. *Women Strike for Peace: Traditional Motherhood and Radical Politics in the 1960s*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 1993, 326 p.
- THÉBAUD, Françoise, *Une traversée du siècle. Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, Paris, Éditions Belin/Humensis, 2017, 686 p.
- THORN, Brian, *From Left to Right: Maternalism and Women's Political Activism in Postwar Canada*, Vancouver, UBC Press, 2016, 256 p.
- VERGÈS, Françoise, *Un féminisme décolonial*, Paris, La Fabrique, 2019, 142 p.
- VINCE, Natalya, *Our Fighting Sisters: Nation, Memory and Gender in Algeria, 1954-2012*, Londres, Manchester University Press, 2015, 296 p.
- WU, Judy, *Radicals on the Road. Internationalism, Orientalism and Feminism during the Vietnam Era*, New York, Cornell University Press, 2013, p. 217.

2.3. Ouvrages collectifs

- CAMPBELL, Lara, Michael DAWSON et Catherine GIDNEY (dirs), *Worth Fighting For: Canada's Tradition of War Resistance from 1812 to the War on Terror*, Toronto, Between the Lines, 2015, 328 p.

- DORLIN, Elsa, *Black Feminism. Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*, Paris, L'Harmattan, 2008 [1982], 262 p.
- DROULX, Joëlle Droulx et al. (dirs), *Construire la paix par l'éducation: réseaux et mouvements internationaux au XXe siècle. Genève au cœur d'une utopie*, Neuchâtel, Presses Universitaires Suisses, 2020, 342 p.
- DUBINSY, Karen et al (dir.), *New World Coming. The Sixties and the Shaping of a Global Consciousness*, Toronto, Between the Lines, 2009, 515 p.
- DUBINSKY, Karen et al. (dirs), *Canada and the Third World, Overlapping Histories*, Toronto, University of Toronto Press, 2016, p. 281.
- EPP, Marlene et Franca IACOVETTA (dirs), *Sisters or Strangers? Immigrant, Ethnic and Racialized Women in Canadian History*. University of Toronto Press, 2016, 624 p.
- FINGARD, Judith et Janet GUILFORD (dir.), *Mothers of the Municipality: Women, Work, and Social Policy in Post-1945 Halifax*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 253-280.
- GILMORE, Stephanie (dir.), *Feminist Coalitions: Historical Perspectives on Second-Wave Feminism in the United States*, Urbana, University of Illinois Press, 2008, 307 p.
- HEWITT, Nancy (dir.), *No Permanent Waves. Recasting Histories of U.S. Feminism*, New Brunswick, Rutgers University Press, 2010, 472 p.
- KOVEN, Seth et Sonya MICHEL (dirs), *Mothers of a New World: Maternalist Politics and the Origins of Welfare States*, New York, Routledge, 1993, 464 p.
- LEE, Christopher J.(dir.), *Making a World after Empire: The Bandung Moment and its Political Afterlives*, Athens, Ohio University Press, 2010, 400 p.
- McCULLOUGH, Colin et Robert TEIGROB (dirs), *Canada and the United Nations: Legacies, Limits, Prospects*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2017, 264 p.
- MOHANTY, Chandra T. et Jacqui ALEXANDER (dirs), *Feminist Genealogies, Colonial Legacies, Democratic Futures*, Londres et New-York, Routledge, 1997, 464 p.
- MOONEY, Jadwiga E Pieper. et Fabio LANZA (dirs), *De-Centering Cold War History: Local and Global Change*, Oxon, Routledge, 2012, 256 p.

- NENGEH MENSAH, Maria (dir.), *Dialogues sur la troisième vague féministe*, Montréal, Remue-Ménage, 2005, 247 p.
- NEWTON, Judith, Mary P. RYAN et Judith R. WALOWITZ (dirs), *Sex and Class in Women's History*, Londres, Routledge & Kegan Paul, History Workshop Series, 1983, 270 p.
- RICHMAN KENEALLY, Rhona et Johanne SLOAN (dirs), *Expo 67: Not Just a Souvenir*, Toronto, University of Toronto Press, 2010, 240 p.
- STRON-BOAG, Veronica, « Peace-Making Women: Canada 1919–1939 », dans ROACH PIERSON, Ruth (dir.), *Women and Peace. Theoretical, Historical and Practical Perspectives*, Londres, Routledge, 1987, p. 185.
- TÉTREAULT, Mary Ann, « Women and Revolution in Vietnam », dans BARRY, Kathleen (dir.), *Vietnam's Women in Transition*, London, Palgrave Macmillan, 1996, pp. 38-57.

2.4. Ouvrages de références

- COLMAN, Jonathan, « Paris Summit (1960) », dans Gordon Martel (dir.), *The Encyclopedia of Diplomacy*, Oxford, Wiley-Blackwell, 2018.
- HAKIM, Adi et Marika SHERWOOD, « Constance Cummings-John (1918 – 2000) », *Pan-African History: Political Figures from Africa and the Diaspora since 1787*, Londres, Routledge, 2003, p. 32.
- KERIN, Rani, « Vroland, Anna Fellowes », dans Judith Smart et Shurlee Swain (dirs) *Woman. The Encyclopedia of Women and Leadership in Twentieth-Century Australia*, Melbourne, University of Melbourne. [en ligne] <http://www.womenaustralia.info/leaders/biogs/WLE0707b.htm>
- UKPOKOLO, Chinyere , « Ekpo, Margaret », *Oxford Research Encyclopedia of African History*, juin 2020, [en ligne], <https://oxfordre.com/africanhistory/view/10.1093/acrefore/9780190277734.001.0001>

2.5. Ouvrages de synthèse

- BAILLARGEON, Denyse, *Brève histoire des femmes au Québec*, Montréal, Boréal, 2012, 281 p.
- Collectif Clio, *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Hurtubise, 1992, [1982], 521 p.

DUMONT, Micheline, *Pas d'histoire les femmes! : réflexions d'une historienne indignée*, Montréal, Éditions Remue-Ménage, 2013, 219 p.

KEALEY, Linda et Joan SANGSTER (dirs), *Beyond the Vote: Canadian Women and Politics*, Toronto, University of Toronto Press, 1989, 349 p.

CUTHBERT BRANDT, Gail, Naomi BLACK, Paula BOURNE et Magda FAHRNI, *Canadian Women: A History*, Toronto, Nelson, 2010, 660 p.

2.6. Thèses et mémoires

BALL, Christine, « The history of The Voice of Women/ La Voix des Femmes: The Early Years », Thèse de doctorat (histoire), Toronto, University of Toronto, 1994, 601 p.

FRAZIER, Jessica, « Making connections in Viet Nam: U.S. Women's Transnational Activism and the Meanings of Race, Gender, and Revolution, 1965–1975 », Thèse de doctorat (histoire), Albany, State University of New York, 2013, 254 p.

HUNTER POPKIN, Ann, « Bread and Roses: An Early Moment in the Development of Socialist Feminism », Thèse de doctorat (sociologie), Boston, Brandeis University, 1978, 284 p.

KNOPOVA, Yana, « The Soviet Union and the International Domain of Women's Rights and Struggles: A Theoretical Framework and a Case Study of the Soviet Women's Committee (1941–1991) », Mémoire de maîtrise (histoire), Budapest, Central European University, 2011, 146 p.

MARION, Nicole, « Canada's Disarmers: The Complicated Struggle Against Nuclear Weapons, 1959-1963 », Thèse de doctorat (histoire), Ottawa, Université Carleton, 2017, 339 p.

MEHTA, Harish, « 'People's Diplomacy': The Diplomatic Front of North Vietnam During the War Against the United States, 1965-1972 », Thèse de doctorat (histoire), Hamilton, McMaster University, 2009, 301 p.

RICCI, Amanda, « There's No Place Like Home: Feminist Communities, Social Citizenship and (Un)Belonging in Montreal's Long Women's Movement, 1952-1992 », Thèse de doctorat (histoire), Montréal, McGill, 2015, 292 p.

ROBERT, Camille, « "Toutes les femmes sont d'abord ménagères" : discours et mobilisations des féministes québécoises autour du travail ménager (1968-1985) », Mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, UQAM, 2017, 164 p.

SWEET, Marilyn Selma, « Purls for Peace: The Voice of Women, Maternal Feminism, and the Knitting Project for Vietnamese Children », Mémoire de maîtrise (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 2007, 170 p.